

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La
Succession « ab intestat »
de la Femme kabyle
en Grande Kabylie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 30 mai 1932, à 14 heures

par

RENÉ VIGIER

Président : M. MAUNIER, Professeur

Suffragants { **MM. C. PERREAU** } **Professeurs**
 { **Roger PICARD** }

LES ÉDITIONS VÉGA

43, Rue Madame, 43

PARIS

1932

La
Succession « ab intestat »
de la Femme kabyle
en Grande Kabylie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 30 mai 1932, à 14 heures

par

RENÉ VIGIER

Président : M. MAUNIER, Professeur

Suffragants { MM. C. PERREAU } Professeurs
 { Roger PICARD }

LES ÉDITIONS VÉGA
43, Rue Madame, 43
PARIS
1932

*26565



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547505_0072

INTRODUCTION

De la baie majestueuse d'Alger, après avoir rapidement glissé sur les verdoyantes collines de Mustapha et les contreforts de l'Atlas, le regard se pose à l'horizon sur une ligne tourmentée de sommets que précise en hiver, par une claire journée, un léger manteau de neige argentée : le Djurdjura.

Vu de plus près, de Fort National ou de Michelet, le Djurdjura est une masse imposante, une « muraille déchiquetée », une chaîne de montagnes abruptes qui dévalent en une série de contreforts jusque dans les vallées de l'Oued Sahel, de l'Oued Sébaou et de l'Oued Isser.

Ses sommets rocaillieux rongés et lavés par les neiges pendant une grande partie de l'année portent encore quelques cèdres séculaires. Soumis à l'action violente du vent et torturés par les hommes et les bêtes, la plupart de ces « arbres-rois » étendent lamentablement leurs bras squelettiques.

Dans cette zone de rochers saillants où ne poussent, sur de vastes étendues, que des plantes grimpanes, des mousses, des lichens et mille autres petites plantes de teintes sombres, la vie humaine est impossible et seuls, en été, y viennent paître les bestiaux sur ces précieux « mehmels », terrains de parcours qui aujourd'hui encore sont entre douars voisins la cause de graves et déplorables dissensions (1).

Ce n'est que dans une seconde zone, à une altitude moindre, dans le domaine des chênes et des frênes, qu'apparaissent les premiers villages ; ils sont construits en majeure partie sur les arêtes allongées et sinueuses des nombreux plissements de terrain et composés de maisons basses, en pierres et recouvertes de tuiles rondes. Il en est ainsi d'ailleurs jusque sur les dernières ondulations des contreforts du Djurdjura.

Rarement, à l'intérieur de ces villages, des cours

(1) Cf. Devaux. Kebaïels du Djurdjura, p. 96.

qu'encerclent les groupes d'habitations familiales et des ruelles tortueuses et empierrées en gradins s'élance la flèche gracieuse de grands arbres. Les maisons se resserrent confusément l'une contre l'autre comme dans un besoin de mutuelle assistance, avec des ouvertures, des vues savamment étudiées pour que l'espace soit vaste et libre devant elles, dans une position stratégique qui autorise la comparaison de ces villages avec de véritables forteresses (1).

Des champs et des jardins sont alentour et s'étendent parfois jusqu'au fond des vallées. Ce sont comme autant de multiples carrés de culture bornés de haies vives et fragiles, ou de pierres simplement posées les unes sur les autres, ou de « nopals aux grasses raquettes » dont la présence révèle une propriété plus ancienne et souvent plus fortement assise. Dans ce cadre, des figuiers presque toujours et quelques frênes dont le feuillage est une précieuse ressource pour le bétail.

Plus bas encore, autour de points d'eau jalousement défendus, là où le sol est plus fertile et la végétation arborescente plus luxuriante, autour de populeux villages, de fermes ou de hameaux isolés, de nombreux arbres fruitiers, des grenadiers, des poiriers, des citronniers abritent des jardins où se cultivent surtout la tomate, l'artichaut, la fève et le piment.

Peu de blé, peu d'orge, peu de céréales dans les champs. Des aires à battre cependant apparaissent près des villages, et, dans les vallées au bord des oueds, quelques moulins à eau. Dans ces mêmes vallées, des carrés de terre cultivable sont arrachés avec une longue patience, une ténacité remarquable, à l'oued qui s'est resserré mais qui peut-être, dans une crue d'hiver, recouvrira brutalement ce qui lui fut enlevé de son ancien domaine. Profondément enracinés de nombreux oliviers escaladent les collines ; les pressoirs rustiques fonctionnent non loin des habitations.

*
* *

Simple esquisse d'une nature admirable et vivante ! On y jouit des différences d'aspect, des changements de

(1) Masqueray. Formation des cités, p. 17.

coloris suivant les jeux de la lumière aux différentes heures du jour ; les décors varient à l'infini et suivant les caprices de la végétation. C'est « un coin de terre qui présente au plus haut degré cette combinaison charmante du sauvage, du grandiose et du pittoresque aimable » (1).

C'est là que vit plus d'un million de Kabyles, de Berbères du Nord, sédentaires, agriculteurs, industriels et commerçants. Le temps et la nature ont fait leur œuvre sur ces montagnards. Les différentes invasions qui, comme des vagues furieuses, se sont brisées sur le Djurdjura, rocher inaccessible, y ont jeté écumes et embruns qui l'imprégnaient mais ne l'emprenaient point.

En ouvriers, en commerçants pacifiques, les Berbères du Djurdjura se sont mêlés aux conquérants des plaines et des côtes, mais en farouches guerriers ils ont maîtrisé et repoussé toute entreprise armée contre leurs confédérations (2).

C'est dans des limites territoriales restreintes, sur un sol ingrat en maints endroits inculte, par un climat rigoureux en hiver, que cette race prolifique s'est développée et organisée malgré de perpétuels déchirements dans des luttes intestines. La vieille société qui s'est formée là, d'une puissante vitalité, aux caractères complexes, a conservé jusqu'à nos jours des traces indélébiles de son originalité, gardé fidèlement ses traditions, sauvegardé son indépendance contre toutes les civilisations qui ont submergé le Moghreb et ne s'est laissé influencer, après l'invasion hilalienne surtout, que par l'Islam. La langue berbère elle-même qui contient des mots arabes, hébreux, syriaques, tures ou français, n'en a pas moins toujours sa grammaire à part, sa conjugaison et sa syntaxe (3), et les mots des langues étrangères n'ont eu droit de cité en Kabylie qu'après avoir adopté la forme et la prononciation berbères.

On admet ainsi plus facilement qu'au point de vue politique, à l'intérieur de leurs tribus, les Berbères du Djurdjura aient su maintenir une réelle autonomie. Et

(1) Dugas. La Kabylie, p. 9.

(2) Cf. M. Le Glay. Le Berbère marocain. *Revue des Vivants*, septembre 1930, n° 9.

(3) P. G. Huyghe. Dictionnaire kabyle-français, in-12, 1901, XXIII et s.

c'est en analysant plus intimement les caractères communs des différents éléments de la race berbère que l'on saisit davantage la raison de l'organisation politique et domestique telle qu'elle existe depuis des siècles dans la *takharoubt*, la *taddart* et le *toufiq*, que l'on comprend mieux les mœurs, les usages et les coutumes des Kabyles du Djurdjura.

Les Kabyles sont rudes, courageux, sobres, résistants à la fatigue et à la souffrance, d'humeur indépendante, laborieux, économes, industriels. Ils ont, dans certains cas, un réel sentiment de l'honneur ; ils sont hospitaliers jusqu'à ne permettre aucune offense à leurs hôtes quels qu'ils soient ; ils punissent sévèrement l'adultère dans leur foyer. Ils maintiennent la solidarité qu'impose à ses membres la famille où ils sont entrés à leur naissance. Ils se dévouent jusqu'au sacrifice à leur *çoff*. Ils sont capables de progrès : ils imitent et copient adroitement ; ils ont de la mémoire et beaucoup de facilité d'élocution. Au cours de leurs fréquents voyages à l'étranger ils se meublent aisément l'esprit : ils ont le don des langues (1).

Au contact direct de notre civilisation leurs qualités s'accroissent. Ils montrent tout jeunes une physionomie franche et souriante ; arrivés à l'âge mûr certains manifestent un dévouement profond pour le Français et pour la cause française. Parmi eux on compte des sujets loyaux respectueux de l'autorité tutélaire, des serviteurs affrontant sans crainte la vengeance possible de coreligionnaires.

Mais combien plus nombreux sont ceux qui assombrissent ce tableau par un ensemble de défauts, de misères morales qu'on décèle davantage en surprenant leurs conversations émaillées d'idiotismes à peine compréhensibles des seuls initiés !

Ils sont susceptibles, irascibles, vindicatifs, brutaux, violents, cruels et l'on ne peut qu'être saisi d'écœurement à la lecture de certaines dépositions de témoins ou de rapports « circonstanciés » sur des crimes odieux commis par intérêt ou par vengeance. Ils sont voleurs audacieux ; ils soutiennent avec calme et insouciance les mensonges les

(1) Gsell. T. VI, chap. V, p. 275.

plus osés et les plus stupides ; hypocrites et parjures ils n'hésitent pas à prêter de faux serments sur le Coran ou sur les tombes des plus vénérés marabouts. Inconstants on les accuse à la fois de turbulence et de paresse. Loin de chez eux, en France, à Paris particulièrement, la conduite de quelques-uns n'est point exempte de reproches : ils n'ont plus là en effet le lien familial pour les retenir, les institutions séculaires pour les condamner, la *horma* pour les réprimer.

Mais ce n'est là qu'une des faces du diptyque portant le portrait grossièrement ébauché de l'élément mâle du peuple kabyle. Nous réservons l'autre face à la femme.

*
* *

On a depuis longtemps coutume de dépeindre la femme kabyle selon un modèle une fois pour toutes établi, en écartant résolument l'étude des différents degrés qui séparent la basse condition de certains individus de celle des initiées, des guerrières, des animatrices vénérées qui par leur sagesse et leurs vertus ont acquis sur leurs tribus une influence prépondérante (1).

On a fait un tableau bien sombre de la condition des femmes, et la question de son amélioration depuis 1924 préoccupe — le croirait-on — la « Ligue française des Droits de l'Homme ».

Il est exagéré, à notre avis, de prétendre que la femme kabyle est dans une condition voisine de l'esclavage. Cette condition cependant n'est certes pas enviable : elle est au contraire relativement misérable.

La naissance d'une fille chez un kabyle est un événement qui se produit dans une atmosphère de gêne : la fête ne bat pas son plein ; la mère ne reçoit pas des autres femmes et de ses proches parents des compliments de bienvenue aussi sincères que si elle avait mis au monde un garçon. Le père annonce à peine la nouvelle ; il néglige souvent, même à dessein, de faire à l'état civil la déclara-

(1) Cf. de Caix, p. 63. La *koubba* la plus célèbre est celle de *Lalla Khe-didja*, sainte femme qui a d'ailleurs donné son nom au pic le plus élevé du Djurdjura.

ration de cette naissance (1). On raille parfois et on murmure : « Ce n'est qu'une fille », *tsqchicht kan!* Les compliments prennent la forme de consolations : *terbah' tseggirt*, « que sa dot soit un bon gain », ou *irbah' chert'*, « que les conditions de la dot te soient favorables » (2). D'après certaines coutumes la femme coupable d'avortement encourt l'expiation mortelle si l'enfant était mâle ; sinon le mari ne peut réclamer au *ouali* que la *dia* (3).

C'est que la fille n'accroît en rien la force de la famille ; elle est appelée à se marier et à quitter sa famille d'origine, peut-être même le pays (4). Or, la famille kabyle c'est la famille *paternelle* ou *agnatique* ; seuls les descendants mâles continuent et perpétuent le groupe familial (5).

La fille grandit, elle court librement dans le village, à la suite de sa mère, de ses aînées ; elle va en leur compagnie ramasser du bois, puiser de l'eau. Dès que ses forces le lui permettent elle porte sur son dos un frère ou une sœur plus jeune. Avant même que d'arriver à l'âge nubile elle voit naître en elle le besoin de plaire : ses yeux sont passés au *keh'ol*, ses ongles au *henné* et ses joues légèrement poudrées, par sa mère ou sa grand'mère d'abord et par elle-même ensuite. Pour peu qu'elle soit jolie son père s'intéresse à elle davantage et s'empresse, avec l'aide de l'aïeule, de lui trouver un époux (6). Elle sort d'ailleurs non voilée, bras et jambes nues sous son vêtement simple et gracieux, jusqu'au jour où ses charmes soulignés par la charge d'un fagot ou le poids d'une cruche attireront les regards ou provoqueront, trop vite hélas ! une demande en mariage.

Beaucoup de jeunes Kabyles sont ainsi précocement fiancées, promises selon un rite particulier qui crée entre

(1) Mais l'intérêt (réductions sur les chemins de fer pour familles nombreuses, sursalaires familiaux) impose maintenant à tous de faire ces déclarations.

(2) Maistre. Mœurs et coutumes kabyles, p. 35.

(3) Kanoun kabyles, XXII.

(4) Tandis que la naissance d'un garçon oblige le chef de famille à verser dans la caisse communale la « dime du bonheur », il n'est rien perçu pour une fille (Coulon, Bull. Soc. Géogr. Alger, 1930, p. 124).

(5) Maunier. Famille kabyle et famille romaine, p. 14.

(6) La femme kabyle, Sœurs Missionnaires de N.-D. d'Afrique, Birman-dreïs (Alger), p. 9.

les chefs de famille, plus précisément entre les représentants respectifs des futurs époux, un véritable contrat bilatéral entraînant, en cas de non exécution, une sanction juridique (1).

A dater du jour de la conclusion de cette promesse de mariage le futur époux peut exiger la conduite de la femme à son domicile. Le droit coutumier kabyle autorise la cohabitation avec une femme même impubère. Toute action administrative contre cette pratique barbare du mariage des impubères est paralysée par la mauvaise volonté d'un grand nombre de pères de famille. Ils s'y prêtent sans aucun respect de la morale, sans aucune considération du développement physique de l'enfant, avec un souci exclusif de lucre, et cette négligence coupable peut avoir et a eu déjà malheureusement de graves conséquences. Toutefois les juridictions criminelles et correctionnelles ont exercé maintes poursuites et la loi du 2 mai 1930 vient de fixer à quinze ans révolus l'âge avant lequel sous peine de prison ou d'amende ne peuvent contracter mariage les indigènes kabyles n'ayant pas la jouissance des droits de citoyen français.

La jeune fille, avant son mariage, est sous la dépendance exclusive de son père ou de son ouali (2). Mariée par son père ou par son ouali à un époux sur le choix duquel elle n'est pas consultée, elle quitte son groupe d'origine pour changer de société, de condition, de *puissance* ; elle tombe sous la puissance du chef de sa nouvelle famille, sous la puissance de son époux et il n'y a vraiment aucune restriction, aucun tempérament à cette double puissance (3).

Il semble que seuls les devoirs de protection et de subsistance incombent au mari à l'égard de sa femme, en échange de quoi celle-ci est redevable d'une entière soumission ; elle est sujette et servante, les travaux les plus

(1) V. notam. Hanoteau et Letourneux. III, 378, art. 4.

(2) Dans certains douars quand la jeune fille se trouve sous la dépendance de son père, elle jouit de bien plus de considération et d'égards : « elle est traitée de la même façon que ses frères » (Rapport du 28-1-1924 de l'Administrateur de Fort-National à M. le Préfet d'Alger).

(3) Maunier. Famille kabyle, p. 16.

grossiers et les plus durs lui sont généralement destinés. Indépendamment du ménage dont elle prend exclusivement soin, les travaux des champs lui sont aussi réservés, à l'exception cependant de ceux que ses forces réduites ne peuvent accomplir : labours, moisson et dépiquage de céréales.

Les procédés industriels des Kabyles qui se réduisent à de simples travaux de métiers sont le plus souvent exécutés par des femmes. Elles aident à la fabrication de l'huile, à la préparation des cuirs, à la teinture de la laine, à la fabrication des poteries, des tissus. Comme chez les Hébreux autrefois le travail du moulin à bras est le fait des femmes et elles se mettent à deux pour moudre le grain (1).

Cet état n'est adouci pour la femme qu'au cas où par ses qualités physiques ou intellectuelles elle parvient à acquérir sur son mari un ascendant appréciable. Il s'améliore de même le jour où vient au monde le premier enfant et particulièrement si c'est un enfant mâle. Le véritable bonheur semble exister pour la mère kabyle lorsque la descendance se multiplie (2). Dans ce dernier cas la femme jouit en effet d'une considération plus grande de la part de son époux : elle a satisfait au désir de procréation qu'éprouve tout Kabyle et elle a de ce fait dispensé son époux de recourir à la polygamie ou à la répudiation.

Par la répudiation le mari peut dissoudre l'union conjugale. Les coutumes lui accordent ce droit sans restriction, sans condition, et la femme ne peut ni contester la répudiation la plus arbitraire ni réclamer la dissolution de son union, quelque légitimes que soient ses griefs (3).

Le bon plaisir du mari n'a en quelque sorte de limite que la retraite volontaire de son épouse : celle-ci a la possibilité de quitter le domicile conjugal et de se retirer chez

(1) Han. et Let. I, 520 et suiv.

(2) Cf. de Caix, p. 63.

(3) Kanoun kabyles, XXV. Les cas de répudiation sans cause sérieuse deviennent plus rares cependant. V. notam. Rapports du 25 janvier 1924 de l'Administrateur de Drâ-el-Mizan, du 26-1-24 de l'Administrateur de Palestro, du 29-1-24 de l'Administrateur de Tizirt, à M. le Préfet d'Alger. Il y a lieu d'ailleurs de noter d'une façon générale l'intervention des notables de village dans les cas de répudiation sans motif grave.

ses parents en cas de motif grave. Le mari n'a aucun moyen légal de l'obliger à réintégrer le domicile conjugal (1).

Ce droit d'insurrection semble faire contrepoids à la puissance illimitée qui appartient à l'homme. Là encore cependant, quoique échappant à l'action directe du mari, la femme lui demeure liée par le lien conjugal qui ne subit aucune altération juridique.

Cette retraite volontaire se transforme d'ailleurs presque toujours en retraite forcée du fait des exigences du mari qui, s'il n'arrive pas à obtenir le retour de son épouse, peut ne pas la répudier et la condamner ainsi à une séparation de corps de durée indéfinie. Il consent parfois à prononcer une répudiation mais en stipulant un prix de « rachat » excessif, en *mettant sur la tête* de l'insurgée (*tamenafeqt*) une somme très forte que doit payer celui qui s'offre à la libérer en l'épousant. Et la situation d'insurgée voulue par la femme se complique déplorablement : la *tamenafeqt* devient *tamâouoqt* (suspendue, interdite), jouissant d'une infime liberté chez ses parents jusqu'au jour où un prétendant consentira pour l'épouser à passer par les exigences pécuniaires du mari.

Mais la femme poussée par ses désirs sensuels ou obéissant aux ordres péremptoirs de ses parents mâles qui la considèrent comme une bouche inutile à nourrir, se voit parfois dans l'obligation de réintégrer le domicile conjugal, de se résigner, de se soumettre aux conditions que lui impose son mari (2).

Dans le cas de répudiation ordinaire ou de répudiation faisant suite à une « insurrection » le mari exige la restitution intégrale de la dot et le paiement d'une indemnité supplémentaire, d'un *lefdi* qu'il détermine en spéculant sur les qualités physiques, intellectuelles et domestiques de son épouse.

(1) Ces cas de retraite volontaire de la femme se multiplient depuis que les ouvriers kabyles émigrent en grand nombre en France. Si la femme en effet n'obtient aucun subside de la famille de son mari, elle se retire dans sa famille d'origine et dans la plupart des cas demande à justice une pension alimentaire.

(2) La réintégration dans ces conditions ne se voit toutefois — en règle générale — que dans les familles pauvres.

La femme répudiée rentre dans sa famille d'origine et sous la puissance de son père ou de son ouali. Elle y rapporte ses bijoux, ses parures, ses vêtements, ainsi que son pécule, produit du travail qu'elle a pu exécuter à son compte avec l'autorisation de son mari, produit également des libéralités qui lui ont été faites par ses beaux-parents ou les amis de ceux-ci (1).

La femme répudiée, comme la femme insurgée d'ailleurs, laisse au domicile de son mari ses enfants mineurs ; elle n'a la garde que de celui qu'elle nourrit jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de deux ans, l'âge de sevrage.

La femme répudiée qui a des enfants mâles et majeurs est parfois recueillie par celui d'entre eux qui ne vit pas sous le même toit que le père, mais la femme insurgée se trouvant dans les mêmes conditions revient, dans la majorité des cas, chez son père ou chez son ouali.

La veuve sans enfant rentre dans sa famille, libre, le plus souvent, de contracter l'union qu'il lui convient.

La veuve qui a des enfants peut contracter une nouvelle union sans que les héritiers de son premier époux puissent s'y opposer. Toutefois quand le défunt laisse des proches parents mâles, tel un frère ou un cousin, un droit de préférence est reconnu à l'un d'entre eux par certaines coutumes et la veuve est ainsi mise dans l'obligation morale de se remarier dans la famille de son premier mari.

Voilà présentée schématiquement d'après les coutumes ancestrales du plus grand nombre des tribus du Djurdjura la condition de la femme en ce qui concerne son statut personnel. C'est un état de dégradation morale que tout esprit cultivé ne saurait admettre sans condamnation immédiate.

Il ne faudrait pas cependant s'abandonner à un pessimisme excessif ; il serait vain de prétendre qu'au regard de l'homme, dont les faiblesses et les vertus sont multiples, la femme n'a point de personnalité, point de courage ni d'ardeur, qu'elle se laisse écraser sous la conviction de son

(1) Cf. Maunier. *Ménage kabyle*, p. 17.

infériorité. De la femme à l'esclave il y a bien plus d'un pas !

La Kabyle a de nombreuses qualités naturelles : elle est travailleuse, serviable et dévouée, avec un fond de gaîté et d'endurance qui résiste aux plus dures épreuves (1). Elle est intelligente : son esprit est pratique surtout. Si en un mari brutal, violent et grossier elle subit souvent un maître redouté, elle trouve dans l'union conjugale généralement l'occasion d'avoir des biens, des droits individuels, droits personnels qui lui appartiennent exclusivement et qu'elle conserve précieusement (2).

La seule présence vraiment néfaste au foyer domestique n'est-elle point celle de la belle-mère ? La « vieille » se venge des avanies qu'elle a dû supporter étant fillette, épouse ou mère. Elle est un oracle, une puissance. Son influence est mystérieuse et profonde. Alourdie de superstitions multiples elle répand les menaces des mauvais sorts sur les enfants et le bétail ; dans la famille rien ne se fait sans son assentiment. Quelle puissance représenterait-elle en face de la *puissance* paternelle ou maritale si le développement des forces vives que renferme tout être féminin en Kabylie se faisait selon des directives judicieusement établies !

*
* *

Besoin d'imiter, âpreté au gain, soif de vengeance, peut-on déterminer le mobile exact qui a déclenché l'offensive contre les dispositions des coutumes relatives au statut personnel ?

Au nom de l'ordre public des poursuites furent engagées contre ceux qui consumaient le mariage avec une jeune fille non nubile, lorsque des suites graves s'ensuivaient.

Dès 1899 (3) le Tribunal de Paix de Fort National a admis une femme kabyle à demander le divorce.

(1) La femme kabyle. Sœurs Missionnaires, p. 17.

(2) Maunier. Ménage kabyle, p. 11. V. aussi : Rapport du 25 janvier 1924 de l'Administrateur de Drâ-el-Mizan. « Dans de nombreux douars, la femme mariée dont l'époux s'absente plusieurs années durant gère le patrimoine de son mari ; elle loue, afferme, vend les fruits, etc... » V. aussi en ann., pp. 146 et s. les *qanouns* des tribus de la rive droite du Sebaou.

(3) Fort-National, 11 janvier 1899, *Revue Algérienne*, 1899, 2. 521.

En 1902 (1) le même tribunal de paix estimant que le juge français ne pouvait « faire violence à sa conscience au point de s'imposer l'obligation de rester esclave de coutumes barbares et monstrueuses », prononça le divorce entre deux époux kabyles sur la demande reconventionnelle d'un père de famille actionné pour obtenir que sa fille réintégrât le domicile conjugal (il s'agissait d'une jeune femme de quinze ans mariée sept ans plus tôt).

Tous les jugements de ce genre furent cassés en appel, mais il se produisit par la suite, non pas un revirement de jurisprudence, mais un acquiescement tacite des décisions judiciaires de la part des familles de « non présents » ; plusieurs justices de paix de l'arrondissement de Tizi-Ouzou ont accueilli des demandes en divorce introduites par des femmes kabyles et fondées sur l'absence prolongée des maris ou la condamnation de ceux-ci à des peines perpétuelles ou de longue durée, sans qu'il y ait eu appel de ces décisions et sans protestation de la part des familles des défendeurs (2).

A la séance des Délégations financières du 22 juin 1922, M. le Délégué kabyle Roumane déposa un vœu tendant à ce que dans des cas à déterminer la femme puisse obtenir le divorce. Et le 18 novembre 1922 la Chambre de révision de la Cour d'Appel d'Alger rendit un arrêt qui rejette le pourvoi formé contre un jugement du 26 avril 1922 du Tribunal de Tizi-Ouzou prononçant le divorce aux torts exclusifs du mari, fondant sa décision sur une condamnation à l'emprisonnement et à l'amende prononcée pour violences graves et allouant à la femme mille francs de dommages et intérêts en réparation du préjudice qui lui a été causé.

En février 1923 M. Roumane, en sa qualité de Président de la djemâa du douar Beni-Ghobri de la Commune Mixte du Haut-Sébaou, fit adopter par la Commission municipale de cette Commune différentes propositions

(1) Chambre des Députés, n° 1510, 1929, *Rapport* de M. Ricci, p. 3.

(2) Rapport du 9 juin 1922 de M. le Procureur de la République de Tizi-Ouzou à M. le Procureur Général (Cité dans l'Arrêt du 18 novembre 1922 de la Ch. de rév. de la Cour d'Alger).

visant à une amélioration de l'état de la femme kabyle mariée (1).

Trois mois après, une vaste enquête fut prescrite par le Gouverneur Général auprès du Sous-Préfet, des Maires et Administrateurs de l'arrondissement de Tizi-Ouzou. En transmettant copie du vœu de M. Roumane à M. le Préfet d'Alger (2), le Gouverneur Général formulait l'avis que ce vœu ne saurait être suivi de mesures administratives et qu'il n'était pas davantage possible d'agir, en cette matière, par la voie législative ou réglementaire. « Je considère, dit-il en substance, qu'il convient de s'en remettre à nos tribunaux du soin d'obtenir par une évolution continue mais prudente et modérée l'adaptation progressive des coutumes kabyles aux principes d'ordre public et social qui constituent la base essentielle de notre civilisation. »

Toutefois par Arrêté du 6 février 1925 le Gouverneur Général institua une Commission chargée de rechercher les mesures législatives, réglementaires, juridiques et administratives qu'il conviendrait de prendre pour l'amélioration de la condition de la femme kabyle.

La Commission interministérielle des affaires musulmanes émit d'autre part un vœu en faveur de cette amélioration (3).

Le 19 janvier 1926 la Commission siégeant à Alger avait officiellement terminé ses travaux. Elle avait arrêté les textes définitifs d'un projet de loi et d'un projet de décret.

La loi — déjà citée (4), — celle du 2 mai 1930, modifie et complète en Kabylie la loi du 23 mars 1882 sur la constitution de l'Etat Civil des indigènes musulmans.

Le Décret — en date du 19 mai 1931 — fixe les conditions dans lesquelles la femme peut demander le divorce, fait interdiction au mari, en cas de répudiation, d'exiger à titre de remboursement de la dot plus que la somme

(1) Voir *infra*, en annexe, p. 159, la copie intégrale de ce vœu.

(2) Lettre du 23 mai 1923, n° 8.148.

(3) V. dans *Mélanges de Sociologie Nord-Africaine*, p. 109, le rapport présenté par M. Maunier à cette Commission et *infra*, p. 63, en note, un sommaire du vœu émis.

(4) V. *supra*, p. 7.

par lui versée, et réglemente les droits successoraux de la femme en Grande Kabylie.

C'est sur ce dernier point que portera notre étude. Nous avons à dessein en effet passé sous silence dans ces quelques pages d'introduction tout ce qui avait trait au statut successoral de la femme kabyle.

Nous limiterons cependant notre étude aux questions qui font l'objet du titre II du Décret du 19 mai 1931, c'est-à-dire qui concernent les droits de la femme kabyle dans une succession *ab intestat*.

La jurisprudence algérienne nous offre une ample moisson de décisions en matière de succession testamentaire prises sous le signe de la foi et de l'équité. Le législateur de mai 1931 s'est indiscutablement inspiré de ces décisions, mais nous ne leur ferons que de légers emprunts pour ne pas déborder le cadre que nous nous sommes tracé.

HISTORIQUE

Au sujet des origines berbères un grand nombre d'opinions diverses ont été émises (1). Nous ne prétendons pas apporter aucun nouvel éclaircissement. Nous nous contenterons d'accepter les faits tels qu'ils nous sont donnés par les chroniqueurs et de les rapprocher de ceux que nous révèle l'étude actuelle de la société berbère en nous attachant aux traits les plus marquants par lesquels semble se caractériser la tradition.

Si l'on doit en effet éviter les conclusions définitives et se borner à enregistrer sans idée préconçue le peu que l'on sait du passé des Berbères de façon à poser les problèmes sinon à les résoudre (2), on ne peut méconnaître cependant que les différentes études faites sur les Berbères, même avec les faibles ressources dont on dispose, ont démontré la remarquable stabilité de leurs mœurs et de leurs coutumes à travers les siècles et il est curieux, non seulement pour l'historien mais aussi pour le sociologue et le juriste, de rechercher en un passé lointain les racines des manifestations actuelles de la vie sociale de ces peuplades.

N'est-il pas établi que depuis une longue suite de siècles avant l'Islamisme les Berbères ont été connus comme habitants des régions qui leur appartiennent de nos jours (3)? Il n'est sans doute pas vain par conséquent — en empruntant les conclusions communément admises des généalogistes berbères — de remonter aussi haut que l'on puisse aller pour recueillir ce que l'on admet comme faits sociaux réels de l'époque, d'en faire la description pour procéder ensuite à un simple exposé comparatif.

Nous n'aurons garde d'ailleurs de nous écarter de

(1) Ibn Khaldoun. Histoire des Berbères, I, 167 et suiv.

(2) Julien, p. 23.

(3) V. d'une part Ibn Khaldoun, I, 183 et 256; d'autre part Masqueray. Formation des cités, p. 17 : « Les noms de leurs tribus principales sont exactement les mêmes que ceux qu'Ibn Khaldoun nous a transmis. »

l'objet restreint de notre étude qui concerne en outre une peuplade nettement spécifiée : les Kabyles du Djurdjura, les *Zouaoua*.

Ibn Khaldoun rapporte (1) que les *Zouaoua* sont des tribus sorties de la souche berbère de *Madghis El Abter* et (2) que *Madghis* et *Bernès* qui formaient les deux grandes souches auxquelles se rattachaient toutes les branches du peuple berbère étaient tous deux fils de *Berr*. Notre intention n'est pas de faire revivre une discussion sur les origines de *Berr* mais seulement de nous servir des relations précédentes et des renseignements que donne par la suite Ibn Khaldoun (3) sur deux femmes qui devinrent toutes deux épouses de *Aurigh ibn Bernès* pour en tirer les conclusions suivantes :

Tizki, après avoir été la femme d'un descendant en ligne directe de *Bernès*, épousa *Aurigh* fils de *Bernès*, par conséquent frère ou oncle de son premier mari, et eut de lui un fils, *Hoouar*.

D'autre part, la femme de *Zahhik* fils de *Madghis*, après le décès de *Zahhik*, épousa *Aurigh* fils de *Bernès* cousin germain de son premier mari ; elle emmenait au domicile d'*Aurigh* un enfant à la mamelle (4), *Addas*, dont les descendants sont classés au nombre des enfants de *Hoouar* fils du second mari de sa mère.

N'est-ce pas là des marques spécifiques qui, à la fin du siècle dernier encore, caractérisaient certaines tribus du Djurdjura (5) ?

Et si le premier cas nous rappelle nettement la coutume juive du lévirat, la coutume des *Gallas* (6) et les lois de *Manou* (7), le second nous conduit à l'application la plus rigoureuse de la succession agnatique (8).

(1) I, 255.

(2) I, 169.

(3) I, 169 et 170.

(4) Ibn Khaldoun, I, 226

(5) Les Aït Flik et les Aït Mançour notamment (Han. et Let., II, 156).

(6) Chez les *Gallas* quand le fils aîné meurt et laisse plusieurs frères le plus jeune est obligé d'épouser la veuve (Han. et Let., II, 157).

(7) « Le parent le plus proche (sapinda) procréée des enfants au défunt » (Han. et Let., II, 157).

(8) Cf. Delafosse. Enquête coloniale dans l'Afrique Française, Paris, Larose, 1912, T. 3, p. 37. (Système de succession patriarcale d'après les

La conclusion du mariage de la veuve de Zahhik avec Aurigh, cousin de Zahhik, n'expliquerait pas à lui seul qu'il y eût application d'une règle de droit successoral : la polygamie existait alors et cette femme qui allaitait encore son premier enfant était jeune certainement et susceptible de se remarier. Mais ce qui est plus troublant, c'est que Aurigh ibn Bernès qui avait déjà au moins deux femmes dont Tizki, nière de Hoouar, s'est empressé d'épouser la veuve de son cousin germain bien qu'elle eût encore un enfant à la mamelle, et que les propres descendants de cet enfant Addas ont été rattachés à la ligne de Hoouar.

On ne peut en l'espèce parler d'un remariage avec adoption consécutive de l'enfant du premier lit. N'y a-t-il pas, au contraire, véritable prise de possession d'un héritage, à l'ouverture même de la succession, et assimilation complète d'Addas aux enfants mâles de Aurigh (1)?

C'est ici le lieu de rappeler qu'au début de ce siècle encore dans un grand nombre de tribus et notamment dans l'Oued Sahel la veuve restait, suivant l'énergique expression kabyle, « pendue » (*tâallaqit*) à son mari et faisait partie de sa succession : les héritiers du mari en disposaient, prenaient sa *tâamamt* et pourvoyaient à ses besoins matériels (2).

Une autre coutume existe également dans une tribu du versant sud du Djurdjura, la tribu des Ahel-el-Qçar, qui dispose que « si un homme est mort laissant une femme et des enfants et si cette femme s'est ensuite remariée avec quelqu'un de ses proches c'est ce proche parent qui est héritier *aceb* » (3).

coutumes indigènes primitives du Haut-Sénégal Niger non influencées par l'Islamisme).

(1) Cf. Les coutumes des Gallas et les lois de Manou d'après lesquelles les enfants procréés au cours du second mariage sont regardés comme les fils du *défunt*.

(2) Han. et Let., II, 156. Cette coutume est aujourd'hui désuète : l'Administration française a d'ailleurs agi puissamment dans le sens de son abolition à la suite d'une circulaire du Gouverneur Général de l'Algérie en date du 13 juillet 1903.

(3) Cf. Delafosse. *Op. cit.*, p. 29. « En cas de bien privé, la succession comprend la ou les épouses du défunt et généralement les enfants du défunt ». V. aussi Marty. L'Orf des Beni M'Tir. *Revue des Et. islam*, 1928,

Ainsi une constatation semble s'imposer, c'est qu'à travers les siècles une règle coutumière s'est perpétuée qui n'a subi aucune altération définitive.

Est-ce à dire qu'elle ait toujours victorieusement résisté aux différentes civilisations envahissantes qui ont ébranlé le bloc berbère, que les conséquences sociales et juridiques qui en découlent naturellement sont restées invinciblement les mêmes à l'abri des influences extérieures?

Comme au siècle dernier, avant la pénétration de nos soldats et de nos administrateurs, comme hier encore le Berbère marocain, le Berbère du Djurdjura ne s'est pas renfermé dans sa tribu inactif et contemplatif. Il a rayonné dans les vallées environnantes, sur les côtes; il a pénétré à l'intérieur des terres et navigué sur les eaux méditerranéennes. Depuis le ix^e ou le x^e siècle avant J.-C., il s'est joint aux Phéniciens, aux marins de Tyr et de Sidon qui ont laissé partout sur la côte algérienne des traces de leurs comptoirs. Un échange constant s'organisa de produits industriels contre des denrées coloniales. Carthage devint puissante, sa prospérité éclatante. Sa civilisation s'infiltra par les vallées jusque dans les tribus de ses partisans du Djurdjura. Ceux-ci y puisèrent les aptitudes industrielles, agricoles et artistiques qui nous sont révélées de nos jours encore (1). Ils firent des emprunts à la langue, aux mœurs, aux croyances puniques, mais ils réagirent fortement contre toute tentative de pénétration violente et ne laissèrent point entamer la croûte qui déjà préservait profondément leurs plus chères institutions (2).

L'impérialisme romain détruisit Carthage. Les guerres puniques furent une occasion pour les tribus berbères de multiplier et d'amplifier leurs luttes intestines. Et c'est en rappelant la rivalité de Syphax et de Massinissa que nous attesterons la survivance des règles successorales que nous avons partiellement entrevues précédemment.

Au temps de la seconde guerre punique le royaume ber-

p. 503, IV : « la femme et les enfants du sexe féminin font partie de l'héritage du mari défunt. »

(1) Van Gennep, dans la *Revue d'ethnographie et de sociologie*, nov.-déc., 1912. Cité par Boulifa. Le Djurdjura, p. 6.

(2) Julien, p. 96 et suiv.

bère des Massyles avait pour *aguellid* Gaïa. Le fils aîné de Gaïa était Massinissa. A la mort de Gaïa, le royaume de ce dernier passa à son frère, puis à son neveu : c'était l'application des règles de la succession agnatique (1).

C'est peut-être au respect de ces règles que Massinissa dut d'avoir tout au moins précipité l'avènement de sa fortune politique. La conquête des territoires Massyles par Syphax l'ayant réduit, en effet, à la vie de proscrit, n'est-ce pas en exil que son orgueil blessé lui permit d'acquérir cette vigueur et cette endurance physique exceptionnelle qu'on lui reconnaissait (2) et qu'il mit au service d'une volonté inébranlable?

En véritable souverain, il contribua à « l'urbanisation » des Berbères, donna à leurs croyances religieuses une forme plus élevée. Il embellit sa capitale et y reçut des étrangers, des musiciens grecs notamment : il fut ami des arts et des lettres. En souvenir sans doute de ses malheurs et de sa fortune passée, pour assurer le trône à ses descendants il voulut substituer à la règle agnatique la succession en ligne directe par primogéniture comme dans les monarchies hellénistiques (3) ; il échoua : Scipion partagea la succession de Massinissa entre les trois fils légitimes de ce dernier.

Ce ne fut pas établir là une règle nouvelle et définitive parmi les Berbères. Micipsa, dernier fils de Massinissa, eût désiré l'appliquer cependant et partager son pouvoir entre ses deux fils légitimes. Il dut compter avec ses neveux Gauda et Jugurtha, avec celui-ci surtout qui, remarquablement doué, ne paraissait pas décidé à répudier la règle ancienne et accepter d'être écarté de la succession (4).

Nous passons sous silence le règne de Juba II et de son fils Ptolémée, ces princes qui obéissaient servilement à Rome et n'hésitaient pas à prêter leur concours aux armées romaines contre leurs propres sujets considérés comme rebelles.

(1) Julien, p. 104.

(2) Gsell, p. 174.

(3) Julien, p. 108.

(4) Julien, p. 124.

C'est dire qu'ils n'avaient sur le plus grand nombre des Numides aucune autorité ; c'est dire aussi que Rome en était encore sous leur règne à tenter la pénétration militaire de ces forteresses naturelles qu'ils désignèrent par la suite du nom caractéristique de *Mons Ferratus*.

Mais ce qui fut une raison plus concluante encore de la résistance des Berbères du Djurdjura, c'est que dans cette Mauritanie Césarienne où ils furent englobés à la mort de Ptolémée, dans cette province impériale soumise au régime militaire, ils apprirent au contact des Romains des plaines et de leurs frères romanisés, sur les forums et dans les camps, que le régime politique des colonies romaines c'était la sujétion, mais une sujétion différente à l'égard des citoyens romains et des indigènes. Ceux-ci étaient quasiment sans droits dans l'ordre privé ; ils étaient notamment destitués du droit de posséder à la romaine, du droit d'exercer la propriété (1). Ils connurent également les colonies de vétérans, de ces anciens soldats dont la récompense était la concession de terres souvent prises aux indigènes vaincus. Aussi peut-on s'imaginer combien farouchement le Kabyle du Djurdjura défendit son territoire restreint et les faibles ressources de son sol.

La civilisation latine submergea les provinces romaines d'Afrique et fut le couronnement de la prospérité matérielle dont les « villes d'or » sont de nos jours encore l'éclatant témoignage. Mais le Djurdjura ne fut pas entamé, ni ses habitants domptés. Ne dit-on pas, au contraire, que « loin d'avoir assimilé les Berbères, les Romains ont été assimilés par eux » (2) et cela est vrai surtout des Romains et des Berbères romanisés qui, après la chute de Rome, sont venus chercher refuge au milieu des tribus quinquégentiennes.

Cette cloison étanche qui a préservé le Djurdjura des influences extérieures a-t-elle au moins cédé sous la pression du christianisme auquel de bonne heure les Africains avaient adhéré avec fanatisme ?

Nous n'entrerons pas dans la délicate controverse qui

(1) Maunier, Cours de 1930-1931, p. 57.

(2) Girault, III, 27.

met aux prises certains auteurs à ce sujet. D'aucuns (1) rapportent qu'au début du III^e siècle de notre ère l'Evangile avait déjà couvert d'évêchés — et par conséquent de fidèles — tout le nord de l'Afrique et que si aucun siège épiscopal ne se trouvait au cœur du Djurdjura, du moins étaient-ils échelonnés le long de la côte ou situés dans quelques vallées du Sébaou (2). Comment supposer alors que pendant quatre ou cinq siècles l'Evangile ait laissé le Djurdjura sans l'attaquer, sans le dompter, « d'autant que le drapeau de la Croix ne portait pas dans ses plis, comme les aigles romaines dans leurs serres, la condamnation de l'indépendance nationale » ? N'est-il pas certain d'ailleurs qu'au IV^e siècle les populations du *Mont de Fer* avaient abandonné le paganisme et n'a-t-on pas l'assurance que Firmus était chrétien et que les siens n'étaient pas païens ? Et les siens n'étaient-ce pas les montagnards par excellence, les Jubaleni (3) et les Zouaoua ?

D'autres (4) pensent que les Kabyles du Djurdjura sont restés païens jusqu'au jour de leur conversion à l'Islamisme ou (5) qu'il est possible qu'ils aient été chrétiens mais que rien n'est moins sûr. Un autre auteur enfin (6) soutient que le besoin extrême d'indépendance politique prédisposait singulièrement les Berbères à l'indépendance religieuse et croit trouver dans la lecture des guerres de Firmus et de Gildon la preuve qu'après quatre siècles de domination romaine les indigènes étaient restés exactement tels que l'invasion les avait pris. Il est vrai que plus loin ce même auteur semble vouloir tempérer son affirmation première : le peuple aborigène, ajoute-t-il (7), « con-

(1) Dugas, pp. 50 et suiv.

(2) *Saldæ* (Bougie); *Sitifis* (Sétif); *Rusucurru* (Dellys); *Rusuzuz* (Azefoun); *Tigisis* (Taourga); *Castellum Tetraportense* (Col des Beni-Aïcha Ménerville); *Tubusuptus* (Tikla); *Castellum medianum* (Bordj-Medjana); *Iomnium* (Tigzirt); *Bida Municipium* (Djemâa Sahridj ou Djemâa Blida ou Bida).

(3) Ou Aït Iraten. Aucapitaine. Zaouïa de Chellata, *Bulletin de la Société de Géographie*, Genève, 1860, p. 2.

(4) Charvériat, p. 88, en note.

(5) Han. et Let., I, 382.

(6) Berbrugger, pp. 242 et 267.

(7) p. 285.

sidéré dans son ensemble » n'était pour ainsi dire pas modifié.

N'est-ce pas là la formule exacte? S'il y eut des conversions au christianisme n'est-ce pas de façon sporadique, de quelques familles, voire de quelques tribus (1)? N'avons-nous pas aujourd'hui le spectacle des difficultés que rencontrent ces femmes admirables, les Sœurs Missionnaires, au cœur de la Grande Kabylie dans leur tâche ingrate du relèvement moral de la femme? Ne dénoncent-elles pas elles-mêmes (2) que le nombre des ménages chrétiens est encore « assez restreint » et que nos convertis ont à lutter contre l'hostilité mêlée de mépris qui s'attache à ceux qu'on appelle les *mtourni* et qui dégénère parfois en une série de petites persécutions? « Les vieux préjugés s'atténuent » cependant. Puissent-ils à jamais disparaître! Que la route nous paraît longue toutefois pour atteindre à la réalisation de ce souhait!

Doit-on fonder notre espoir sur la dévotion des femmes « musulmanes » envers la mère du Christ et la place que Marie occupe dans le Coran et la tradition musulmane (3)? La civilisation chrétienne a pourtant précédé en Afrique le fanatisme musulman!

En tout cas nul document n'existe, — à notre connaissance du moins — qui atteste qu'en matière de statut successoral de la femme, le droit romain et le droit canonique aient eu une influence prépondérante sur la coutume des Zouaouas. Si l'on peut constater, en effet, une similitude de mœurs, de condition juridique entre la femme kabyle et la femme romaine (4), encore faut-il souligner que cette similitude n'existe qu'autant qu'on expose, en ce qui concerne la femme romaine, l'état du vieux droit romain qui fut en vigueur de la fondation de Rome jusqu'après la fin de la deuxième guerre punique. Il y a certes à noter des ressemblances frappantes (5) : c'était à Rome le même régime de famille patriarcale qu'en Kaby-

(1) Dugas, pp. 55 et 58, note 1. Berbrugger, p. 242.

(2) La femme kabyle, Sœurs Missionnaires, p. 29.

(3) La femme kabyle, Sœurs Missionnaires, pp. 30 et 31.

(4) Maunier. Famille kabyle et famille romaine, p. 9.

(5) Rigaud Louis. Evolution du droit de la femme de Rome à nos jours. pp. 9 et suiv.

lie aujourd'hui avec l'autorité absolue du père de famille ; la fille, la femme mariée étaient dans la même condition inférieure et le mari avait sur sa femme la *manus* ; du point de vue de son statut successoral la femme était sacrifiée à la conception politique et patriarcale que les Romains se faisaient de la famille ; le mariage *cum manu* rompait tout lien de parenté civile de la femme avec sa famille d'origine : devenue juridiquement la fille de son mari elle n'était plus rien par rapport à son père et n'avait aucun droit de succession vis-à-vis de ses parents naturels.

C'est une situation qui ne correspond plus à la pénétration économique et juridique de l'Afrique par Rome. Cette époque est celle du droit classique, puis du droit byzantin.

Dans la première période à Rome c'est le mariage *sine manu*. Le mari n'acquiert aucun droit sur les biens de sa femme ; une dot est cependant constituée à son profit pour l'aider à supporter les charges du ménage, y compris l'entretien de l'épouse. C'est plus tard la loi Julia et le régime dotal.

Le mariage *sine manu* fait conserver à la femme, au même titre que ses frères, droit à la succession paternelle. Le droit prétorien admet, en outre, entre la mère et les enfants un droit de succession réciproque qui fut sanctionné plus tard par senatus consultes et constitutions impériales. En équité le prêteur organise un droit de succession entre les conjoints, la *bonorum possessio*.

Dans la période suivante, le mariage *sine manu* continue de triompher. L'influence du christianisme se fait sentir en matière d'adultère, divorce, répudiation, secondes noces, fiançailles ; en ce qui concerne les droits successoraux et les prérogatives maternelles de la femme le progrès s'accroît.

Combien différentes apparaissent ainsi la condition de la femme romaine du droit impérial et celle de la femme kabyle telle du moins qu'elle nous apparaît historiquement et en l'état actuel des coutumes.

Si donc on hésitait à fonder son opinion sur la seule considération que Rome impose aux peuples conquis un statut spécial et s'efforce juridiquement de creuser un fossé entre le colon et l'indigène, il suffirait, ce nous

semble, de l'exposé précédent pour nier toute influence romaine et chrétienne sinon sur toutes les institutions kabyles, du moins sur le statut successoral de la femme.

Au surplus peut-on signaler que pendant le siècle de domination vandale s'était accru le désordre moral dans lequel Rome avait laissé ses provinces africaines et que les Vandales ne laissèrent d'autres traces que « le souvenir de leurs dévastations ».

Devant les Byzantins la population vandale disparut ; la propriété vandale également (1). Les armées de Justinien eurent pour tâche de rétablir les anciennes possessions romaines, mais aussi de les préserver contre les incursions des Berbères. Ce fut avec ceux-ci la guerre à l'état endémique. Tout dans l'histoire de cette perpétuelle agitation des provinces byzantines écarte donc l'hypothèse d'une influence sociale quelconque sur les Kabyles du Djurdjura.

Sur l'Afrique byzantine les Arabes déferlèrent avides de butins, tout frémissants de prosélytisme.

Pendant la première période de la conquête musulmane (2), la Kabylie jouit de l'inviolabilité. Elle fut le dernier refuge des tribus des plaines et des vallées que le flot des conquérants refoulait devant lui. Ainsi païens, chrétiens, juifs vinrent demander asile au *Mont de Fer*. Et la nécessité leur imposa de s'assimiler au peuple berbère qui les entourait (3), à ce peuple qui résista lui-même à toute assimilation et resta complètement indépendant.

Mais cette « berbérisation » ne s'opéra qu'au prix d'un renforcement des institutions ancestrales. Les causes de divisions intestines devenant plus nombreuses, les villages se replièrent dans une autonomie plus stricte ; les règles de la succession patriarcale furent observées plus sévèrement et parce que l'on considérait comme un étranger l'habitant du village voisin il était interdit de lui vendre un immeuble quelconque. Cette interdiction était levée néanmoins lorsque l'étranger devenait citoyen du village,

(1) Julien, pp. 294 et suiv.

(2) Mesnage, II, 196.

(3) Mesnage, II, 198.

mais il se heurtait alors et surtout aux droits imprescriptibles du groupe familial. Ce groupe luttait par tous les moyens contre la dissociation ; le patrimoine de la famille dont la consistance — les immeubles particulièrement — était déterminée avec la plus scrupuleuse exactitude devait être préservée contre toute atteinte étrangère. La famille avait une discipline qui rendait plus dure encore la condition de la femme et aggravait les conséquences qu'entraînait pour elle le respect des règles de la succession agnatique : en outre du droit de préemption existait le principe de l'exclusion des femmes de toute hérédité. La fille en se mariant — et généralement en dehors de sa famille — ne devait pas enrichir la famille de son époux au détriment de sa propre famille. Le patrimoine de celle-ci restait intact en principe : la femme emportait dans sa nouvelle famille des cadeaux sans importance, mais aucune autre parcelle du patrimoine familial. N'apportant aucune dot mobilière ou immobilière à son mari, elle n'avait aucun droit personnel sur sa tâamamt dont le montant eût pu lui permettre d'acquérir pour elle-même des immeubles au sujet desquels des conflits auraient inévitablement pris naissance.

La conquête musulmane et l'islamisation de l'Afrique du Nord ont porté atteinte aux institutions kabyles. Toutefois dans la Grande Kabylie l'Islam est entré sournoisement, plus pacifiquement que par la force des armées conquérantes. Celles-ci d'ailleurs — pas plus que les armées romaines — n'ont point pénétré dans les montagnes du Djurdjura, ni foulé cette terre qu'ils ont surnommée *El Adaoua*, « la terre ennemie ».

Mais l'intérêt en Kabylie est un puissant levier : pour prendre part avec les Arabes aux guerres d'Espagne et de Gaule, dans ces pays qui devaient procurer à l'envahisseur de riches butins, il fallait être converti et les Berbères se convertirent en masse !

En tout cas, au début du VIII^e siècle, la Maurétanie Cæsarienne fut, à part quelques rares communautés juives et chrétiennes, complètement islamisée (1). Encore sait-

(1) Mesnage, II, 147.

on par les traditions (1) que les populations romaines réfugiées dans les montagnes et abandonnées à elles-mêmes ont été entraînées à embrasser l'Islamisme. C'est que, une fois la nouvelle religion acceptée par les chefs au nom de leur peuple, il ne restait à faire qu'un travail peu compliqué, le dogme et les rites culturels dans l'Islam étant en effet ce qu'il y a de plus simple. Ce fut l'œuvre d'une nuée de missionnaires, de propagandistes, de *marabouts* qui par l'islamisation entreprirent l'arabisation.

L'invasion hilalienne a eu entre autres conséquences celle d'accentuer cette arabisation chez les Berbères de la plaine : c'est de cette époque que date la transformation qui rend aujourd'hui difficile la distinction de l'Arabe pur et du Berbère arabisé. Mais le Djurdjura fut encore un des îlots que le nouveau flot d'envahisseurs ne put submerger. L'arabisation y fut moins forte et les préceptes du Coran se virent opposer une résistance opiniâtre par les coutumes en vigueur. Ils y pénétrèrent cependant véhiculés par un nombre considérable de mots arabes qui subsistent toujours et ce fut l'œuvre des guerriers d'abord, au retour dans leur pays d'origine, qui avaient partagé l'exaltation des musulmans au souvenir récent des exploits et des manifestations du génie de Mahomet, mais surtout l'œuvre encore des marabouts, saints hommes, intelligents, habiles, insinuants, qui en propageant la foi firent connaître la loi.

Les marabouts surent étudier les coutumes indigènes, provoquer les confidences et les doléances. Ils firent un parallèle entre la condition de la femme kabyle et celle de la femme arabe antéislamique. Quelle splendide occasion se présentait à eux de suivre les traces du prophète, d'obtenir des nouveaux convertis l'application d'une réforme qui avait eu en vue de transformer la société arabe mais qui, pour cette raison, avait rencontré de si grosses difficultés ; quelle occasion de mériter d'être introduit plus tard « dans des jardins où coulent des fleuves, séjour de délices, pour y goûter une éternelle félicité ! » (2)

(1) Mesnage, II, 141.

(2) Coran, Sourate IV, Verset 17.

Les Kabyles eurent ainsi connaissance de la Sourate sur les femmes, telle qu'elle est rédigée dans le « Livre » par excellence (1).

Pendant près de dix siècles le statut successoral eut pour assises principales les préceptes coraniques.

Il est permis de douter cependant que les Kabyles aient suivi fidèlement ces prescriptions. Admettre les femmes aux partages de succession, c'était leur permettre de disposer de cette terre qu'elles étaient « inhabiles à cultiver et incapables de défendre » (2).

De bonne heure le père de famille n'a-t-il pas eu recours au habous hanéfite pour dépouiller les femmes sur lesquelles pesait sa puissance? Et les conflits de succession ne se multiplièrent-ils pas au point que d'elle-même la femme, pour recouvrer la paisible jouissance d'une part de l'héritage au domicile paternel, ou au domicile marital lorsqu'elle avait des enfants, n'hésita pas à renoncer au bénéfice des règles de la succession musulmane?

Nous possédons d'ailleurs deux actes portant renonciation à succession faite par une femme au profit de mâles (3). Remarquons toutefois que dans ces actes, si le

(1) Coran, Sourate IV. — 12. Dieu vous commande, dans le partage de vos biens entre vos enfants, de donner aux mâles une portion double de celle des filles. S'il n'y a que des filles, et qu'elles soient *plus de deux*, elles auront les deux tiers de la succession. S'il n'y en a qu'une, elle en recevra la moitié. Si le défunt n'a laissé qu'un fils, ses parents prendront un sixième. Si le défunt n'a point laissé *d'enfants*, et que ses parents soient héritiers, sa mère aura un tiers de la succession, et un sixième seulement s'il a des *frères*, après que l'on aura acquitté les legs et les dettes du testateur... — 14. Les femmes auront un quart de la succession des maris morts sans enfants et un huitième seulement s'ils en ont laissé; les legs et les dettes prélevés. — 15. Si l'héritier constitué d'un parent éloigné a un frère ou une sœur, il leur doit un sixième de la succession. Ils recevront un tiers s'ils sont plusieurs, après l'accomplissement légitime des legs et des dettes. — 16. Gardez-vous de violer ces préceptes. Ils sont émanés du Dieu savant et miséricordieux. — (Extrait de « Le Koran », trad. Savary, Paris, Garnier, 1926, p. 160.)

Nous n'avons pas hésité à transcrire in extenso ces versets : il conviendra en effet de les rapprocher de l'article 4 du Décret du 19 mai 1931

(2) Han. et Let., II, 282.

(3) Han. et Let., III, 447 et 448. Le premier, daté de 1728, porte renonciation d'une femme kabyle au huitième (Coran, IV, 14) lui revenant dans la succession de son mari et au sixième (Coran, IV, 12) qu'elle devait recevoir dans la succession de son fils et de ses filles décédés, renonciation faite en faveur d'un petit-fils. Le second, daté de 1734, porte renonciation

principe de l'application stricte de la loi musulmane semble être reconnu, — le second acte porte en effet, en outre de la renonciation à succession, la renonciation à un solde de dot, — il n'a été disposé qu'en faveur de *descendants* en ligne directe, fils et petits-fils, et par des femmes *veuves, libres de toute tutelle*, dans un sentiment maternel et de bienfaisance.

De cette constatation on pourrait sans doute tirer des conséquences indéfinies d'ordre social et juridique. Nous ne nous y arrêterons cependant que pour faire la remarque que ces dispositions n'ont pu qu'accentuer la scission naturelle qui existe en Kabylie entre la famille maritale et la famille paternelle.

Des actes semblables ont-ils été nombreux en Kabylie à une certaine époque? Cela est fort probable. On peut même supposer que de pareilles renonciations n'étaient faites qu'en faveur de descendants mâles aptes à se mettre en possession des biens et à en jouir définitivement et irrévocablement sous la seule réserve de conserver sous leur toit la renonciatrice : « Dieu ne frustre pas les personnes bienfaisantes de la récompense qu'elles ont méritée (1) ».

Ainsi d'elles-mêmes les femmes abandonnaient la gestion de leur patrimoine (2) et vivaient sur les revenus recueillis par le ou les renonciataires. C'était la constitution d'un usufruit viager moyennant une cession de biens définitive et irrévocable (3). C'était un retour aux coutumes avec cette différence que la famille avantagée était la famille maritale ; il se produisait donc ainsi une cascade

d'une femme kabyle aux parts (Coran, IV, 12 et 14) lui revenant dans la succession de son père et de ses maris, ainsi que du solde de ses dots; renonciation aussi de la belle-mère de cette femme aux parts (Coran, IV, 12 et 14) lui revenant dans la succession de son époux et de son fils, double renonciation en faveur de fils et petits-fils.

(1) Han. et Let., III, 447.

(2) Han. et Let., III, 447 : « La renonciation comprend tous les biens sur lesquels Aïcha a des droits; rien n'est excepté. »

(3) Cf. Benoist, p. 273 : « La loi sur les successions musulmanes est observée aux Tacheta (Commune mixte des Braz, arrondissement de Miliana). Les femmes reçoivent généralement la part à laquelle cette loi leur donne droit; mais elles abandonnent volontiers leur part d'immeubles au *chef de famille* qui, en retour, leur fournit soit de l'argent, ou des bijoux, soit des objets mobiliers, des grains, des vivres, etc..., ce qui constitue un véritable contrat d'échange. »

de difficultés du fait que chaque renonciation de veuve se faisait aux dépens de sa famille d'origine. Et ces renonciations pouvaient provoquer une désagrégation plus complète du bloc familial lorsqu'une succession s'ouvrait à la survivance exclusive de filles.

Ne voit-on pas là « la cause permanente de discordes, de troubles, de rixes dans les villages kabyles » où la famille agnatique tenait jalousement à se perpétuer?

Ces actes de renonciation n'ont-ils pas été la source de litiges? Si la veuve kabyle, calculatrice et intéressée, a pu en l'absence de tutelle et avec l'appui moral d'enfants mâles et âgés contracter impunément peut-être, la femme mariée a-t-elle connu, plus que la femme arabe, les droits que lui concèdent les prescriptions coraniques? Ayant en sa possession des biens meubles et immeubles, des bijoux et de l'argent liquide, s'est-elle plus souvent rachetée de la puissance conjugale en payant à son mari la rançon de sa liberté? Et quelles furent dans ces conditions les conséquences de l'exercice du droit de répudiation du mari et du droit d'insurrection de la femme si — comme nous le pensons — la coutume et le droit musulman chevauchaient alors l'une sur l'autre? La femme répudiée conservait-elle sa dot? Que devenait celle de la femme insurgée? La femme devenue veuve n'avait-elle pas de recours contre les héritiers du mari lorsque sa dot n'avait pas été intégralement versée? Discussions d'intérêt à la célébration du mariage, discussions d'intérêt à la dissolution du mariage, à l'ouverture de toute succession, au sujet de chaque acte passé par une femme, relatif à ses immeubles propres ou à des immeubles sur lesquels il lui était permis d'exercer le droit de *chefâa*, voilà ce qu'apportait aux villages kabyles le respect des dispositions de la loi musulmane. L'intérêt général, l'ordre public commandaient au contraire la limitation la plus grande des moyens à accorder à la femme qui lui permissent d'acquérir des immeubles en pleine propriété. Plus de droit sur la dot, plus de droit de *chefâa*, plus de droit d'héritage!

Il fallait donc se résoudre à mettre ouvertement de côté la loi coranique pour s'en tenir au droit coutumier.

Cette décision fut d'abord solennellement prise par

la confédération des Aït-Iraten dans une assemblée générale des tribus qui eut lieu près du village d'Aguemmoun et en mémoire de cet événement il fut dressé autant de pierres qu'il y avait de tribus dans la confédération (1).

Postérieurement à cette décision eut lieu en 1748 chez les Aït-Bethroun une délibération semblable et dont les conclusions, consignées par écrit, nous ont été fidèlement rapportées (2). « L'assemblée des tribus, à l'unanimité des voix, abolit chez les Beni-Bethroun et leurs voisins et alliés le droit d'héritage (pour les femmes) (3)..., tout droit de chefâa pour les filles, les sœurs (4)..., enfin la dot (5) de la femme répudiée ou veuve fut déclarée perdue pour elle. » (6)

(1) Han. et Let., II, p. 8, note 1.

(2) Han. et Let., III, 452.

(3) Sans restriction.

(4) Ce droit, d'après les coutumes, ne peut être exercé que par la femme *sui juris* si elle est associée ou copropriétaire; dans tous les autres cas, il est en effet refusé aux femmes (Han. et Let., II, 404).

(5) Il faut comprendre ce mot dans le sens arabe de *çedak'a*, c'est-à-dire de « prestation fournie par le mari » et non dans le sens kabyle de « vêtements et bijoux donnés par le père ou le parent de la femme ».

(6) On semble vouloir accréditer l'hypothèse que cette réunion eut lieu au village Djemâa-Sahridj, commune de Mekla, et non au marché des Beni-Ouassif (Milliot, La femme musulmane, p. 210; Hacoun-Campredon, p. 96; Maunier, Mélanges, p. 116). C'est, à notre avis, fort peu probable. Nous ne méconnaissions pas l'existence à Djemâa-Sahridj de pierres commémoratives : elles perpétuent le souvenir d'un événement semblable sans doute, mais il suffit de relire attentivement, carte en mains, la décision de 1748 pour remarquer que l'ensemble des douars qui furent représentés à la délibération étaient compris dans les limites actuelles de la Commune mixte du Djurdjura, et qu'un seul, celui des Beni-Yenni, appartenant aux douars Aoukdal et Ouassif, se trouve dans les limites actuelles de la Commune mixte de Fort National. Comment admettre que plusieurs centaines de personnes parmi les plus marquantes des Aït-Bethroun aient décidé d'un commun accord de traverser en masse les territoires des Aït-Iraten pour aller chez les Aït-Fraoussen prendre une décision qui ne concerne que leurs tribus, ainsi que cela ressort de l'énumération mentionnée dans l'acte de 1748. Un seul point nous semblait obscur : il n'existe pas actuellement de marché du samedi aux Beni-Ouassif; il se tient dans ce douar un marché le mercredi, et c'est le plus important de la Commune mixte du Djurdjura. Mais nous tenons de source sûre, d'un vieillard des Beni-Ouassif, qu'un marché existait le samedi en 1830 au village Aït-Boumahdi du douar Aouk'dal, et que ce marché, à la suite d'une réunion des « têtes des Aït-Bethroun » a été transféré vers 1840 au lieu actuel du marché des Beni-Ouassif, où il se tient depuis lors le mercredi. D'ailleurs, en visant cette décision de 1748, MM. Hanoteau et Letourneux n'écrivent-ils pas (II, 283) « des pierres plantées au sommet

Depuis 1748 voilà donc le statut successoral de la femme kabyle revenu à ses règles primitives, règles coutumières que les djemâas font sévèrement respecter et qui, confiées à la mémoire des anciens, se transmettent strictement par la tradition aux générations successives. Les conclusions de la délibération de 1748 ont d'autant plus d'importance qu'elles furent non seulement adoptées, comme toute norme juridique nouvelle, dans « l'ambiance d'un consentement général », mais adoptées par une assemblée de *marabouts*, de *cheurfas*, « assistés » des âk'al de leurs villages et de l'imam de la mosquée de Tahammamt (1). « C'est par l'ordre de tous les *marabouts* et âk'al susnommés qu'ont été abolies les coutumes précitées », dit en substance la délibération (2). Et l'on arrive à cette constatation du plus haut intérêt : les seuls défenseurs de la loi religieuse en Kabylie se sont mis à la tête du mouvement qui tendait à l'abolition de certains préceptes coraniques, de ceux qui ont consacré des réformes auxquelles Mahomet attachait d'autant plus de prix qu'elles furent plus énergiquement combattues au moment de leur réalisation (3).

de la montagne consacrèrent le souvenir de ce triomphe » ? Ajoutons qu'à la même époque aurait eu lieu une autre réunion de marabouts et de notables au marché des Ouadhia (à la limite des Communes actuelles de Fort National et du Djurdjura) ayant eu le même objet. Cette réunion aurait été présidée par le nommé Sidi Ahmed ou Ayad, originaire des Ouadhia, mais mort et inhumé à Aït-ou-Yahia, fraction de Taguemount, douar Ogdal (ou Aouk'dal. (Nous tenons ces renseignements du Caïd Benkeddache Si Idir, ancien Caïd du douar Ogdal). — D'après M. Boulifa (*Le Djurdjura*, p. 258 et s.) qui semble méconnaître l'acte de 1748, la décision d'exhérer les femmes aurait été prise isolément et successivement par chacune des tribus kabyles, à la fin de 1769 ou au début de 1770, à la suite du traité signé en 1767 par les Turcs et les Espagnols aux termes duquel ont été remis en liberté tous les esclaves algériens dont un certain nombre étaient Kabyles. Ces Kabyles, de retour dans leurs villages, auraient trouvé leurs femmes remariées et leurs biens partagés et possédés par des étrangers. C'eût été la cause de luttes intestines violentes, dont l'aboutissement eût été les multiples décisions tribales visées plus haut. Nous ne croyons pas devoir suivre M. Boulifa dans une théorie qui nous paraît d'autant moins soutenable qu'elle n'est même pas étayée par les références citées par M. Boulifa lui-même. (V. not. de Grammont, p. 320 et s.; Berbrugger, 122 et s., Mercier, Histoire.... III, 396).

(1) Han. et Let., III, 451.

(2) Han. et Let., III, 454.

(3) Tout au moins par les musulmans d'origine médinoise (V. Morand, Cours, p. 309).

Après dix siècles de sujétion la coutume a secoué le joug ; elle est redevenue la seule *autorité* devant laquelle doit s'incliner la société kabyle (1).

Mur de bronze qui vibre plus ou moins selon que le choc qui l'ébranle a plus ou moins de force et persiste davantage !

(1) Il est à noter cependant que dans les cantons judiciaires de Dellys, Bordj-Menaïel et Drâ-el-Mizan, une quinzaine de douars se placent sous le régime du droit musulman (V. Hacoun, p. 31 et p. 171 en Annexe le champ d'application du Décret de 1931). Il est à noter en outre que, sous certaines réserves, dans les villages de Bouhinoun (douar Zmenzer, canton de Tizi-Ouzou), et d'Aït Sellane (douar Abi-Youcef, canton de Michelet), la femme a une vocation héréditaire. (V. Han. et Let., III, 434 et *infra*, pp. 65 et 143).

LA COUTUME ET L'INFLUENCE FRANÇAISE

Des nombreux faits recueillis par l'histoire il résulte que la Grande Kabylie fut, à toutes les époques, la plus forte citadelle de l'indépendance berbère.

La conquête française sera-t-elle cette « marée toujours montante d'hommes énergiques et d'idées puissantes qui polit à la longue par le frottement et ramène tout à une forme unique »? (1).

Du point de vue successoral quelle était la situation de la femme à notre entrée en Grande Kabylie? Quels furent nos efforts pour l'améliorer?

*
**

Au lendemain de l'occupation on laissa aux Kabyles leurs *djemâas* avec la mission d'assurer comme par le passé le double service de l'Administration et de la Justice.

Mais l'insurrection de 1871 nous releva de nos engagements (2) de respecter l'organisation politique de la Kabylie.

Ce fut d'abord, par Arrêté du 11 septembre 1871, l'organisation de la Grande Kabylie en circonscriptions cantonales puis la fixation des limites de ces circonscriptions par Décret du 20 février 1873 et le 11 septembre suivant la création en Kabylie d'un arrondissement administratif avec Dellys comme chef-lieu (3) et la constitution provisoire d'un *cercle spécial*. Ce cercle spécial, dit de Fort-National, fut créé par Arrêté du 25 décembre 1873; il comprenait, sur les territoires de Fort-National et de Mekla, quatorze sections qu'il est facile d'identifier avec

(1) Berbrugger, p. 294.

(2) Nous voulons parler de la promesse faite par le Maréchal Randon (Estoublon, 1857, p. 199) de conserver aux Kabyles leur organisation politique et leur droit coutumier et non de la proclamation du 5 juillet 1830 qui ne s'adressait qu'aux habitants d'Alger et de sa banlieue et ne visait au surplus, en ce qui concerne l'état des personnes, que la loi religieuse, la loi musulmane.

(3) Le chef-lieu de cet arrondissement fut transféré à Tizi-Ouzou dans le courant du mois d'octobre 1876 (Han. et Lét., III. 474).

la quasi totalité des tribus régies encore par le droit coutumier (1). L'Arrêté de décembre 1873 désorganisa les vieilles djemâas administratives. Pour l'application du droit coutumier cependant il ne vint pas à l'esprit du législateur d'imposer à la Kabylie, à l'exemple de ce qui existait dans les autres parties de l'Algérie, le Cadi comme juge du premier degré : « ç'eût été s'exposer de propos délibéré à des conflits incessants » (2). Le Décret du 29 août 1874 (articles 18 à 30) consomma la désorganisation des anciennes djemâas : il institua dans chacune des sections du cercle spécial une *djemâa de justice* composée de douze membres choisis parmi les notables de la section par le général commandant la subdivision. Ces djemâas connaissaient notamment (article 23) de toutes contestations relatives aux matières religieuses *et d'état* sauf appel devant le Tribunal de Tizi-Ouzou : leurs décisions étaient rendues dans les formes prescrites par la coutume (article 23). Mais la présence d'un juge de paix à Fort-National (3) et la disposition du Décret du 29 août 1874 en vertu de laquelle ce magistrat pouvait juger les contestations entre Kabyles sur la déclaration des parties qu'elles entendaient se soumettre à sa juridiction (4), furent une raison d'envisager la disparition du cercle spécial et des djemâas de justice. Ce fut chose faite le 1^{er} octobre 1880 (5).

Depuis cette dernière date, en conséquence, l'arrondissement judiciaire de Tizi-Ouzou ne comprend comme juridiction du premier degré que des tribunaux de paix appelés à connaître entre Kabyles des contestations relatives aux matières religieuses et d'état. Le Décret de 1874 limitait cette compétence aux matières énumérées par l'article 24 du Décret du 13 décembre 1866 (6). Il ne sem-

(1) Han. et Let., III, 480.

(2) Zeys, p. 301.

(3) La justice de Paix de Fort-National fut avec celle de Bordj-Menaïel et de Drâ-el-Mizan, créée par Décret du 23 avril 1874.

(4) Art. 19, alinéa 2.

(5) Arrêté du 27 septembre 1880, art. 1^{er}, pour le cercle spécial. Décret du 21 septembre 1880 pour les djemâas de justice.

(6) Cette énumération comprenait notamment *in fine* : capacité pour succéder résultant des liens de famille ou d'affinité; capacité pour disposer ou recevoir en matière de donation ou de testament.

ble pas cependant que les Kabyles aient fait aucune difficulté pour proroger la juridiction du juge de paix lorsque l'objet du litige débordait le cadre du Décret de 1866. D'ailleurs un décret plus récent — celui du 12 décembre 1908 — est plus compréhensif : il attribue compétence aux juges de paix, entre Kabyles non naturalisés, pour toutes contestations relatives au *statut personnel et aux successions*.

Ce même décret est applicable non seulement à l'arrondissement de Tizi-Ouzou, mais également aux cantons de Palestro, de Bouïra et d'Aïn Bessem. Nous verrons toutefois plus loin, en définissant la Grande Kabylie, le domaine territorial régi actuellement par le droit coutumier.

Au surplus, il y a lieu de préciser que le Décret du 17 avril 1889 dispose dans son article 7 § 2 que « sont portées devant le juge de paix les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux entre kabyles en *quelque lieu qu'ils soient* », ce qui implique l'application du droit coutumier de leur tribu d'origine.

Notons enfin que le pourvoi en annulation devant la Cour d'Alger, introduit dans la législation algérienne par le Décret du 25 mai 1892 (1) a été rendu possible en matière kabyle par le Décret du 12 décembre 1908, article 3.

*
* *

Que sont devenues les dispositions des coutumes kabyles relatives au statut successoral de la femme au travers des décisions jurisprudentielles depuis 1881?

Quelques années auparavant, un ouvrage remarquable, « La Kabylie et les coutumes kabyles », de MM. Hano-teau et Letourneux, avait été publié. Il constituait une sorte de codification des coutumes kabyles ou plutôt un ensemble de codes multiples ; il provoqua en fait une cristallisation des coutumes locales et ce fut dans une certaine mesure un frein à l'élaboration d'une coutume générale universellement acceptée. Il fut la source de ce

(1) Qui a ajouté au décret du 17 avril 1889 un chapitre IV bis (articles 52 à 58 nouveaux).

droit prétorien complexe où comme un leit-motiv revient cette proposition tranchante : « La femme n'hérite pas en Kabylie ».

On trouvera plus loin (1) un essai de groupement des dispositions coutumières relatives aux droits successoraux de la femme kabyle. On peut en quelques lignes en donner les traits essentiels et caractéristiques.

La femme kabyle est exclue de la succession *ab intestat* de son père, de son époux, et, d'une manière générale, de tout proche parent mâle. Cette exhérédation doit s'entendre d'une non attribution de parts en pleine propriété (2), à la liquidation des immeubles et accessoires d'immeubles de la succession. Il est de principe en effet que la femme qui continue à vivre au domicile du *de cujus* — domicile paternel ou domicile conjugal — a droit à l'usufruit et à l'usufruit seulement d'une partie des biens successoraux.

Selon les coutumes et selon le nombre et le degré de parenté avec le défunt des femmes survivantes non en puissance de mari cet usufruit porte sur les deux tiers (3), la moitié (4), ou, ce qui est plus généralement décidé, sur le tiers seulement de la succession (5).

A Koukou les femmes non mariées ont droit à la nourriture et à l'entretien sur tous les biens de la succession (6). Il en est de même à Djemâat es Sahridj (7).

Toutefois la femme qui se marie et quitte le domicile paternel, la veuve qui se remarie et quitte le domicile conjugal n'ont droit à rien dans la succession du père ou du mari (8). Elles ne reprennent leurs droits que lorsque la répudiation ou l'insurrection les ramène à leur domicile d'origine.

(1) V. Annexes, pp. 137 et suiv.

(2) V. au chapitre suivant les dispositions qui concernent les villages d'Aït Sellane et de Bouhinoun.

(3) Flisset Lebhar, Ann., p. 147.

(4) Azeffoun, Ann., p. 146. Dans ce cas il n'existe pas d'enfants mâles

(5) Agouni n Tesselent, Ann., p. 139, art. 48; Taourirt Amrane, Ann., p. 139, art. 6.

(6) Ann., p. 141, art. 13.

(7) Ann., p. 142, art. 2. V. aussi Aït Khelifa, Ann., p. 143, art. 3

(8) Aït Yala, Ann., p. 150, art. 24.

Dans certaines tribus (1) cette règle est la même pour la femme étrangère mariée dans ces tribus ; elle ne peut hériter de son père : on voit ainsi une curieuse disposition dépassant les limites de son domaine d'application et permettant de faire échec à une coutume voisine (2). Cette disposition n'a d'ailleurs qu'un intérêt secondaire puisque la grande majorité des coutumes ne reconnaissent à la femme mariée aucun droit de succession *ab intestat* sur le patrimoine paternel. Elle ne peut avoir plus d'importance dans le cas où la femme serait bénéficiaire d'une disposition testamentaire : ce cas est extrêmement rare et lorsqu'il se présente il comporte ordinairement l'exercice de la chefâa par un proche parent mâle, voire par la kharouba (3).

Lorsque par des prescriptions spéciales les droits des femmes ne sont pas sauvegardés (4), c'est à la « générosité de la famille et aux sentiments d'affection que doivent engendrer les liens du sang » que la coutume laisse « le soin de pourvoir d'une manière convenable aux besoins des déshéritées » (5). La djemâa intervient en cas de contestation et dans le silence de la coutume pour déterminer dans quelle mesure seront assurés leurs moyens d'existence et fixer la part à leur réserver sur la succession pour les vêtir et les nourrir (6).

Il est évident que le seul droit d'être entretenu par les héritiers implique celui d'être logé (7). Les *qanouns* des Iouadhien et des Aït Ali ou Illoul édictent une amende sévère contre quiconque chassera une femme du logis de

(1) Aït Khelifa, Ann., p. 144, art. 3.

(2) Cf. Han. et Let., II, 285.

(3) Cf. Aït Ameur ou Faïd, Ann., p. 142, art. 6.

(4) Dans la tribu des Ahel et Qçar (Ann., p. 152, art. 58), les femmes n'ont droit qu'à la nourriture. V. aussi Flisset Lebhar (Ann., p. 147, art. 7).

(5) Han. et Let., II, 294.

(6) Flisset Lebhar déjà cité; Iouadhien, Ann., p. 138, art. 18; Aït Ali ou Illoul, Ann., p. 138, art. 4; Maatka, Ann., p. 145, art. 13; Aït el Ader, Ann., p. 146, art. 2. Dans la tribu des Beni-Mansour (Ann., p. 151, art. 64) c'est le « chef de la tribu » qui prélève la nourriture et le vêtement sur l'héritage.

(7) Iouadhien, Ann., p. 138, art. 12; Aït Ali, Ann., p. 138, art. 4; Agouni n Tesselent, Ann., p. 139, art. 49; Koukou, Ann., p. 141, art. 13; Djemâat es Sahridj, Ann., p. 142, art. 2 et 16.

son mari défunt (1). Rester dans la maison qui appartenait au *de cujus* est d'ailleurs une condition *sine qua non* mais généralement suspensive du maintien de l'entretien ou de la jouissance (2). C'est la solution la plus communément admise.

Tout ce qui précède concerne l'ensemble des femmes que le célibat, le veuvage, la répudiation ou l'insurrection retiennent au sein de la famille paternelle. Des règles particulières — qui chevauchent quelquefois sur les précédentes — ont été adoptées pour la veuve qu'un lien indissoluble rattache à la famille maritale.

La veuve sans enfant rentre généralement dans sa famille d'origine et son père ou son *ouali* dispose d'elle et de la nouvelle *tâamamt* comme si elle était vierge (3). Mais dans un certain nombre de tribus la veuve fait partie de la succession de son mari et les proches parents de ce dernier peuvent épouser cette femme sans payer de *tâamamt*, ou bien en disposer et la vendre (4).

La contrainte matrimoniale à l'égard de la veuve disparaît lorsque celle-ci a mis au monde des enfants (5). Elle jouit du droit d'habiter dans la maison du défunt et, si elle a des fils dont la tutelle peut lui être dévolue, du droit de gérer le patrimoine du défunt (6). Il est permis toutefois aux proches parents de porter atteinte à ces droits lorsque la mauvaise conduite de la veuve est avérée (7) ; si sa conduite est honnête et sa gestion fidèle aucune intervention n'est admise (8) surtout lorsque ses fils ont l'âge d'homme (9), hors les cas où pour subvenir à ses besoins

(1) Iouadhien, art. 12; Aït Ali, art 4. (Ann., p. 138).

(2) Iouadhien, art. 13; Koukou, art. 13; Djemâat es Sahridj, art. 2; Mâatka, art. 13; Agouni n Tesselent, art. 49; Azeffoun, art. 12.

(3) Han. et Let., II. 156.

(4) Aït Flik, Ann., p. 145, art. 1. Nous ne nous appesantissons pas sur cette coutume aujourd'hui abolie; elle nous permet cependant de remonter bien loin dans les origines des Berpères : v. *supra*, pp. 16 et suiv.

(5) Iouadhien, Ann., p. 138, art. 11.

(6) Oulad Sidi Ahmed, Ann., p. 149, art. 8; Oulad Sidi Yahia, Ann., p. 148, art. 9.

(7) V. les deux qanouns précédents et Aït Ali, Ann., p. 139, art. 4.

(8) Oulad Sidi Ahmed, art. 8.

(9) Oulad Sidi Yahia, art. 9.

et aux besoins de ses enfants elle est dans la nécessité de vendre un bien : l'autorisation de la djemâa ou des proches parents est alors nécessaire (1).

Lorsque la veuve reste seule avec des filles au domicile du défunt, toutes jouissent du droit d'habitation, du droit à l'entretien et un assez grand nombre de qanouns leur donnent le droit d'exploiter par elles-mêmes ou par mandataire les biens sur lesquels doit être imputé leur usufruit et qui sont déterminés par la djemâa (2).

La veuve qui se remarie perd tous ses droits dans la succession de son mari, mais quand la vie au nouveau domicile conjugal lui est rendue impossible, elle a la faculté de revenir au domicile de son premier mari si elle y a laissé un enfant mâle ; elle a le droit dans ce cas d'y demeurer et de jouir à nouveau d'une partie des revenus de son fils (3).

Telles sont brièvement et schématiquement exposées les règles coutumières qui régissaient à la fin du XIX^e siècle encore les droits de succession *ab intestat* de la femme kabyle.

Que sont-elles devenues sous la triple influence politique, administrative et judiciaire de la France ? Le XX^e siècle marque-t-il pour la femme kabyle une ère nouvelle ?

Le 22 mai 1902 la section kabyle de la Délégation financière indigène a émis un vœu tendant à ce que cessât d'être sanctionnée la règle que nous avons mentionnée plus haut en vertu de laquelle la veuve, au décès du mari, passait aux héritiers de ce dernier, avec les autres biens de la succession. Une lettre du Gouverneur Général en date du 13 juillet 1903 a appelé l'attention du Préfet d'Alger sur l'intérêt qu'il y avait à faire disparaître cette coutume. Elle heurtait trop brutalement nos « principes d'ordre public et social qui constituent la base essentielle

(1) Iouadhien, Ann., p. 138, art. 17; Agouni n Tesselent, Ann., p. 139, art. 51; Djemâat es Sahridj. Ann., p. 142, art. 16; Ait Aneur ou Faïd, Ann., p. 143, art. 17, etc.

(2) V. Oulad Sidi Ahmed, art. 8; Oulad Sidi Yahia, art. 9.

(3) Iouadhien, Ann., p. 138, art. 13.

de notre civilisation » pour que rien ne soit négligé par l'Administration afin d'en obtenir l'abrogation. A la suite d'une enquête prescrite ultérieurement (1), M. le Préfet d'Alger fut amené à conclure (2) que cette coutume est tombée en désuétude, particulièrement dans la Commune mixte d'Azeffoun où elle était restée le plus longtemps en vigueur. Cependant dans son rapport (3) l'Administrateur de cette commune fait connaître que la veuve qui a des enfants et qui veut vivre avec eux sous le toit conjugal reste sous la dépendance de la famille de son mari ; elle ne jouit d'une plus grande liberté que lorsqu'elle est âgée. Si elle consent à abandonner ses enfants elle revient dans sa famille paternelle sous la dépendance de son père ou de son ouali comme si elle n'avait jamais été mariée : c'est le cas des femmes jeunes qui veulent se remarier. C'est donc au prix de l'abandon de ses propres enfants qu'elle se libère de la fêrûle des héritiers de son mari.

L'Administrateur de Drâ-el-Mizan (4) signale une situation analogue et ajoute que « les parents d'un mari défunt ont seuls le droit d'épouser la veuve ; ce n'est que sur leur refus que celle-ci peut épouser un étranger » (5). On doit noter cependant à la suite de cette affirmation une mention qui ne manque pas d'intérêt : « Les parents de la veuve qui tient à rester sous le toit conjugal exercent sur celle-ci une surveillance discrète ; ils interviennent à la moindre faute si les parents du mari négligent de le faire. Lorsque la veuve a des enfants et surtout lorsqu'il y a une succession, l'intervention des parents de la femme se manifeste encore plus énergiquement... ; ils surveillent, de loin, la gestion des biens des mineurs et ils protestent chaque fois qu'ils constatent une irrégularité. »

Dans la commune mixte de Fort-National (6) « la

(1) Lettre du Gouverneur Général au Préfet d'Alger du 13 décembre 1923, n° 17.667.

(2) Lettre du Préfet d'Alger au Gouverneur Général du 3 mars 1924, n° 9555.

(3) Lettre du 9 janvier 1924 au Préfet d'Alger.

(4) Lettre du 25 janvier 1924 au Préfet d'Alger.

(5) Cf. Beni-Mansour, Ann., p. 151, art. 33.

(6) Lettre de l'Administrateur en date du 28 janvier 1924 au Préfet d'Alger.

femme kabyle, une fois mariée, est sous la dépendance exclusive du mari et de la famille de ce dernier. Elle ne trouve vraiment sa place dans cette nouvelle famille que lorsqu'elle met au monde un enfant — encore ne l'estime-t-on qu'autant que cet enfant est du sexe masculin. Aussi la situation de la veuve sans enfant ou n'ayant que des filles est-elle différente de celle de la veuve qui a des enfants mâles. La première, au décès du mari, retourne dans sa famille paternelle ; elle est traitée par eux à la façon de la divorcée ou de la jeune fille tout en étant plus indépendante : ce sont ses parents qui la remariaient s'il y a lieu. Quant à la seconde, c'est dans l'intérêt même de ses fils dont elle devient généralement tutrice qu'elle demeure dans la famille maritale. » Elle est l'objet de la plus grande estime lorsqu'elle se conduit avec dignité et, dans ce cas, ne subit l'emprise de personne. Il se peut toutefois qu'elle se remarie avec un beau-frère.

L'Administrateur de Tizirt (1) fait aussi la triple distinction précédente. Il signale en outre que la veuve sans enfant qui retourne dans sa famille paternelle a droit à une indemnité pécuniaire de 50 à 100 francs.

Chez les Aït Mançour (2) la coutume ne se départit pas de sa rigueur à l'égard de la veuve. Elle est retenue et mariée dans la famille maritale lorsqu'elle a des enfants et lorsque, sans enfant, elle jouit d'une réputation de grande beauté.

Dans les douars les plus reculés sur les flancs du Djurdjura, dans la commune mixte de Michelet (3), la veuve sans enfant rentre dans sa famille, libre dans la généralité des cas de contracter la nouvelle union qu'il lui convient.

La veuve qui a des enfants a la faculté de demeurer au foyer conjugal. Dans ce cas elle n'a aucun droit de succession *ab intestat* dans la succession de son mari, mais :

a) Si elle a des enfants mâles elle est parfois désignée comme tutrice et gère alors leur héritage ;

b) Si elle n'a que des filles, elle est avec elles logée

(1) Commune mixte de Mizrana : lettre du 29 janvier 1924 au Préfet d'Alger.

(2) Ou Beni-Mansour ; v. lettre de l'Administrateur de Maillot de janvier 1924 au Préfet d'Alger, et Ann., p. 151, art. 33.

(3) Paragraphe D. du Rapport de janvier 1924 au Préfet d'Alger.

et entretenue par les *aceb* et la coutume oblige ceux-ci à leur abandonner l'usufruit — généralement du tiers — de la succession qui vient de s'ouvrir.

La veuve qui a des enfants peut contracter une nouvelle union sans que les héritiers du premier mari puissent s'y opposer. Toutefois si le défunt laisse des proches parents mâles, tel un frère ou un cousin, un droit de préférence est reconnu à l'un d'eux par la coutume : la veuve est dans l'obligation morale de rester dans la famille maritale.

*
* *

Si ces rapports hâtivement rédigés (1) ont pu s'inspirer des règles coutumières que l'on possédait déjà par écrit ou traduire la tendance de certains chefs de commune ou plutôt de certains chefs indigènes à flatter l'œuvre de la France en Kabylie, ils n'en donnent pas moins une vue d'ensemble de la situation de la femme telle qu'elle apparaît après soixante-cinq ans d'occupation.

Rapprochons-la de la situation coutumière originaire. Elles ont entre elles de multiples points de contact. Notre action par l'exemple, notre pression administrative tendant à persuader aux dirigeants indigènes que l'intérêt général exige que « par une lente évolution le droit coutumier kabyle soit mis en harmonie avec les principes de la civilisation moderne » (2), nos prescriptions légales ou réglementaires n'ont eu que de minces résultats. Les Kabyles restent attachés à leurs coutumes ancestrales.

Et s'il peut sembler que par ce rapide exposé nous ayons quelque peu dépassé les limites de notre sujet on en verra vite la nécessité quand on comprendra ce que cet exposé a d'importance dans l'étude du statut successoral de la femme.

La règle de la « veuve pendue à son mari » est abolie, mais ne subsiste-t-il pas celle de la contrainte matrimoniale à l'égard de la veuve dont bénéficient, dans certains

(1) Ils ont été demandés aux Administrateurs à la fin du mois de décembre 1923 et adressés au Préfet dans la première quinzaine de janvier 1924.

(2) Lettre du Gouverneur Général au Préfet d'Alger du 17 avril 1924, n° 6983.

douars (1), les parents du mari ? Ne voit-on pas qu'existe toujours une cloison étanche entre la famille maritale et la famille paternelle de la femme ? Cela ressort nettement de cette enquête par l'affirmation unanime qu'il subsiste en faveur de la veuve un droit de « reprendre sa place » dans sa propre famille, et cette enquête aurait pu démontrer que le principe suivant reste partout le même : la femme ne peut avoir de droits successoraux — droits de jouissance et d'entretien — qu'au sein de la famille du *de cuius* et lorsqu'elle y demeure pour vivre.

*
* *

Ce principe de l'opposition de la famille maritale et de la famille paternelle et de la vocation unique de la femme dans une des deux familles sous réserve d'y demeurer a-t-il au moins subi une atteinte par l'effet d'une jurisprudence appropriée, d'un droit prétorien solidement établi sur des intentions non équivoques des Kabyles eux-mêmes ?

Les tribunaux de paix ont eu parfois à sanctionner ce droit de la femme à être logée, nourrie, entretenue ainsi que le prévoit la coutume dans la maison et sur la succession du défunt. Il suffisait et il suffit encore au magistrat — pour qu'il puisse par jugement sanctionner la coutume — que soit prouvé par enquête ou par expertise que la demanderesse a toujours habité la maison du défunt, qu'elle n'est pas en puissance de mari et qu'elle serait réduite à travailler pour autrui ou à mendier si ses conclusions n'étaient pas adoptées (2).

(1) V. *supra*, Beni-Mansour et Drâ-el-Mizan. Les rapports ne disent pas cependant à qui revient la nouvelle tâamamt. Seul le rapport de l'Administrateur de Michelet, qui signale dans ce cas une contrainte morale, rapporte que la nouvelle tâamamt est toujours versée au père ou au ouali.

(2) Le 17 février 1930, la dame Ikezouhène Halima, du village Aït Abdelali (douar Ogdal, commune mixte du Djurdjura, canton de Michelet) a actionné le sieur Medjkouh Ramdane du même village pour voir prononcer à l'encontre de ce dernier le délaissement du tiers d'une maison comprise dans la succession de Medjkouh Medjkane, défunt mari de la demanderesse, maison sur laquelle elle possédait des droits d'usufruit. — Il a été établi par le rapport d'expertise dressé le 25 août 1929 par le Cadi de Michelet que « Ikezouhène Halima remplissait toutes les conditions exigées par la coutume pour prétendre au tiers en usufruit de la succession de son défunt mari ». Le 7 avril 1930, le Juge de Paix a rendu dans la cause

De semblables décisions rendues après connaissance approfondie de la cause et compréhension exacte des besoins de la femme eussent pu, par leur répétition, constituer un filet protecteur contre la cupidité des proches. Ce ne pouvait être qu'un filet cependant à travers les mailles duquel passeraient encore des tractations regrettables (1).

Et s'il est exact que la femme en vertu de la coutume peut exercer un droit de propriété sur certains biens qui lui proviennent de *dons* faits par ses parents, son mari et parfois des parents de son mari lorsqu'elle a su se faire admettre et estimer dans la famille paternelle de ce dernier, qui lui proviennent aussi de *gains* résultant de tels ou tels de ses travaux ; s'il est exact que pendant la grande guerre et les années qui ont suivi la femme kabyle a pu percevoir pensions, allocations, sursalaires familiaux et amasser ainsi un pécule, il n'est point douteux que ce pécule que seules au surplus pouvaient se constituer les mères, les femmes mariées et les veuves, était généralement modeste. Il ne pouvait suffire — même pour une femme avisée sachant faire choix de son mandataire et de son avocat — pour couvrir les frais de justice multiples qu'un procès aurait rendu nécessaires contre un héritier décidé à dilapider la succession.

Cette situation permet de comprendre plus aisément la réintroduction en Kabylie d'un mode spécial de disposition *mortis causa*, une des créations les plus originales du droit musulman : le *habous* (2).

un jugement d'où nous extrayons les motifs suivants : « Attendu que la demanderesse, depuis le décès de son mari, a toujours habité cette maison (la maison que son mari possédait de son vivant indivisément avec ses deux frères), sur laquelle elle a payé des impôts; que dernièrement le défendeur l'a chassée prétendant qu'il en avait acquis les deux tiers...; Attendu qu'il y a lieu dans ces conditions de condamner le défendeur à déguerpir du tiers de la maison litigieuse sur laquelle la demanderesse a des droits d'usufruit. »

(1) Nous avons, personnellement, en 1923, dans un village du douar Ogdal, reçu les doléances d'une femme d'une cinquantaine d'années. Ses frères qui devaient assurer son existence sur les biens de la succession paternelle avaient vendu ces biens et elle-même, dans l'impossibilité d'obtenir quoi que ce soit des acquéreurs, vivait dans le besoin. Nous n'avons pu, bien à regret, qu'enregistrer ces doléances.

(2) « Aux premiers temps de l'Islamisme il arrivait qu'un fidèle, à la

La constatation de l'emploi constant depuis plus de cinquante ans par les pères de famille kabyles de cet acte « qui n'a généralement de habous que le nom » et de son influence sur la coutume en ce sens qu'il est, comme le véritable habous, établi en vue de modifier la dévolution successorale, nous fait un devoir de nous écarter légèrement du cadre restreint que nous nous étions imposé : nous touchons en effet par là même aux règles de la succession testamentaire de la femme, mais nous ne saurions oublier que les nombreuses décisions de jurisprudence prises au sujet du *habous kabyle* sont pour beaucoup dans la promulgation du Décret du 19 mai 1931 sur la réglementation de la condition de la femme kabyle (1).

Cette pratique devenue courante a-t-elle réellement en vue la substitution complète des règles du droit coranique à la coutume kabyle ?

On a pu dire (2), à l'occasion de décisions fixant un point litigieux au sujet de habous, qu'il était « permis au

veille d'entreprendre un pèlerinage en terre sainte, se préoccupait de mettre ses biens à l'abri de la rapacité des gens puissants et de se créer des titres particuliers à la bienveillance divine. Il faisait dresser un acte par lequel il laissait à ses héritiers l'usufruit de ses biens et en attribuait la nue propriété à Dieu. Tel est le *habous* dans sa simplicité. Cette immobilisation devenue très fréquente en pays musulman y prenait d'ailleurs mille formes différentes. Tantôt le constituant respectait les droits de ses héritiers tels qu'ils étaient réglés par la loi; tantôt il avantageait les femmes et les filles aux dépens des successibles mâles; tantôt il *habousait* l'ensemble de ses biens; tantôt il se bornait à frapper de *habous* tel ou tel immeuble déterminé. Toujours les institués devaient respecter la constitution, *inaliénable et imprescriptible de sa nature*, jouir des revenus ou des fruits de la chose en bons pères de famille aussi longtemps, suivant l'expression consacrée, que les branches de la postérité de leur postérité se multiplieraient, se répandraient dans l'Islam; le jour où la famille s'éteindrait complètement les biens feraient retour à Dieu qui est le meilleur des héritiers. » (Zeys, Les Juges de Paix, p. 297).

M. Morand (art. 445 de l'Avant-projet de Code musulman algérien) précise : « Le *habous* ou *ouaqf* est la donation dans un but pieux ou d'utilité publique de l'usufruit d'un bien, sous la condition que ce bien demeurera séquestré tant pour la nue propriété que pour l'usufruit, à l'effet d'assurer l'emploi de ses revenus *conformément à la volonté du donateur*.

(1) Pour plus de détails cependant nous renvoyons à la thèse de M. Haccoun-Campredon : *Etude sur l'évolution des coutumes kabyles*, pp. 115 à 144.

(2) Alger, Ch. rév. mus., 1920 (suppl Robe) : La jurisprudence de la Chambre de révision musulmane, p. 149.

Kabyle d'abandonner les coutumes kabyles pour adopter les lois et usages des pays arabes ». Mais on a dû reconnaître à l'examen approfondi des nombreux *habous kabyles* généralement établis par des officiers ministériels musulmans que ces actes traduisaient la volonté d'un père de famille moins soucieux de corriger la coutume que de prévenir l'interprétation et l'application de cette coutume par les mâles survivants.

C'est pourquoi la jurisprudence, dans un groupe de décisions particulières (1), a décidé que le Kabyle était en droit de placer sa succession sous l'*empire de la loi musulmane* et notamment d'en disposer par voie de *habous*, mais à condition de s'incliner devant les rigueurs du droit musulman pour ne pas s'exposer à une annulation du *habous* après déclaration d'irrégularité.

C'est pourquoi aussi, en matière de *habous kabyle*, le principe paraît indubitablement admis que les tribunaux considèrent cet acte comme valable « toutes les fois que les modalités de sa constitution ne violent pas d'une façon indiscutable le droit musulman » (2) mais l'annulent dans le cas contraire en tant que *habous* en lui faisant *produire effet toutefois* comme testament, donation particulière, ou legs d'usufruit ou d'usage (3).

Peut-on dire dans ces conditions qu'en faisant une constitution *habousale* le Kabyle ait le souci de soumettre les bénéficiaires au respect absolu des règles du droit coranique, même de celles moins strictes du rite hanéfite sous l'empire desquelles il est admis qu'il contracte toujours en la matière?

A-t-il au moins connaissance, en disposant, du vrai caractère juridique du *habous algérien*, ce « fantôme du *habous musulman* » (4) à propos duquel la jurisprudence

(1) V. Hacoun, p. 119.

(2) Cf. Ch. rév. mus., Alger, 11 juin 1919 (Robe, 1920, p. 50); 16 avril 1921 (Norès, p. 192); 11 juin 1921 (Hacoun, p. 126); et plus récemment arrêt du 11 juillet 1931, n° 46, dont l'importance ne peut nous échapper et que nous transcrivons in extenso, page 156.

(3) Jurisprudence constante et notamment : Alger, 30 mars 1898 (D. P. 1900. 2. 35), 30 janvier 1905 (Robe 1905. 298), 29 mai 1926 (affaire Moualek, Robe, n° 341), 11 juillet 1931 (Ann., p. 156). V. aussi les décisions rapportées par Hacoun, pp. 131 à 144.

(4) M. Pouyanne, La propriété foncière en Algérie, Alger, 1900, p. 583.

a « validé tous les actes de disposition, à titre onéreux ou à titre gratuit, par lesquels un dévolutaire de bien habousé aliène totalement ou partiellement ce bien (1) ? »

Il est permis de douter que le Kabyle ait voulu manifester sa ferme intention de violer le droit coutumier en se soumettant sans réserve à la loi musulmane. Bien souvent n'a-t-il pas été l'esclave de formules de styles introduites à son insu dans l'acte par un savant rédacteur?

Les minutieuses recherches de MM. Hanoteau et Letourneux leur ont fait découvrir (2) un acte, sans date ni origine, qui a affirmé la validité d'un habous.

Dans le dernier alinéa le rédacteur rappelle avec netteté la règle de l'inaliénabilité du habous et il ajoute en substance : « si on les vend (les immeubles soumis au habous) ou si on les donne, la vente ou la donation sera annulée, *et les choses seront remises en leur premier état* ».

C'est la même solution qui prévaut dans la doctrine pure musulmane dans le cas de l'exercice du droit de chefâa par un « nu-copropriétaire » de droits indivis dans un immeuble habousé régulièrement (3).

« Les textes, et notamment Khalil, nous disent que si, exceptionnellement, le nu-copropriétaire peut exercer la chefâa, il ne pourra l'exercer qu'au profit et dans l'intérêt de la fondation pieuse, visée dans le habous. Par exception, le préempteur n'est pas — conformément à la solution admise par les jurisconsultes musulmans (4) — subrogé dans tous les droits de l'acquéreur : il est présumé n'avoir en vue que la défense de l'inaliénabilité du habous ».

Or, il est indéniable que depuis de nombreuses années avant 1748, s'ils ont constitué de nombreux habous musulmans, les Kabyles ont érigé en règle l'exercice du droit de *chefâa* sur les biens *habous* dont l'inaliénabilité n'était nullement respectée. Ils eurent tôt fait de distinguer

(1) Larcher et Rectenwald, p. 207.

(2) Hanoteau et Letourneux, III, p. 444.

(3) Morand, Cours de droit musulman, p. 280.

(4) Khali (Trad. Seignette, art. 881) rapporté par O. Pesle : Le droit de chefâa dans l'Afrique du Nord, *Bulletin du Comité de l'Afrique française*. Suppl^t n° 8, 1936, p. 488.

« entre les expressions qui émanent du constituant et celles qui émanent du rédacteur » (1).

L'intention du constituant, pensaient-ils, n'a pu être d'ébranler à la base la constitution de la famille patriarcale, d'écarter à jamais les aceb au seul profit des descendants mâles ou femelles. D'ailleurs le droit musulman lui-même n'autorise-t-il pas dans certains cas l'aliénation des biens habousés (2) ? Ne reconnaît-il pas la possibilité de constituer un habous temporaire ou de faire annuler le habous lorsque le constituant s'est réservé un droit d'usage ou d'usufruit sur la chose habousée (3) ? « Il est admis dans le rite hanéfite que le bien habousé peut être aliéné, vendu ou échangé dès l'instant que la vente ou l'échange se présente comme un acte avantageux. Il reste cependant entendu dans ces hypothèses que l'aliénation doit être autorisée par le Cadi ou tout au moins avoir lieu sous sa surveillance, et que, toutes les fois qu'il y a possibilité de remploi, le remploi devra avoir lieu et qu'au bien habousé aliéné devra être substitué un autre bien habous. »

Mais dans les montagnes du Djurdjura le Cadi n'était pas à demeure. Les marabouts berbérés étaient impuissants à faire respecter des règles juridiques que seule l'obligation morale émanant du dogme eût pu maintenir. Les biens habous, après la mort du constituant, furent, selon les besoins, vendus totalement ou partiellement ; la nullité de la vente ne fut pas poursuivie au profit de la fondation pieuse mais le droit de chefâa régulièrement exercé par les co-propriétaires, hommes aussi bien que femmes.

Cela résulte sans conteste de la décision prise à l'unanimité des voix par les marabouts et les notables qui ont pris part à la fameuse délibération de 1748 : « Est aboli, chez les Beni-Bethroun et leurs voisins et alliés..... le droit de chefâa sur les biens habous (pour tout le monde) ».

On ne peut voir dans cette décision l'intention d'abolir en lui-même le droit de chefâa lorsqu'on connaît l'import-

(1) V. Han. et Let., III, p. 444.

(2) V. Morand, Cours de droit musulman, pp. 249 et suiv.

(3) Han. et Let., II, 343.

tance de ce droit dans la société berbère (1). On ne peut supposer que l'on ait voulu redonner plus de force à l'institution du habous qui semblait tomber en désuétude. Pour que l'assemblée de 1748 ait pu, en effet, prononcer cette abolition il a fallu que l'aliénation des biens habous et l'exercice subséquent de la chefâa aient été de pratique courante. D'ailleurs, MM. Hanoteau et Letourneux ne disent-ils pas (2) que le habous n'aurait pas eu « de motif sérieux s'il n'avait servi à exclure les femmes des successions et qu'il a disparu sans retour du jour où la coutume a consacré cette exclusion »? Quoi qu'il en soit de la cause de cette abolition — et n'est-ce pas plutôt pour tarir une source de procès et consolider davantage la paix sociale? — le *habous kabyle* ne paraît pas avoir été de tout temps et en toute circonstance l'image fidèle du *habous musulman*. Bien avant le *habous algérien* il a perdu son caractère religieux et son caractère d'inaliénabilité; bien avant lui (3) il a connu l'exercice de la chefâa. Avant comme après 1748 il n'a conservé que son seul caractère de dérogation aux règles de la succession. Mais avant comme après 1748 il a eu pour fin principale de préserver le patrimoine familial, d'empêcher la femme de priver sa famille paternelle d'un bien immeuble ou d'un bien meuble de quelque importance au profit de sa famille maritale. Ne lit-on pas sur la plupart des habous kabyles que la femme qui vit sur les biens habousés n'aura droit à rien si elle se remarie (4), que la gérance des biens habousés est parfois confiée à l'épouse ou à celle des filles qui resterait au domicile conjugal ou paternel (5), que les femmes dévolutaires, dans le cas de mariage ou de remariage ne pourront rien emporter de la chose habousée au domicile de leur mari et que les biens habousés devront échoir à celle qui restera au domi-

(1) Han et Let., II, 411.

(2) V. Tome II, p. 341.

(3) Alger, 25 décembre 1863, J. A., 1863, 34.

(4) V. Hacoun, p. 130. Cette clause contraire à la doctrine malékite n'est pas, dit-on, en opposition avec la doctrine hanéfite. Mais il n'est pas, il nous semble, nécessaire d'invoquer les avis des docteurs musulmans pour sanctionner une règle de pur droit kabyle.

(5) Habous du 12 juillet 1914, n^{os} 2387 et 2388 produits dans l'affaire Kaddir. (Arrêt du 11 juillet 1931).

cile du constituant (1), que la femme en état d'insurrection et ayant réintégré le domicile paternel pourra à nouveau bénéficier des immeubles habousés (2) ?

Le habous kabyle respecte la coutume qui refuse toute part en pleine propriété à la femme retenue en dehors du foyer paternel par le lien conjugal. Il confirme la coutume qui accorde des droits de jouissance et d'entretien aux femmes non mariées qui résident au domicile du constituant. Il la renforce en n'accordant aux aceb des droits sur les biens habousés qu'après la disparition complète des femmes dévolutaires (3) ; il ne se départit de sa réserve qu'au profit des descendants mâles qui recueillent la succession à condition qu'ils assurent aux femmes vivant sous le même toit qu'eux la jouissance et l'habitation, mais ce toujours conformément à la coutume. Il respecte encore la coutume parfois en ne visant que la quotité fixée par elle pour établir la base de la jouissance des femmes (5).

« Là où la coutume est souveraine on ne rencontre presque jamais de habous » (5), mais là où le habous est employé il est, en règle générale, considéré, aux termes d'une jurisprudence constante, comme donation particulière, comme disposition testamentaire soumise à ce titre *aux règles de la coutume* (6).

Il ne faut pas méconnaître cependant que, même dans les villages où la coutume n'accorde pas à la femme de vocation héréditaire et n'admet en sa faveur que le legs d'un droit d'usufruit, la femme — le plus souvent veuve et âgée — peut posséder des immeubles en pleine pro-

(1) Habous du 12 juillet 1906 sur lequel s'appuie le Jugement n° 1353 du 25 août 1930 du tribunal de paix de Michelet. Habous du 15 novembre 1916 sur lequel se fondent les motifs suivants du Jugement n° 1123 du 31 mars 1930 du même tribunal : « Attendu qu'il appert que le terrain *Annar Ahmed Ouali* est détenu par les quatre défendeurs; attendu que ce terrain a été habousé au profit de la demanderesse et d'autres femmes; attendu que la demanderesse est seule actuellement dans les conditions requises pour bénéficier de ce habous, ses *cobénéficiaires étant en puissance de mari* ».

(2) Habous du 12 juillet 1906 déjà cité.

(3) Habous du 12 juillet 1906 déjà cité.

(4) Habous du 2 novembre 1908 à l'appui du Jugement n° 1082 du 31 mars 1930 du tribunal de paix de Michelet.

(5) Han. et Let., II, 238.

(6) Arrêt du 11 juillet 1931 précité.

priété. La coutume permet en effet à la femme, sous certaines conditions, de recevoir une donation entre vifs (1).

Ces cas sont très rares et les donations comme les legs ne portent — de façon générale — que sur l'usufruit des immeubles ou encore ont pour objet un droit d'habitation ou d'usage (2), mais il faut noter que la coutume n'a imposé aucune limite à la libéralité du donateur alors qu'elle a précisément fixé la quotité disponible en matière de testaments, et c'est la quotité disponible coutumière qui est la base des décisions de la jurisprudence actuelle dans la détermination des legs contenus dans le habous kabyle (3).

*
* *

Après cinquante années d'expérience jurisprudentielle la coutume par conséquent reste-t-elle souveraine ?

Si les actes qui sont produits ne mentionnent pas la coutume qu'ils invoquent et déclarent applicable en cas de conflit, mettons-nous toujours à profit ce silence pour juger en équité, transposer la cause sur le plan musulman ou sur le plan français ? Crée-t-on toujours une jurisprudence prétorienne qui se libère définitivement de cette coutume jugée « barbare » ?

Non, il n'y a pas une unité d'action dans ce sens.

Le Cadi-notaire, ordinairement commis pour dresser un rapport d'expertise en une cause ayant pour objet un habous musulman ou kabyle avec mission notamment de déterminer les parts héréditaires de chacun des ayants droit aux successions litigieuses, est de même commis pour déterminer les règles coutumières qui ne nous sont encore transmises que par la tradition orale (4).

(1) Jugement n° 1195 du 20 janvier 1930 du tribunal de paix de Michelet. *Débats* : « J'ai reçu en donation de feu Aït Ghazali mon frère les parcelles Agouni Ali et Tilouahine. Sur ce dernier terrain, j'ai construit une maison; j'en jouis depuis trente ans sans contestations. » *Motifs* : Attendu qu'il ressort de l'enquête à laquelle il a été procédé que la demanderesse est propriétaire *exclusive* des terrains Agouni Ali et Tilouahine.

(2) Cf. Han et Let., II, p. 318.

(3) V. l'arrêt du 11 juillet 1931, *infra*, p. 156.

(4) V. notam. Jugement du 7 avril 1930 précité. Note d'Ikezouhène : « Il a été établi par le rapport d'expertise dressé le 25 août 1929 par le Cadi de Michelet, que je remplis toutes les conditions exigées par la

On peut lire d'ailleurs, dans le dispositif d'un arrêt récent de la Chambre de révision musulmane (1) : « Avant dire droit au fond : commet Monsieur le Juge de Paix de Fort-National à l'effet d'établir après renseignements pris auprès des notabilités indigènes, cadi-notaire, présidents ou caïd, présidents et membres de la djemâa (2) du douar Oumalou, quel est le quantum de la quotité disponible admis par la coutume dans le douar et plus particulièrement dans le village de Tablabalt, dans le cas de legs d'usufruit ou d'usage en faveur des femmes ; dresser un *certificat de coutume* à transmettre à la Cour d'Appel (Chambre de Révision) pour être, par la dite Chambre, ultérieurement statué ce que de droit..... ».

Un *certificat de coutume* en matière de succession testamentaire mais en matière de succession *ab intestat*, comme nous le verrons en étudiant le Décret du 19 mai 1931, la coutume se heurte à un texte législatif qui ne la confirme pas dans toutes ses dispositions.

Explique-t-on cette apparente contradiction ? Nous allons tenter de le faire en remontant aux origines du Décret de 1931.

La Commission de 1925

Par Arrêté de M. le Gouverneur Général de l'Algérie en date du 6 février 1925 une Commission a été instituée pour rechercher les mesures législatives et réglementaires, juridiques et administratives, qu'il conviendrait de prendre pour améliorer la condition de la femme kabyle.

A l'ouverture de la séance du 12 mai 1925, M. Morand, Président de la Commission, indiqua que c'était principalement à la suite de l'examen de divers vœux déposés par des élus kabyles aux Délégations financières et au Con-

coutume, pour prétendre au tiers en usufruit de la succession de mon défunt mari. »

(1) V. Arrêt du 11 juillet 1931, *infra*, p. 156.

(2) Il s'agit là de la djemâa de douar administrative et non de l'assemblée des notables du village intéressé qui eût été cependant plus qualifiée pour statuer. C'est d'ailleurs elle, en fait, qui donnera les renseignements nécessaires..

seil Général d'Alger que l'Administration fut amenée à décider la constitution de cette Commission.

Il faut préciser cependant que parmi ces vœux, celui qui provoqua le déclenchement de l'action administrative fut celui qui fut émis par M. Roumane Belkacem, délégué financier d'Azazga, Président de la djemâa du douar Beni-Ghobri, à la séance du 13 février 1923 de la Commission municipale de la Commune mixte du Haut-Sébaou (1).

M. Roumane y brosse un tableau bien sombre de la condition de la femme : « La coutume fait de la femme une véritable bête que l'on vend comme une marchandise..... la femme est un être humain, mais elle ne connaît rien des lois de l'humanité. Au point de vue de l'hérédité la fameuse coutume lui donne seulement le droit de vivre sur telle ou telle succession et le plus souvent pour exercer ce droit elle rencontre mille difficultés de la part des héritiers aceb..... un état d'esprit nouveau rend nécessaire des mesures nouvelles et nécessite une réforme appropriée. »

Mais la question est délicate, la matière complexe et l'initiative de M. Roumane n'est approuvée par les autres Présidents de djemâa que lorsque ceux-ci ont reçu l'assurance « qu'il ne s'agit pas de réformer les mœurs (*sic*) (2) kabyles dans leur ensemble. »

D'ailleurs n'affirme-t-il pas lui-même, par une sorte de prétérition, que « dans l'esprit de la masse de la population kabyle et même de celui des djemâas le régime actuel est encore préféré à tout autre régime nouveau » ? Nous lui devons cependant de traduire mieux sa pensée en reproduisant la phrase suivante : « L'opinion publique souhaite, tout en rejetant l'éventualité de l'application du droit musulman à la Kabylie, qu'une coutume funeste, honteuse et barbare soit modifiée, dans le sens des lois françaises. »

Il termine son exposé par une triple proposition ; en ce qui concerne la question qui nous occupe il émet le vœu que : « la femme bénéficie largement pour son usage

(1) Nous donnons en annexe, p. 159, un extrait de la délibération prise à la suite de ce vœu.

(2) On doit semble-t-il entendre « les coutumes ».

personnel de l'usufruit de la succession maritale ou paternelle, suivant qu'elle est veuve ou jeune fille. »

Ainsi, après soixante ans d'occupation française, la coutume kabyle barbare serait restée inviolée. La jurisprudence serait négligeable qui a, nous l'avons vu, apporté quelque amélioration au statut successoral de la femme.

En transmettant la délibération du 13 février 1923 au Préfet d'Alger, le Sous-Préfet de Tizi-Ouzou a formulé l'appréciation suivante : « Le présent vœu ne peut, à mon avis, faire l'objet de mesures administratives quelconques sinon que de rechercher dans la modification des mœurs kabyles la solution de ces épineuses questions. C'est la politique que nous devons suivre en Kabylie avec d'autant plus d'accentuation et de constance que la population est plus susceptible par son intelligence de se rapprocher de notre civilisation. »

Cette manière de voir a été adoptée par le Préfet d'Alger (1) et le Gouverneur Général a fait siennes alors les conclusions du Préfet. « Il n'est pas davantage possible, a-t-il ajouté (2), d'agir en cette matière par voie législative ou réglementaire. Je considère qu'il convient de s'en remettre à nos tribunaux du soin d'obtenir par une évolution continue, mais prudente et modérée, l'adaptation progressive des coutumes kabyles aux principes d'ordre public et social, qui constituent la base essentielle de notre civilisation. »

L'action de la jurisprudence n'échappait donc pas à l'Administration supérieure. Elle y voyait justement le moyen de faire évoluer la coutume de façon définitive, et c'est-à-dire dans son propre cadre. Ne devait-on pas d'ailleurs signaler comme un événement l'arrêt du 18 novembre 1922 de la Chambre de révision musulmane ayant admis le divorce judiciaire au profit d'une femme kabyle qui avait été l'objet de mauvais traitements de la part de son mari?

(1) Lettre du 6 mars 1923 à M. le Gouverneur général.

(2) Lettre à M. le Préfet d'Alger, n° 8148 du 23 mai 1923.

Au mois de décembre 1923 cependant (1), une enquête générale fut faite dans les Communes de Kabylie sur la condition actuelle de la femme kabyle. Nous en avons donné précédemment et succinctement les résultats (2).

Le 17 avril 1924 (3) le Gouverneur Général, tout en reconnaissant l'attachement des Kabyles à leurs coutumes et en formulant l'avis au sujet de l'arrêt du 18 novembre 1922 « qu'il ne semblait pas que la solution admise par cet arrêt eût fait jurisprudence et qu'elle fût entrée dans les mœurs » (4), écrivait en ce qui concerne le statut successoral de la femme : « Mais en matière successorale, peut-être serait-il possible dès maintenant d'adoucir la rigueur de la coutume qui exhérède les femmes kabyles et de faire admettre ces dernières au bénéfice des successions dans la mesure où la législation coranique reconnaît des droits à la femme arabe. »

« Si cette réforme paraissait trop radicale, on pourrait,

(1) Lettre de M. le Gouverneur Général à M. le Préfet du 12 décembre 1923, n° 17.667.

(2) V. *supra*, pp. 40 et s., les lettres des Administrateurs, de janvier 1924.

(3) Lettre à M. le Préfet d'Alger, n° 6983.

(4) C'est ici le lieu de faire connaître et l'avis formulé en 1924 par l'Administrateur de Michelet dans la commune duquel habitent les époux divorcés, et l'épilogue de la décision de la Cour. — 1°) « Il est à mon avis certain, disait l'Administrateur de Michelet, que Lhocine naît Mohand se retranchera derrière la coutume pour exercer son ressentiment en laissant sa femme *tamâdouqt* tout au moins jusqu'au jour où il pourra obtenir le remboursement majoré de la dot versée, des mille francs de dommages-intérêts et des cent francs d'amende auxquels il a été condamné par Jugement du 26 avril 1922 du Tribunal correctionnel de Tizi-Ouzou. Aucun indigène d'ailleurs ne s'avisera — si ces conditions ne sont pas remplies — d'invoquer l'arrêt de la Cour d'Appel pour fouler aux pieds la coutume kabyle en demandant en mariage la nommée Aït Messaoud Ghenima : ce serait aller résolument à la mort. Aux yeux des Kabyles le lien conjugal n'a pas été rompu. » (Ce fut également l'avis des autres Administrateurs consultés et notamment de l'Administrateur de Fort-National qui sur la question adressa le 18 juillet 1923, n° 3685, une lettre spéciale au Préfet d'Alger). — 2°) Au cours de l'année 1924, eut lieu la réconciliation des époux divorcés par l'arrêt du 18 novembre 1922. Cette réconciliation s'est faite sur l'intervention, provoquée par l'époux, des marabouts et des notables auprès de la famille de son épouse et de celle-ci personnellement à qui il a fait des excuses. La femme a réintégré le domicile conjugal. Deux enfants sont nés par la suite : une fille le 25 septembre 1925 et un garçon le 23 janvier 1929 — c'est-à-dire près de quatre ans après —. La paix règne au sein du foyer depuis la reprise de la vie commune.

comme l'a suggéré un vœu du Conseil Général d'Alger, accorder aux femmes des droits successoraux sous cette réserve qu'ils ne porteraient que sur l'usufruit des biens, la nue propriété demeurant inaliénable et la part dévolue à une femme revenant, à la mort de celle-ci, en pleine propriété aux héritiers de l'auteur originaire. »

Toutefois pour s'assurer que cette réforme serait acceptée par la population, le Gouverneur Général envisageait une consultation préliminaire des djemâas qui serait faite par les Administrateurs en présence du Juge de Paix du canton, assisté de son Greffier et de son Interprète.

A ce sujet les avis des Administrateurs furent divers, mais presque tous ont exprimé la crainte d'une opposition systématique et irréductible de la part des assemblées de douar (1). Le Sous-Préfet de Tizi-Ouzou, tout en prévoyant que les membres des djemâas pratiqueraient une sorte d'obstruction par le silence, a estimé qu'il y avait cependant lieu de recourir à cette consultation dans laquelle il voit le seul moyen d'entrer en contact avec les populations intéressées. Il propose toutefois qu'elle ne soit pas demandée simultanément à toutes les assemblées de douar dans la même commune mais successivement pour écarter la possibilité d'ententes concertées en vue d'opposer un silence général (2).

Notre avis est conforme à celui de M. le Sous-Préfet de Tizi-Ouzou mais nous nous permettons d'exprimer le regret que l'on n'ait pas fait à cette occasion une distinction qui s'imposait : celle des djemâas de *douar*, djemâas de « droit », et des djemâas de *village*, djemâas de « fait ». Les premières sont souvent imprégnées de cet esprit de *çoff* qu'on déplore encore en Kabylie (3),

(1) L'Administrateur de Palestro écrit notamment le 14 mai 1924, n° 1911 : « Il est certain que les djemâas, en raison même de leur caractère que je viens d'indiquer, s'opposeront aux suggestions qui leur seront faites par l'Administration et je suis persuadé que cette consultation aura pour premier effet de consacrer une résistance aux idées de progrès social suivies par les autorités françaises et certains élus indigènes des régions kabyles ».

(2) Lettre du 22 juillet 1924, n° 28667, de M. le Préfet d'Alger à M. le Gouverneur Général.

(3) Nous avons personnellement en 1922 présidé, sur le marché de l'Arbâ des Ouassif, au renouvellement de la djemâa de Bouakkache. Deux

les secondes n'ont point disparu (1) et eussent pu, sous la ferme direction d'un chef de commune aimé et respecté ou d'un juge de paix pénétré des principes juridiques kabyles, donner à l'Administration française des directives précieuses et pleines de conséquences juridiques et sociales.

La consultation des djemâas n'eut pas lieu.

Quand il s'est agi cependant au sein de la Commission de 1925 de se prononcer, en premier lieu, sur la méthode de travail qui serait adoptée pour atteindre le but qu'elle se proposait, M. Norès fit remarquer qu'une question capitale devait être posée de prime abord, celle de savoir dans quelle mesure les vœux qui ont été présentés par MM. Roumane Belkacem et Ameur Tahar répondaient au sentiment des populations kabyles. Il estima qu'il y aurait un grand danger à envisager des réformes qui ne seraient pas franchement acceptées par la masse indigène et dont l'application provoquerait des résistances et des réactions plus ou moins avouées, et qu'il serait désirable que l'adhésion, tout au moins de l'élite des populations kabyles, fût réellement acquise (2).

listes étaient en présence : une pour chaque *coff*. L'élection s'est faite avec une attention, une scrupuleuse minutie qu'envieraient certains de nos bureaux de vote. Un semblant de désordre se produisit au dépouillement du scrutin — il s'agissait de plusieurs centaines de bulletins —. A la proclamation du résultat — une liste l'emportait sur l'autre de *quelques voix* seulement — nous subîmes des manifestations de doute. Le dépouillement fut repris sous le contrôle vigilant des représentants de chaque parti, mais la déception fut cruelle lorsqu'il fallut se livrer à l'évidence d'un premier calcul exact.

(1) Doit-on rappeler qu'en 1926, en infirmant le Jugement du Tribunal correctionnel de Tizi-Ouzou et en libérant l'amine de Tassaft Guerza (Fort-National mixte) de la peine de 8 jours de prison prononcée contre lui pour s'être substitué à la loi française et avoir puni un fait qui tombe sous le coup de la loi pénale, la Cour d'Appel d'Alger a été conduite par là même à reconnaître implicitement quelque valeur et quelque autorité à ces *vieux qanouns de village*? (V. Milliot, Les nouveaux qânoûns kabyles, Hespéris, 1926, 4^e trim., p. 365.) Doit-on rappeler la réconciliation en 1924 des époux divorcés judiciairement en 1922, après intervention des marabouts et des *notables des villages* respectifs des époux? N'est-il pas plus simple, en dernière analyse, de renvoyer *infra*, p. 65, à notre chapitre sur *La coutume d'Aït Sellane* pour noter les résultats remarquables obtenus par un Juge de Paix procédant spontanément à une enquête auprès d'une djemâa de *village*?

(2) Procès-verbal de la réunion du 12 mai 1925, *Revue des Et. isl.*, 1927, cah. I, p. 52. Les citations qui suivent se réfèrent à ce même procès-verbal.

M. Mirante, Directeur des Affaires Indigènes, traduisit en d'autres termes le même sentiment : « Il faudrait être bien certain avant d'entreprendre quoi que ce soit, que la majorité des Kabyles ne sera pas opposée à toute modification aux qanouns. On peut en effet craindre que l'on ne rencontre des résistances à ce sujet, résistances dues à l'esprit particulariste des Kabyles. »

M. Duchêne (1) estima « qu'il ne fallait pas procéder par des mesures brutales et immédiates, qu'il fallait se borner aux réformes qui ont été déjà implicitement agréées par les intéressés ; qu'il ne fallait pas par exemple essayer actuellement de modifier les coutumes concernant l'hérédité car on se heurterait, dans ce cas, à une opposition formelle. »

Quelle fut à cette première séance l'attitude des membres indigènes ?

M. Roumane Belkacem, délégué financier, exposa qu'avant de publier ses suggestions il s'était assuré que ses vues répondaient bien aux vœux de la majorité de ses coreligionnaires ; que les coutumes ont évolué par suite de la guerre et continueront à évoluer en raison de l'exode toujours croissant des ouvriers indigènes vers la métropole ; que les qanouns devront s'adapter aux circonstances, qu'il était nécessaire de secourir la femme matériellement et que l'on pouvait tenter un essai (*sic*) dans cet ordre d'idées.

M. Ameur Tahar, Conseiller Général, précisa qu'il fallait encourager l'évolution que l'on constate chaque jour dans le sens de la civilisation française, mais qu'il fallait seulement encourager cette évolution et non la faire dévier vers le droit musulman.

M. Hacène Ahmed, Interprète judiciaire, rappela que la situation de la femme se trouvait autrefois en quelque sorte sauvegardée par les *djemâas de village* ; il ajouta que de nos jours ce sont les tribunaux français qui appliquent les qanouns ; qu'ils ne peuvent mettre leurs décisions en harmonie parfaite avec les prescriptions des coutumes ; qu'il fallait donc adopter franchement la législation fran-

(1) L'auteur de *Thamilla*.

çaise pour trancher les difficultés qui pourraient être soulevées.

M. Cherchali, Cadi-notaire, déclara qu'il ne pouvait affirmer que la masse kabyle fût prête à accepter une réforme de ses qanouns si limitée fût-elle. Il exprima la crainte que MM. Roumane et Ameur Tahar qui appartiennent à une élite ne prissent trop leurs désirs pour des réalités. En matière de divorce notamment, les coutumes et les traditions se montrent, à son avis, plus fortes que la puissance publique.

En présence des avis divergents formulés, une sous-commission fut constituée sous la présidence de M. Duchêne.

Elle déterminerait d'abord les modifications qu'il serait opportun d'apporter aux coutumes kabyles et, ce premier point fixé, elle étudierait les mesures de tous ordres à prendre pour obtenir l'adhésion des intéressés.

Huit mois plus tard, le 19 janvier 1926, la Commission tint une seconde et dernière séance plénière.

Dans un rapport succinct mais remarquable, M. Duchêne, après avoir esquissé le caractère physique et moral du Kabyle et défini son *qanoun*, reconstitua tel qu'il se présentait aux environs de 1900 le « portrait juridique de la femme kabyle ».

Il fit connaître que sur plusieurs points ce portrait s'est depuis modifié.

« Certains de ses traits se sont adoucis. Des ombres se sont éclairées. Le contour en devient, à nos yeux, moins heurté, mieux d'aplomb, plus normal. »

Il développa sa pensée en précisant les progrès qui auraient été accomplis depuis 1903 : abolition en 1903 de la coutume de la veuve pendue à son mort ; suppression par la jurisprudence du principe de la répudiation avec rançon, institution du divorce judiciaire, désapprobation par les notables kabyles du mariage des impubères et enfin recours au *habous kabyle* par beaucoup de pères de famille, préoccupés du sort que leur mort réserverait à leurs filles au cas où elles se trouveraient veuves, répudiées ou dans le besoin.

Nous ne pouvons nier que la femme se présente déjà

en 1925 sous un aspect différent et moins misérable que celui de 1900. Nous comprenons que l'écrivain, le romancier, l'analyste sévère qu'est M. Duchêne ait eu la satisfaction de constater officiellement une amélioration sensible de la condition de la femme. De l'avis de tous une tendance très nette se manifeste de la part des « chefs de famille » au contact de la civilisation française à préserver davantage la femme, dans le cadre des qanouns.

Peut-on admettre toutefois que le Kabyle se sente à l'étroit dans ce cadre, que de lui-même il en veuille briser les bords, pour adopter sans réserve notre législation?

Nous avons dit plus haut ce que nous pensions de l'abolition de la coutume des Beni-Flik (1), de l'issue du procès engagé et gagné en 1922 par Aït-Messaoud Ghenima (2). Nous doutons qu'il ait été porté un coup mortel au mariage des impubères (3) et à la répudiation avec rançon (4).

Longue, bien longue sera l'étape. Mais la France ne pouvait rester muette aux doléances sincères et éloquentes

(1) V. *supra*, p. 40.

(2) V. *supra*, p. 55. Au surplus nous pourrions poser en principe que lorsque la famille du mari est puissante et influente, la femme qui a obtenu le divorce ne se remarie qu'avec le consentement de son ex-époux ou de la famille de ce dernier; sinon la question de *horma* intervient et provoque un trouble : nous voulons parler particulièrement du meurtre du second mari ou du *ouali* de la femme remariée.

(3) La loi du 2 mai 1930 sera rigoureusement appliquée. Aucun mariage ne sera inscrit de femme ayant moins de 15 ans. Mais, — si nos renseignements sont exacts — des mariages seront quand même contractés par des filles de moins de 15 ans — sinon impubères — et peut-être sous le couvert de ces registres qui existent dans certains douars sous le nom de « registres de fiançailles ».

(4) Citons un cas entre de nombreux autres. Au début du mois de mai 1931, c'est-à-dire quelques jours avant la promulgation du Décret réglementant la répudiation et interdisant la *rançon*, le nommé Hachoud (Arab), résidant à Montreuil-sous-Bois, originaire de Soumeur, douar Itourar (Djurdjura mixte), a répudié (nous allions dire revendu) sa femme Ould Amar Zohra, restée à Soumeur, moyennant le paiement de huit mille francs : il en avait versé mille à la conclusion du mariage. Les huit mille francs ont été payés à Hachoud par le nouveau mari Belkacemi Arab, du village de Tirourda, douar Illiltan (même commune). Belkacemi eut l'autorisation de son oncle et les parents de Hachoud ont assisté à Paris au prononcé du divorce et au versement concomitant. De Paris, Belkacemi a avisé par écrit l'oncle de Ould Amar Zohra de cette double opération. Devons-nous ajouter que Hachoud est marié à une Française avec qui il habite à Montreuil-sous-Bois et que cette situation n'est certainement pas de mai 1931 puisque le ménage a déjà trois enfants !

des représentants élus des populations kabyles qui se portent forts de l'adhésion unanime de leurs mandants.

Que faudrait-il, conclut M. Duchêne, pour réaliser le progrès « qui est sur le point de s'accomplir, pour le situer en clarté et en précision dans les esprits, pour l'établir dans les mœurs »?

Nous ne retiendrons que la réponse relative à la question qui nous préoccupe :

« S'inspirant de la coutume du *hobbous*, créer un droit particulier de la femme en usufruit sur la succession de son père, de son grand-père ou de son mari, *au cas où elle se trouverait dans le besoin* et avec la garantie d'une clause d'inaliénabilité (1). »

Nous verrons dans un chapitre spécial consacré au titre II du Décret du 19 mai 1931, dans quelle mesure le principe énoncé plus haut a été respecté par le rédacteur du projet du dit Décret, projet dont le texte fut, à peu de chose près, adopté intégralement par la Commission.

La Commission interministérielle

Cependant que la Commission de 1925 rassemblait des éléments d'appréciation, enregistrait les avis de principe formulés par ses différents membres pour discuter et adopter article par article les projets de loi et de décret qui allaient lui être soumis, à Paris une autre Commission, la Commission interministérielle des Affaires musulmanes, était sollicitée de faire connaître aussi son sentiment. Nous lui devons un rapport de M. Maunier (2) où la situation de la femme est brossée avec une netteté et une précision qui dévoilent le souci de ne rien affirmer qui n'ait été l'objet d'un examen approfondi.

M. Maunier a vu la femme kabyle dans sa vie de tra-

(1) Il y a lieu de rapprocher ce vœu de celui que M. Roumane a émis le 13 février 1923, et de la proposition suivante qu'il a faite à la Commission le 12 mai 1925 : « Assurer à la femme, veuve, répudiée ou abandonnée, les *moyens d'existence nécessaires pour lui permettre de vivre décemment, soit* en lui donnant une part d'usufruit sur les biens de son mari, *soit* en la faisant participer à la succession paternelle. » On retrouve là la même obligation *alternative* et la même condition *suspensive*.

(2) Maunier. La femme en Kabylie, *Mélanges*, p. 109.

vail, dans sa vie de société. « Les deux sexes vivent à part : les femmes sont « séparées » des hommes ; elles sont aussi « subordonnées » dans la maison que dans la cité, et c'est peut-être dans les « lois » que se marque encore le mieux leur subordination ; elles sont en état de minorité perpétuelle ; leur mariage est comme une vente ; commettre l'adultère pour elles c'est aller résolument à la mort ; le divorce de leur chef est interdit. Cependant les Kabyles s'enrichissent à vue d'œil et c'est là un changement qui profite amplement à la femme. Voilà un tableau en raccourci qu'à quelques traits près nous connaissons déjà ; aussi tenons-nous à ne citer particulièrement que quelques phrases propres à éclairer davantage certains points de notre sujet :

« La femme, par les qanouns, est exclue de l'hérédité ; elle a pour seul droit celui de l'entretien, ainsi que de rester jusqu'à sa mort dans la maison de son mari. Tempérament qu'on peut juger insuffisant mais qui indique la nature vraie de l'exclusion des femmes dans les successions. Elle tient moins à leur mépris qu'au sentiment très accusé de la famille et de la parenté. Au pays de Moab, le fils qui quitte la maison est lui-même déshérité. C'est là qu'est le motif réel de l'exhérédation. »

.

« Plusieurs qanouns confèrent à la femme un droit d'usufruit sur une part des biens de son parent défunt, même en l'absence de tout testament..... Par l'usage du ouakf on étend l'usufruit à tous les biens mais on ne fait ni ne veut faire que la femme ait un droit d'hérédité proprement dit portant sur la propriété et la disposition des biens du père ou du mari. Cela serait contraire à l'esprit familial des Kabyles..... »

.

« En Kabylie « coutume passe loi ». Maints usages essentiels ne sont point dans les qanouns. C'est là ce qu'on ne doit point oublier et qui rendrait, semble-t-il, malaisée une réforme de pur droit écrit. En Kabylie, plus que partout ailleurs, il faut changer les mœurs avant que de changer les lois ; tout au moins le faut-il en même temps. Une

action d'ordre moral doit s'exercer, à quoi les règlements ne sauraient suppléer. »

.
Nous terminerons nos citations par cette phrase qui nous paraît renfermer quelque puissance divinatoire :

« Les femmes n'ont point trop protesté jusqu'à présent. La Kabylie n'a point ses révoltées, ni même ses désenchantées, mais plutôt ses résignées. Elle aura, demain, ses émancipées. » (1)

(1) La Commission interministérielle, dans son procès-verbal du 19 février 1926, recommande instamment au Gouvernement l'adoption et la mise en vigueur le plus tôt possible des réformes proposées par la Commission d'Alger; elle constate que ces réformes ouvrent la porte à des progrès futurs et estime que l'attention du Gouvernement doit rester éveillée sur les nouveaux progrès à faciliter (extension des cas de divorce, garantie de la libre disposition des biens acquis par le travail, instruction pratique...)

LA COUTUME D'AÏT SELLANE

Nous avons rapidement et successivement examiné les différentes opinions exprimées sur la condition de la femme kabyle — et plus spécialement sur son statut successoral — par les autorités administratives, les jurisconsultes et les sociologues, et par les élus des populations kabyles.

Il nous reste, à défaut d'une consultation générale des chefs de famille kabyles, des notables de chaque village, à donner connaissance d'un ensemble de règles auxquelles sont soumises en matière successorale depuis près de deux siècles quelques centaines de Kabyles dans un village situé au centre même du Djurdjura, dans le village Aït-Sellane du douar Abi-Youcef.

Le sentiment de la famille et de la parenté y est respecté ; les femmes ne sont jamais dans le besoin ; l'héritage où toujours les femmes ont une part et non la moindre ne peut être dilapidé par les aceb ; la scission traditionnelle de la famille maritale et de la famille paternelle subsiste cependant.

La coutume d'Aït-Sellane comparée à celle des autres villages nous apparaît comme une perle au milieu d'un *tabzimt*.

Comment de ce chef-d'œuvre la Commission n'a-t-elle pu s'inspirer ? Comme beaucoup d'autres, hélas ! ce qanoun n'avait pas vu le jour en 1925. Il nous a été rapporté pour la première fois le 30 octobre 1931 par un magistrat (1) que la conscience professionnelle a conduit à faire spontanément auprès de l'amine et des notables d'Aït-Sellane une enquête approfondie (1).

Il faut avant toute chose poser en principes que :

1° La famille paternelle et la famille maritale sont

(1) *Le Kanoun d'Aït Sellane*, par M. Edouard Ponset, Docteur en droit, Juge de Paix à Michelet. (*Presse libre*, Alger, 30 octobre 1931).

Nous avons été heureux de pouvoir puiser dans cet article les éléments qui manquaient à notre documentation.

deux familles distinctes dans lesquelles la femme ne peut cumulativement prétendre à succession ;

2° Les biens sont *conservés* dans la famille paternelle pour pourvoir aux *besoins* de la femme, soit qu'elle continue à vivre au foyer paternel, soit que par veuvage, répudiation ou insurrection, elle soit dans l'obligation de quitter le domicile conjugal pour réintégrer la maison paternelle.

Cela étant admis, une triple distinction est à faire dans la détermination des droits successoraux de la femme au décès d'un homme.

Ces droits sont différents, en effet, selon que :

a) Le *de cujus* a laissé des descendants mâles ;

b) Le *de cujus* a laissé des ascendants mâles et pas de descendants mâles ;

c) Le *de cujus* n'a laissé que des collatéraux mâles par les mâles.

a) *En présence de descendants mâles,*

Chacune des femmes — mère veuve, veuves, filles, sœurs (1) — vivant dans la maison du défunt, a droit à une part égale à celle d'un descendant mâle.

b) *En présence d'ascendants mâles par les mâles,*

L'ascendant le plus proche en degré, père, grand-père, aïeul, recueille l'intégralité de la succession à charge de subvenir aux besoins des femmes vivant sous le même toit que lui.

c) *En présence seulement de collatéraux mâles par les mâles,*

La jouissance de l'intégralité de la succession est attribuée aux femmes vivant dans la maison du défunt. Les aceb n'ont, selon la règle générale, qu'une vocation éventuelle à la succession, le plus proche en degré excluant le plus éloigné.

(1) Les sœurs n'auraient de droit qu'à défaut de veuves et de filles. Elles auraient alors les mêmes droits que les filles, mais en présence de frères elles se trouveraient dans une situation analogue à celle envisagée dans le premier cas (notre cas a). Nous pensons, puisque en somme il n'est attribué aux femmes que des droits de jouissance, d'entretien et d'habitation, que les sœurs participent, en toute hypothèse, au partage de jouissance sans que cependant leurs droits soient en quotité égaux à ceux des filles.

Dans les trois cas, les femmes n'ont pas de droits en pleine propriété (1). Elles n'ont que des droits de jouissance, d'entretien, d'habitation.

Droit de jouissance qui leur confère celui d'user de la chose et d'en recevoir des fruits. Elles jouissent des droits de servitude, de passage et généralement de tous les droits d'usage dont peuvent jouir leurs parents mâles (2). Elles ont droit aux fruits naturels mais ne les perçoivent ordinairement que par un gérant. Elles habitent ensemble dans la maison du défunt et sont entretenues sur les biens de la succession.

En règle générale, elles vivent dans l'indivision. La gérance de l'ensemble de la succession est confiée selon le cas au descendant majeur, à un ascendant ou à un collatéral.

Les descendants et ascendants peuvent en cours de gérance vendre, de leur propre autorité, une partie des biens de la succession *si la nécessité les y oblige*, à charge d'en employer le produit au profit de la communauté.

Ce droit de vente appartient aussi, mais sous certaines réserves, aux femmes jouissant seules des immeubles de la succession.

Les collatéraux, héritiers éventuels, n'ont aucun droit de vendre ; ils ont au contraire, plus que tout autre gérant, une obligation de surveillance en vue de la *conservation* des biens. Nous verrons en quoi consiste cette « obligation de surveillance ».

Les femmes peuvent être amenées à jouir exclusivement d'une partie des immeubles de la succession dans un cas autre que celui où elles se trouvent en présence de seuls collatéraux.

Lorsque, habitant sous le même toit que les descendants mariés du défunt, elles ne peuvent vivre en bonne intelligence avec les épouses de leurs fils, frères ou neveux, elles sont libres de vivre séparément : les héritiers mâles

(1) Nous verrons cependant que la femme a plus de droits qu'une simple usufruitière et que, si elle n'a pas l'entière disposition de ses biens, elle peut néanmoins, sous certaines conditions, en provoquer la vente.

(2) Cf. art. 597 du Code civil et Han. et Let., II, 244.

gérants sont alors tenus de les entretenir à moins qu'ils ne préfèrent recourir à un *partage*, par parts égales et sans distinction de sexe. Ce partage peut d'ailleurs avoir lieu aussi bien à la requête des femmes lorsque les gérants se révèlent prodigues ou ne satisfont point à leur obligation d'entretien.

Mais on devine alors l'existence d'une autorité suprême, décidant en dernier ressort : la *djemâa du village*. Si la femme, en effet, semble soumise à un tuteur légal en la personne de son gérant, elle a heureusement recours, le cas échéant, à la *djemâa* qui remplit tout à la fois les fonctions de subrogé tuteur, de conseil de famille et de tribunal.

A-t-elle à se plaindre de la prodigalité ou de la négligence de son gérant, c'est devant la *djemâa* qu'elle porte ses doléances. — Si le gérant est un descendant, elle pourra provoquer un partage de propriété, libre ensuite ou de gérer elle-même ou de s'en remettre à un autre gérant de son choix, un proche parent presque toujours. — Si le gérant est un ascendant elle demandera à la *djemâa* d'agir par influence (1). — Si le gérant est un collatéral, elle sera en droit de demander sa destitution en faisant accepter un nouveau mandataire.

Toute vente d'immeuble est susceptible d'être soumise au contrôle ou à l'autorisation de la *djemâa*. — Contrôle lorsque la vente semble avoir été conclue au mépris des droits des femmes par un gérant de la première ou de la seconde catégorie, ce contrôle s'effectuant dans les formes ci-dessus précisées ; contrôle aussi de la garde et de l'emploi du prix de la vente conclue après autorisation. — Autorisation lorsque parmi les héritiers se trouve un fils mineur ou lorsque les femmes ayant la jouissance exclusive d'immeubles veulent procéder à l'aliénation de l'un de leurs immeubles pour assurer leurs moyens d'existence.

Dans la dernière hypothèse des pourparlers peuvent avoir été engagés, une promesse exister : la vente ne sera parfaite que lorsque la *djemâa* aura donné son autorisation.

(1) Autrefois la femme pouvait obtenir dans ce cas l'allocation d'une rente annuelle de quinze réaux (37 fr. 50).

Elle entendra les parties, décidera de la nécessité, désignera pour être vendue telle ou telle parcelle de terre ou telle maison et fixera le prix (1). Le proche parent assiste toujours à la vente à laquelle on procède aux enchères publiques. Il a d'ailleurs un droit de préemption (2). Mais qu'il soit ou non acquéreur il conserve par devers lui la somme représentant le prix de vente, à charge par lui de l'employer à l'entretien des venderesses sous le contrôle de la djemâa. S'il n'offre pas toute garantie d'honorabilité la somme est confiée à un notable spécialement désigné par la djemâa. En tout cas, parent ou notable, le mandataire est dans l'obligation de rendre compte de l'emploi des fonds à la djemâa qui, saisie d'une nouvelle requête, peut lorsque la somme est épuisée autoriser une nouvelle vente.

Il n'en est pas de même quand il s'agit de vente d'immeuble par un fils majeur vivant dans l'indivision avec son frère mineur. Dans ce cas, si l'autorisation est donnée par la djemâa, la somme est versée au fils majeur qui l'emploie comme toutes autres sommes en n'ayant à rendre compte à la djemâa que des plaintes que ses parentes auraient à formuler contre lui.

L'autorisation donnée par la djemâa n'est pas un simple entérinement ; après enquête la djemâa peut refuser son autorisation. Cela se produit notamment, à de rares exceptions, lorsqu'il s'agit de la vente de la maison du *de cujus*, dernier asile où les femmes puissent exercer leur droit d'habitation et dernier vestige du patrimoine familial que s'efforce de conserver intact la djemâa par sa propre autorité ou par une sorte de délégation aux gérants. Si cette autorisation était d'ailleurs sollicitée, ce serait l'indice d'une situation misérable et les proches parents se feraient un point d'honneur de subvenir aux besoins des nécessiteuses.

Rien de la famille paternelle, disions-nous, ne doit être

(1) Le prix fixé après délibération ne ferait que confirmer l'évaluation donnée par le serment : « Je jure que je vendrais ou achèterais à tel prix. »

(2) Cf. le droit de *chefda* (Han. et Let., II, 402).

emporté dans la famille maritale. Le droit de jouissance des biens de la succession, le droit d'entretien sur ces biens au profit des femmes, est subordonné à leur habitation *au domicile du défunt*.

La veuve qui se remarie ne revient généralement pas dans sa première famille maritale (1). Elle perd en conséquence d'une façon définitive tous ses droits dans la succession de son premier mari, et ces droits, par parts égales, accroissent aux autres héritiers.

La fille ou la sœur qui se marie perd provisoirement ses droits successoraux. Ils accroissent aux héritiers par parts égales, mais ils sont *conservés* — autant que le permettent les besoins d'existence des femmes restées au domicile paternel — pour le cas où un veuvage, une répudiation, une insurrection obligerait la femme à revenir prendre sa place au domicile paternel.

L'obligation de *surveiller les biens conservés* ou *d'assurer la conservation* de biens sur lesquels portent des droits successoraux de femmes non présentes incombe au gérant et l'on conçoit que cette obligation pèse davantage sur un collatéral qui n'a pas comme le descendant ou l'ascendant un droit actuel dans la succession. Le descendant ou l'ascendant au profit de qui joue le droit d'accroissement peuvent, quand la nécessité les y oblige, vendre un des immeubles de la succession sous le seul contrôle de la djemâa. Le collatéral ne trouve intérêt à la *conservation* des biens que dans sa vocation éventuelle à l'intégralité de la succession ; encore n'est-il pas en droit de s'opposer à une vente d'immeuble lorsque les femmes restant au domicile du défunt se trouvent dans le besoin, cette situation ayant au préalable été constatée et la vente autorisée par la djemâa. Il ne peut alors que participer à l'enquête faite par la djemâa, se rendre acquéreur de l'immeuble ou employer fidèlement le prix de vente qui lui est versé en sa qualité de mandataire spécial. Recueillerait-il toute la succession en l'absence provisoire de femmes au domicile paternel qu'il serait encore dans l'obligation de *conserver* les biens des femmes susceptibles d'exercer leur droit de retour.

(1) Ce cas peut toutefois se produire (v. *supra*, p. 39), et nous pensons qu'elle retrouve alors tous ses droits provisoirement perdus.

La femme mariée trouve dans la famille de son mari les moyens d'existence qu'elle perd en quittant le domicile paternel. Signalons cependant qu'en plus de la garantie de *conservation* de ses biens de succession, elle bénéficie de la remise de cadeaux par son proche parent, au cours de visites que celui-ci est tenu de lui faire les jours de fête.

Nous terminerons notre exposé par la disposition suivante, au sujet de la succession des femmes : la part de la femme qui vient de décéder accroît aux héritiers qui lui survivent dans la même proportion entre tous.



Comment est apparu ce joyau parmi les institutions kabyles? Quelle fut la raison déterminante d'une pareille organisation judiciaire, de l'adoption de semblables dispositions qui ont comme assises la sauvegarde du patrimoine familial et la garantie, en faveur de la femme, de moyens d'existence correspondant à sa situation sociale?

Il y a plus d'un siècle, à une époque certainement postérieure à celle qui a connu la fameuse décision universelle d'exhérer les femmes, un chef de famille puissant et riche du village d'Aït-Sellane décéda à la survivance de deux sœurs âgées et de trois frères.

Les trois frères d'un commun accord résolurent de s'emparer de la totalité de la succession et négligèrent d'assurer la subsistance de leurs sœurs qui furent dans l'obligation de se livrer à la mendicité.

Le sort conduisit ces femmes au village d'Aarous des Aït Oumalou, confédération des Aït Iraten, peuplé uniquement de marabouts. Cette *zaouïa* entretenait une *mâmera* (1) où les deux femmes furent admises comme servantes.

Quelques années passèrent. Les femmes vieillirent ; Aït-Sellane oublia jusqu'à leur existence.

Cependant la *zaouïa* d'Aarous devait à son saint patron la réputation de guérir les infirmes et d'accueillir et

(1) Collège d'enseignement. V. Han. et Let., II, 86.

d'héberger convenablement les voyageurs qui venaient la visiter (1).

A l'occasion d'une *zerda* (2) coutumière, quelques pèlerins se rendirent d'Aït-Sellane à Aarous. Parmi eux se trouvait un homme âgé, célèbre par sa piété (3). Pour faire ses ablutions il se rendit à la fontaine de la zaouïa assez proche du lieu de la fête. Il trouva là deux vieilles femmes en haillons qui venaient puiser de l'eau pour les besoins de la mâmera. Il eut la douloureuse surprise de reconnaître en ces loques humaines les sœurs du notable d'Aït Sellane décédé depuis quelques années.

Il les interrogea et apprit leur misérable condition : il fut profondément troublé dans son âme de croyant et dans son honneur de membre d'Aït Sellane. Après le départ des femmes il fit ses ablutions, rendit grâces à Dieu et revint auprès de ses compagnons à qui il fit part de sa rencontre. Tous, gravement affligés, s'abstinrent de prendre part au repas commun. Les marabouts — croyant avoir manqué aux règles de l'hospitalité — s'enquirent du motif de cette attitude et tout leur fut par la suite raconté.

Le lendemain, les pèlerins d'Aït-Sellane rejoignirent leur village en compagnie de quelques marabouts d'Aarous et des deux femmes. Une réunion de la djemâa fut aussitôt provoquée. Après un éloquent appel des pèlerins, après une intervention pressante des marabouts, après la proclamation publique des frères des deux femmes qu'ils entendaient effacer le souvenir de leur geste égoïste et subvenir dorénavant aux besoins de leurs sœurs, l'assemblée du village admit ce principe que nous avons énoncé plus haut de la *conservation des biens de succession*.

Le temps fit ensuite son œuvre pour les détails d'application.

Depuis ce grand jour, dès qu'il s'élève un différend de quelque importance entre des habitants d'Aït-Sellane, c'est aux marabouts d'Aarous qu'on demande d'intercéder ; chaque année, pour manifester leur reconnaissance,

(1) La zaouïa d'Aarous est une des zaouïas (Han. et Let., II, 88) qui exercent l'hospitalité et reçoivent des offrandes de pèlerins.

(2) Fête religieuse privée.

(3) Il s'agirait de Naït Youssef Hocine, amine à cette époque.

les habitants d'Aït-Sellane vont en pèlerinage à Aarous et font don d'un bœuf à la zaouïa.

Remarque singulière cependant : les femmes d'Aarous n'ont pas bénéficié de l'amélioration apportée à la situation des femmes d'Aït-Sellane. Elles n'ont — comme dans la plupart des autres villages kabyles — qu'un droit de jouissance et d'entretien sur le tiers de la succession (1) et (2).

*
*
*

Deux mots sont à dire pour terminer, quoique dans un chapitre réservé à Aït-Sellane, sur deux coutumes

(1) On ne sait pas grand chose sur l'origine des marabouts d'Aarous. La ferme résolution de maintenir à la femme la situation qui résultait de la décision de 1748 laisse supposer qu'ils sont — comme le plus grand nombre — des Kabyles devenus marabouts. Leur zaouïa porte cependant un nom arabe *aarous* signifie escargot en arabe), et dans leur mâmera le droit fut enseigné vers 1640 par un Turc, l'aïeul des Aït-Ameur, marabouts de Tamazirt (Han. et Let., II, 92).

D'ailleurs, en règle générale, dans les tribus maraboutiques, la femme n'hérite pas *ab intestat* selon la loi musulmane, mais selon les coutumes kabyles. Nous donnons en annexe (p. 149) un qanoun, celui de la tribu maraboutique de Sidi Ahmed Aâchchabou, où les dispositions à ce sujet sont formelles.

(2) Il est curieux de rapprocher la décision d'Aït-Sellane de deux autres faits dont l'importance, pour le second surtout, ne saurait être méconnue. Un siècle environ après l'intervention des marabouts d'Aarous auprès de la djemâa d'Aït-Sellane, un marabout sage et influent, Cheikh el Mahdi, de Taddart Bouadda, appartenant à cette même tribu des Aït Oumalou, « tenta, au retour d'un pèlerinage à la Mecque, de ramener les gens de cette tribu au respect des prescriptions coraniques, et particulièrement d'obtenir qu'on accorde aux femmes un droit d'héritage *ab intestat* ». Sa proposition fut sévèrement interprétée puis refusée. Il dut s'exiler et mourut peu après à la Mecque, dit-on (B. Luc, Le droit kabyle, p. 118).

Plus heureux avait été auparavant à une époque où la décision de 1748, rapidement connue et adoptée, avait trop vite aussi créé des situations misérables, plus heureux avait été un marabout de la tribu des Beni-Ourtilane (actuellement tribu de la Commune mixte du Guergour), le nommé Sidi El Hocine El Ouartilani. C'était un marabout savant, puissant et vénéré. Sur sa seule intervention la Petite Kabylie aurait aboli la décision de 1748 qu'elle avait cependant reconnue aussi. Depuis, en Petite Kabylie, les femmes héritent conformément à la loi musulmane. (Nous devons ces renseignements à M. Benkeddache Si Idir, Caïd du douar Abi-Youcef, Djurdjura mixte.) On nous assure toutefois qu'en Petite Kabylie la scission existe toujours entre la famille maritale et la famille paternelle. La femme jamais ne réclame sa part d'héritage dans sa famille maritale. (Renseignements de M. Ladjouzi, Cadi-Notaire à Palestro, originaire de la Petite Kabylie.)

kabyles qui paraissent moins intransigeantes que l'ensemble des autres en ce qui concerne le statut successoral de la femme.

Dans le village de Bou Hinnoun de la tribu des Aït Mahmoud (1) les filles ont une vocation héréditaire à la succession de leur père. Leurs droits sont alors fixés conformément aux prescriptions de la loi musulmane mais elles ne viennent qu'*immédiatement avant le village et à défaut de parents au degré successible*. Encore pour pouvoir prétendre à ces droits doivent-elles se marier dans le village : elles n'ont droit à rien si elles se marient hors du village (2). Mais c'est là, semble-t-il, une disposition beaucoup plus en faveur du village que de la femme. D'ailleurs, les autres dispositions du qanoun de Bou Hinnoun ne sont guère plus favorables à la femme.

Dans le douar Aït Djennad Lebh'ar (3) les femmes ont droit à l'entretien sur les biens de leur mari, si leur père ne possède absolument rien. Ce qui laisse supposer que même si la veuve sans enfants quitte le domicile conjugal pour aller habiter dans la maison de son père, seul bien qui subsiste du patrimoine familial, elle a droit, étant dans le besoin, de demander à la famille de son mari des moyens d'existence. Ce serait peut-être là une des rares exceptions au principe de la distinction des familles paternelle et maritale, encore qu'il ne s'agisse que d'un droit d'entretien (4). On voit même plus souvent la veuve n'ayant eu que des filles vivre au foyer paternel alors que ses filles

(1) V. Ann., p. 143, et Han. et Let., III, 434. Bou Hinnoun est actuellement dans le douar Beni-Zmenzer, Commune de plein exercice de Tizi-Ouzou.

(2) Sous les mêmes réserves, les mêmes droits seraient reconnus à la femme dans la succession de ses enfants et de son mari. Elle disposerait alors de sa part comme bon lui semblerait. (Renseignements de M. Ladjouzi, anciennement suppléant du Cadi-Notaire de Tizi-Ouzou).

(3) Ann., p. 147, art. 1^{er}.

(4) Ce n'est d'ailleurs qu'une interprétation personnelle et cette exception ne serait même pas à signaler si l'on traduisait la clause ainsi que l'on fait MM. Han. et Let. (V. Ann., p. 146), pour la tribu des Aït el Ader de la même confédération des Aït Djennad en précisant ainsi la pensée du rédacteur : les femmes n'ont droit, en toute hypothèse, à l'entretien sur les biens de leur mari que *lorsqu'elles ont des enfants* (car dans ce cas elles vivent généralement au domicile conjugal).

sont entretenues sur la succession maritale, au sein de leur propre foyer paternel par conséquent (1).

Nous avons tenu à rapprocher de la coutume d'Aït-Sellane ces deux clauses particulières parce qu'elles traduisent également et plus nettement que d'autres sans doute le souci d'assurer aux femmes un recours en cas de besoin. Elles ne font, au surplus, que confirmer les principes qui ont présidé à l'élaboration de la coutume précitée, remarquable en toutes ses dispositions.

(1) V. qanoun des Flisset Lebh'ar (Ann., p. 147, art. 7) et qanoun des Aït Aïssa ou Mimoun (Ann., p. 145, art. 12).

LE DÉCRET DU 19 MAI 1931

L'Algérie, doit-on le rappeler, est soumise au régime des décrets. Ce principe posé par l'article 4 de l'Ordonnance du 22 juillet 1834 est toujours en vigueur (1). On ne tarda pas cependant, après l'occupation de la Kabylie, à se rendre à l'évidence qu'il fallait, tout en respectant le principe ci-dessus, légiférer dans cette partie de l'Algérie par des textes spéciaux mieux adaptés à son organisation politique, administrative et judiciaire.

C'est ainsi qu'après l'insurrection de 1871 de nombreux décrets furent promulgués qui eurent en vue une nouvelle organisation administrative et judiciaire de la Kabylie (2), empruntant parfois certaines de leurs dispositions aux décrets déjà existants en matière musulmane, disons pour plus de précision en matière arabe (3).

Le Parlement n'est intervenu que rarement en matière kabyle. On verra toutefois dans le préambule du Décret que nous étudions une loi concernant une question en apparence sans importance : la déclaration des fiançailles et l'âge du mariage des Kabyles (4). C'est que cette loi du 2 mai 1930 complète et étend la loi du 23 mars 1882 sur la constitution de l'état civil des musulmans en Algérie, et l'on sait que le Chef de l'Etat perd, en principe, le droit de modifier par décrets les questions algériennes déjà tranchées par une loi (5).

De cette dualité de législation en pays arabe et en pays kabyle peuvent naître parfois des divergences fâcheuses

(1) Cette ordonnance a été prise en exécution de l'art. 25 de la loi du 24 avril 1833, ce qui détruit l'objection que, par ordonnance, le pouvoir exécutif se déléguerait à lui-même le droit de légiférer. V. Girault, III, p. 214. Milliot, Cours, p. 9 et suiv.

(2) V. en ann., p. 16, la liste des Décrets pris successivement depuis 1873.

(3) V. notam. Décrets du 13 décembre 1866 et du 17 avril 1889.

(4) Cette loi n'a d'ailleurs pas sa raison d'être dans le préambule du Décret du 19 mai 1931.

(5) Girault, III, p. 217; Milliot, Cours, p. 29; Larcher, I, p. 203.

entre des dispositions relatives à une même matière (1). Il y a en tout cas nécessité d'interpréter les textes souvent, et difficulté parfois de délimiter avec précision le domaine d'application de ceux qui sont spécialement édictés pour la Kabylie (2).

*
* *

Les Décrets du 29 août 1874 et du 1^{er} août 1902 qui ont le premier organisé la justice française, le second régleménté l'exercice de la tutelle, sont en vigueur tous deux dans la Kabylie tout entière et il semble qu'il en doive être de même pour le Décret du 19 mai 1931 (3).

C'est bien ainsi d'ailleurs qu'il faut entendre la portée du Titre I de ce Décret dans ses articles 1 et 2 relatifs au divorce et à la répudiation.

Mais le Titre II qui traite des « droits successoraux de la femme » précise qu'il ne s'applique qu'à la *Grande Kabylie*.

Qu'entend-on par *Grande Kabylie*? Et quel est le domaine d'application du Titre II du Décret du 19 mai 1931?

Dans les différents textes législatifs mis en vigueur en Kabylie il est extrêmement rare de trouver expressément formulée la division très nette de cette région en deux parties que l'on est convenu d'appeler : Grande et Petite Kabylie. Si cette division ne se justifie pas toujours par l'étendue des communes ou par le dénombrement de la population, n'a-t-elle pas au moins son origine dans une délimitation précisée dans un acte administratif ou judiciaire ?

On a coutume d'écrire (4) et l'on admet communément

(1) Il y a lieu de noter particulièrement des divergences entre la loi du 2 mai 1930 citée dans le texte et celle du 2 avril de la même année portant aussi modification de la loi du 23 mars 1882 : différence de pénalité pour défaut d'observation des prescriptions d'état civil en matière d'actes de mariage d'une part, d'actes de fiançailles d'autre part; différence des mesures prises pour le mari et pour la femme ou son représentant; limitation implicite de l'application en ce qui concerne les Kabyles électeurs

(2) Ann., pp. 161 et suiv.

(3) V. Ann., p. 167, la transcription intégrale de ce Décret.

(4) V. notam. Hacoun, *op. cit.*, p. 29.

que la Grande Kabylie se confond avec l'arrondissement de Tizi-Ouzou.

Il n'y a pas, à la vérité, superposition parfaite. Il est plus exact de dire — on le verra d'après le rapide examen de textes qui va suivre — que *la Grande Kabylie a été confondue par le législateur avec la Kabylie du département d'Alger.*

L'Arrêté du 11 septembre 1871 (confirmé par Décret du 20 février 1873), en organisant la *Grande Kabylie* en circonscriptions cantonales, y a compris celles de Dellys, Tizi-Ouzou, Drâ-el-Mizan, les Issers (Bordj Ménaïel) et Fort National.

Le Décret du 11 septembre 1873 a créé l'arrondissement de Dellys et le cercle spécial de Fort National, en groupant les circonscriptions cantonales précitées *dans la Kabylie du Département d'Alger.*

L'arrondissement judiciaire de Tizi-Ouzou dans lequel fut ensuite placé le territoire de l'arrondissement de Dellys et du cercle spécial de Fort National (1^{er} Décret du 23 avril 1874, art. 1^{er}) semble donc avoir eu originairement les mêmes limites que la Grande Kabylie. Mais ce 1^{er} Décret de 1874 ajouta dans le ressort du Tribunal de première instance de Tizi-Ouzou les *circonscriptions cantonales de Bordj-Bouïra et de Beni-Mansour* et le second Décret du 23 avril 1874 créant des justices de Paix en Kabylie ainsi que le Décret du 29 août 1874 donnent à entendre qu'ainsi déterminé l'arrondissement judiciaire de Tizi-Ouzou était ce que l'on entendait par *Kabylie du Département d'Alger*, et c'est-à-dire par *Grande Kabylie.*

Par le Décret du 25 mars 1879, art. 9, la tribu des Beni-Khalfoun fut distraite du canton de Ménerville et rattachée à celui de Bordj Ménaïel, arrondissement de Tizi-Ouzou. Ce Décret de 1879 fut toutefois à l'origine de la désorganisation de l'arrondissement de Tizi-Ouzou. Il créa la justice de paix de Bouïra ressortissant au Tribunal d'Alger et comprenant les centres de Bouïra et de Beni-Mansour, les douars de Sidi-Zouika, Sidi-Khalifa, Aïn-Tiziret et Oued-el-Berdi. Le 7 janvier 1883 ces 4 douars furent rattachés à la justice de paix d'Aïn-Bessem, arrondissement d'Alger, et le 4 juin 1885 fut créée à Palestro une

justice de paix qui comprit dans son ressort la tribu des Beni-Khalfoun et certains centres et douars qui, primitivement dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou, avaient pour la plupart été provisoirement rattachés au canton de Ménerville.

Voilà ce qui explique que le législateur algérien (1) tient compte de la présence de Kabyles dans les trois justices de paix de Bouïra, Aïn-Bessem et Palestro (arrondissement d'Alger) et décrète les mêmes règles dans ces trois justices de paix que dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou en ce qui concerne notamment les contestations relatives au statut personnel et aux successions qui peuvent naître entre Kabyles ou entre Kabyle et Arabe ou musulman étranger.

La Grande Kabylie — d'après les textes — englobe par conséquent l'arrondissement actuel de Tizi-Ouzou, les cantons actuels de Palestro et de Bouïra, et un tronçon du canton d'Aïn-Bessem (2).

Ce n'est pourtant pas, semble-t-il, dans ces limites territoriales qu'est rendu applicable le Décret du 19 mai 1931.

Si, en principe, les circonscriptions judiciaires coïncident avec les circonscriptions administratives (3), le jeu de la jurisprudence a diminué l'emprise de nos tribunaux en tant qu'ils appliquent encore les coutumes kabyles et particulièrement les dispositions qui ont trait au statut personnel et au statut successoral. Aussi convient-il, pour déterminer la portée du Titre II du Décret du 19 mai 1931, de fixer avec précision dans la Grande Kabylie les limites à l'intérieur desquelles sont encore appliqués (4) les qanouns

(1) Décret du 17 avril 1889, art. 7, § 2. Décret du 12 décembre 1903, art. 1^{er}.

(2) Pour les géographes, la Grande Kabylie est plus étendue. V. notam. A. Bernard, p. 57 : « La Kabylie du Djurdjura, ou Grande Kabylie, est circonscrite au nord par la mer, à l'est et au sud *par la vallée de la Soummam (Sahel)*, à l'ouest par la vallée de l'Isser. » Et plus loin, p. 59 : « Le golfe de Bougie sépare la Kabylie du Djurdjura de la Kabylie des Babors. » (Se reporter à la carte des tribus en annexe, p. 176).

(3) D. du 10 mars 1873, art. 2. D. du 23 avril 1874, art. 3.

(4) Nous disons *appliqués*, mais nous ne doutons pas que, même en dehors de ces limites parfois, « la coutume dont s'inspire la juridiction occulte des djemâas reste immuable » (Cf. Lettre du 17 mai 1924 de M. l'Administrateur de Maillot à M. le Préfet d'Alger).

en matière de statut personnel et de statut successoral (1).

Une enquête faite consciencieusement et longtemps avant la nôtre (2) a déjà indiqué ces limites pour l'arrondissement de Tizi-Ouzou.

Huit douars du canton de Dellys (Bouberak, Aïn Mouder, El Djedjan, Ouled-Aïssa, Sebaou el Khedim, Beni-Thour, Beni-Slyem, Taourga) ;

Trois douars du canton de Bordj Ménaïel (Ouled Smir, Raïcha, Elguious) ;

Quatre douars du canton de Drâ El-Mizan (Nezlioua, Ichoukrène, Akhlindja et Flissa Mkira).

se réclament du droit musulman. Précisons cependant que la coutume kabyle est encore appliquée dans le village de Tafoughalt du douar Flissa-Mkira, un des quatre douars susvisés du canton de Drâ-el-Mizan (3).

Dans les cantons de Bouïra et d'Aïn-Bessem la coutume régit en fait, dans quelques villages, le statut de la femme kabyle mais, en droit, seule la loi coranique est appliquée, ce qui permet d'ajouter que la femme peut s'affranchir de la coutume qui lui paraîtrait trop sévère en s'adressant à nos tribunaux (4).

Le Juge de Paix de Palestro applique la coutume kabyle dans le seul douar des Beni-Khalfoun. Il est toutefois plus exact de dire que dans ce douar la coutume lutte encore désespérément contre la loi coranique qui régit tous les autres douars du canton et que le principe qui prévaut dans les dispositions testamentaires reçues à la mahakma notariale de Palestro est actuellement celui de l'exhérédation facultative des femmes résultant de la volonté exprimée du *de cujus*.

(1) C'est ainsi qu'en application de la loi du 2 mai 1930 précitée, le Gouverneur Général de l'Algérie en Conseil de Gouvernement a pris, le 14 avril 1931, un Arrêté dont l'article 9 est ainsi libellé : « Les dispositions du présent Arrêté seront applicables à tous les indigènes qui sont, en matière de statut personnel, régis par les coutumes propres à la Kabylie. »

(2) Hacoun, *op. cit.*, p. 31.

(3) Renseignement dû à M. P. Cosman, ancien Juge de Paix à Drâ-el-Mizan.

(4) Lettre précitée de l'Administrateur de Maillot (Beni-Mansour mixte).

Ainsi le domaine *jurisprudentiel*, si l'on peut dire, des coutumes kabyles relatives au statut personnel et successoral de la femme comprend l'arrondissement de Tizi-Ouzou amputé de quinze de ses douars et le seul douar des Beni-Khalfoun dans l'arrondissement d'Alger (1). Et c'est à l'intérieur de ce domaine que doit être mis en vigueur le titre II du Décret du 19 mai 1931 (2). On ne peut admettre en effet que le champ d'application de ses dispositions s'étende à des tribus qui, d'une façon définitive, sont actuellement soumises au droit musulman : ce serait créer matière à de nouveaux conflits de lois.

Cette question semble pourtant avoir passé inaperçue de la Commission de 1925. Le texte définitif du projet de décret adopté par cette Commission dans sa dernière séance plénière du 19 janvier 1926 (3) ne mentionnait aucune restriction quant à la portée du décret à intervenir ; une étude ultérieure a révélé cette lacune mais on vient de voir que l'indication que le titre II du Décret de 1931 ne concerne que la *Grande Kabylie* ne suffit pas pour déterminer son domaine d'application.

Toutefois il convient d'observer que la pensée du législateur n'est évidemment pas de revenir sur des décisions jurisprudentielles universellement admises, d'empirer dans certains douars la condition juridique de la femme ni de provoquer indirectement le recours à des dispositions par voie testamentaire qui auraient pour but de corriger celles du Décret. Il ne peut y avoir d'équivoque et si le Décret ne porte pas, comme la loi du 2 mai 1930, un article disposant que « des arrêtés du Gouverneur Général, pris en Conseil de Gouvernement, préciseront les détails d'application et régleront les mesures d'exécution », si, par un arrêté semblable, le Gouverneur Général craint de donner une forme précise à un bloc berbère en formation sur des assises juridiques spéciales, il appartiendra aux tribunaux français de tracer par un ensemble de décisions les

(1) V. en annexe, pp. 171 et 175, un tableau et une carte indiquant les limites de ce domaine.

(2) Sous réserve cependant de ce qui a été dit plus haut (v. *supra*, pp. 65 et suiv.) de la coutume d'Aït-Sellane et de celle de Bou-Hinnoun

(3) *Revue des Et. isl.*, 1927.1.88.

limites de leur compétence (1). Encore devra-t-on admettre, en transposant les termes mêmes du Décret du 17 avril 1889 (art. 4), que toute succession laissée par un Kabyle en Grande Kabylie est en principe, quoique partiellement, régie par le Décret du 19 mai 1931, sans distinguer entre les biens qui composent la succession.

Ainsi comprise la tâche peut être complexe pour les magistrats puisque le Décret précité de 1889 (art. 7, § 2) attribue compétence au juge de paix pour les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux entre Kabyles *en quelque lieu qu'ils soient*. Aussi, pour faciliter cette tâche avons-nous cru utile de concrétiser nos observations en dressant une liste et une carte des douars où la coutume régit encore, en droit, le statut successoral de la femme kabyle (2).

*
* *

Statut successoral ou *droits successoraux*, ce sont deux expressions différentes mais dont l'acception ici est la même.

Il n'y a d'autre intérêt pour nous à considérer le statut successoral comme une branche du statut personnel que pour rappeler que le Décret du 29 août 1874 comprenait les matières de statut successoral parmi les matières religieuses et d'état (3) et que l'article 24 du Décret du 13 décembre 1866 auquel renvoie à ce sujet le précédent Décret citait dans son énumération la « capacité » de succéder et la « capacité » de disposer ou recevoir par testament.

(1) Une circulaire N° 2234 bis du 5 juin 1931 de MM. le Premier Président de la Cour d'Appel d'Alger et le Procureur général près la même Cour renferme l'instruction suivante :

« Il est bien entendu que le Décret du 19 mai n'est applicable que dans les régions où règne la coutume kabyle et non dans celles qui sont soumises au droit malékite (la population fût-elle berbère) puisque cette dernière législation est plus libérale et plus avantageuse pour la femme, tant en matière de divorce que de droits successoraux, que celle instaurée par le Décret. » Cette circulaire ne saurait toutefois être invoquée par les tribunaux qu'à titre de renseignement. Ce n'est qu'à titre de renseignement aussi que l'on se référerait à cet avis exprimé par M. le Conseiller Sabatier, rapporteur du projet de décret au sein du Conseil de Gouvernement, le 18 février 1927 : « Les prescriptions du Titre II ne s'appliquent pas à la Petite Kabylie...; cela constituerait une mesure de régression qui ne saurait être admise. »

(2) V. en ann., pp. 171 et 175.

(3) V. en ann., p. 163, art. 4 et 5.

Mais le Décret du 17 avril 1889 dans son article 7 précité fait une distinction entre le *statut personnel* et les *droits successoraux*. Le Décret du 12 décembre 1908 distingue aussi le *statut personnel* des *successions*.

Déjà MM. Hanoteau et Letourneux (Tome II, p. 282) traitent des « Successions » dans un autre livre que celui qu'ils consacrent aux « Personnes ». Ils les envisagent comme une manière d'acquérir la propriété.

M. Zeys (1) sépare nettement les « successions » du « statut personnel » et du « statut réel » et cette même division est adoptée par M. Morand (2) qui étudie les « successions » parmi les « modes d'acquérir ».

Ce rapide exposé n'a pour seule fin que d'établir l'identification de sens juridique qui résulte de l'examen des textes et de l'interprétation doctrinale entre les expressions *droits successoraux* et *succession*.

Il n'y a pas lieu par conséquent de revenir aux conceptions du Code civil qui, dans des livres différents, s'occupe d'une part des « successions » et d'autre part des « testaments » envisagés comme une modalité des dispositions à titre gratuit, mais de suivre au contraire la doctrine française qui a recomposé l'unité de l'institution de l'héritage.

La succession est en droit ce que l'on appelle dans le langage courant l'héritage, c'est-à-dire la transmission du patrimoine d'une personne décédée à une ou plusieurs autres personnes vivantes. La « succession » est un genre unique et la succession *ab intestat* et la succession testamentaire en sont des variantes, des espèces (3).

Le Décret du 19 mai 1931 semblerait donc dans son titre II embrasser ces deux espèces de succession puisque, nous venons de l'établir, il n'y a pas à faire de distinction entre *droits successoraux* et *succession* ; or, il est indéniable qu'aucune clause de ce Décret ne vise les droits de la femme dans une succession testamentaire.

(1) Les Juges de paix, op. cit., p. 316.

(2) Cours, pp. 307 et suiv., pp. 397 et suiv.

(3) Cf. Lévy Ullmann : Les principaux problèmes de l'héritage au premier quart du xx^e siècle, Cours professé à la Faculté de droit de Paris, 1928-1929, pp. 16 et suiv.

Doit-on admettre qu'à l'instar du Code civil le rédacteur du Décret a voulu faire un départ entre les successions et les testaments et donner à l'expression : « droits successoraux » la signification de « droits de la femme dans une succession *ab intestat* » ? Mais le titre II du Décret de 1931 ne répond pas à toutes les questions relatives à ces droits. La coutume parfois (1) est plus favorable et il est incontestable que les parties intéressées pourraient en demander l'application si une liquidation amiable intervenait non pas seulement sous le contrôle de la djemâa mais aussi par devant un officier ministériel.

Quoiqu'il n'ait pas cru devoir le rappeler dans un texte, le législateur a eu pour but l'abrogation définitive de la règle coutumière qui exhérède les femmes et ce, quelles que soient les conditions d'ouverture d'une succession, que la personne soit décédée sans avoir disposé de son héritage par un acte juridique valable, ou qu'elle ait au contraire établi ou fait établir un habous régulier ou un habous irrégulier valant comme disposition testamentaire. Dans ce dernier cas, en effet, soutiendra-t-on qu'un prélèvement préalable devra s'effectuer par les légataires de la quotité disponible telle qu'elle est déterminée par la coutume (2) et que ce ne peut être que sur la portion restante de la succession que seront imputés les droits successoraux des femmes tels qu'ils résultent du Décret de 1931 ? N'y a-t-il pas au contraire, avant tout prélèvement, à déterminer les droits des femmes ?

Il semble que oui et que ce Décret institue au profit de la femme une *réserve légale* d'un caractère particulier.

On serait en conséquence tenté de proposer la substitution à cette expression *droits successoraux* — trop compréhensive — de cette autre expression plus précise : *réserve successorale*. Une raison nous fait hésiter cependant : c'est la présence dans le Décret d'un article (3) qui renvoie aux dispositions de la *coutume* en ce qui concerne

(1) Nous l'avons vu notamment pour Aït-Sellane et Bou Hinnoun.

(2) V. *infra*, p. 158, la décision de la Cour d'Appel d'Alger au sujet du *certificat de coutume* à établir dans ce cas.

(3) Art. 8.

la situation faite à une femme appelée à la succession d'une autre femme. Mais on verra que malgré cet article le Décret ne parvient pas, dans son esprit, à régler la situation successorale de *toute* femme quel que soit son degré de parenté avec le *de cujus*.

Les développements qui vont suivre s'inspireront donc des remarques précédentes et exigeront qu'on restreigne mentalement la définition juridique de *droits successoraux*. Peut-être même cette restriction se fera-t-elle d'elle-même si l'on observe que le législateur a pu ne vouloir prendre l'expression *droits successoraux* que dans un sens partitif et non point dans un sens défini.

*
* *

« Il est reconnu, dit l'article 3, à la veuve dans la succession de son mari, à la fille dans la succession de son père et dans celle de sa mère, à la petite-fille née du fils, en l'absence de successibles de premier degré, dans la succession de son grand-père paternel et dans celle de sa grand'mère paternelle, un droit d'usufruit dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit. »

On entrevoit dans cet article une lacune regrettable. Le titre II annonce sans contredit qu'il traite des droits successoraux de *la femme*. Il semble qu'on doive trouver visées dans l'énumération de l'article 3 les femmes à quelque degré de parenté qu'elles soient avec le *de cujus*. On ne voit cependant fixés, dans cet article, ni les droits de la mère, ni ceux de la sœur, ni ceux des autres femmes de la branche collatérale.

On comprend que de propos délibéré le législateur ait préféré laisser en l'état la situation des femmes de la branche collatérale et n'ait pas cru devoir déterminer une part d'usufruit à leur accorder concurremment avec les filles du *de cujus*, celles-ci étant généralement plus favorisées par les dispositions de la coutume.

On comprend moins que la mère, et les sœurs aussi, aient été écartées d'un partage d'usufruit, autrement que par un oubli involontaire. Il n'est que de feuilleter les

différentes coutumes de la Grande Kabylie pour se rendre compte que dans les prescriptions de la plupart d'entre elles aucune distinction n'est faite entre *les femmes* (1) et que la sœur est souvent placée auprès de la fille et de la veuve pour jouir, sur un pied d'égalité, des droits d'usufruit de la succession (2).

Il est souvent précisé aussi dans certaines coutumes, conformément au principe que nous avons énoncé plus haut, que les femmes quelles qu'elles soient ne peuvent prétendre à l'entretien que sur la succession de celui au domicile duquel elles continuent de vivre (3). C'est une autre lacune qu'il nous faut signaler dans cet article 3. Qu'elles soient célibataires *ou mariées*, les filles et les petites-filles nées du fils sont en droit, d'après cet article, de demander le bénéfice du Décret de 1931. Nous ne parlons pas de la veuve puisque — ainsi que nous le verrons en étudiant l'article 9 — elle perd en se remariant son droit d'usufruit à compter de son remariage. Mais la fille *mariée*, la petite-fille *mariée*, comment oseront-elles intervenir dans la succession de leur père ou de leur aïeul? Comment jouiront-elles de leur droit d'usufruit?

Et d'abord qu'entend-on par *droit d'usufruit*?

L'usufruit du Décret de 1931 a-t-il les mêmes caractères que celui du Code civil? Constitue-t-il un droit *réel* de jouissance sur des meubles et des immeubles appartenant aux héritiers mâles? S'analyse-t-il en un double droit: celui d'user de la chose (*usus*) et celui d'en percevoir les fruits (*fructus*)? L'usufruitière acquiert-elle la propriété des choses consommables selon les règles du quasi-usufruit? Peut-on identifier les définitions données dans les deux législations du mot *fruits* et les modes d'acquisition de ces fruits? L'usufruitière kabyle a-t-elle des pouvoirs juridiques semblables à ceux de notre Code? La situation du

(1) V. notam. aux Annexes Oulad-Sidi-Yahia, p. 147, art. 7; Tigrin, p. 149, art. 4; Aït-Ferah, p. 140, art. 5; Adni, p. 140, art. 31; Koukou, p. 140, art. 12, etc...

(2) V. notam. aux Annexes Agouni n'Tessellent, p. 139, art. 49; Aït Ferah, p. 140, art. 8; Koukou, p. 141, art. 13; Aït-Fraoucen, p. 142, art. 2, etc.

(3) Koukou, Ann., p. 141, art. 13.

nu-propriétaire pendant la durée de l'usufruit et les causes d'extinction de l'usufruit sont-elles les mêmes ?

Ne doit-on pas se reporter plutôt aux règles du droit musulman qui, contrairement au Code, ne fait pas la triple distinction des droits réels de jouissance sur la chose d'autrui en usufruit, usage et habitation ? Ne peut-on comparer notre droit d'usufruit au droit d'*intifa'* (1) qui confère la plénitude de la jouissance mais qui est incessible et viager ?

Le Décret de 1931 emprunte au Code et à la loi musulmane. Il institue un usufruit d'une nature spéciale, un usufruit légal comportant à la fois des droits d'usufruit, d'usage et d'habitation dans des conditions particulières.

Il faut, pour déceler les intentions du législateur, ne pas omettre que la principale raison qui a déterminé la Commission de 1925 à voter le texte du titre II du Décret de 1931 c'est l'emploi constant par un grand nombre de pères kabyles de l'institution un peu modifiée du habous ; il faut aussi consulter les coutumes, prendre connaissance des décisions, en la matière, des djemâas patriarcales.

Les habous, d'une façon générale, nous l'avons vu, en excluant les femmes des successions ne leur laissent le droit de participer à la jouissance des biens immobiliers que « dans le cas d'indigence, lorsqu'elles ne sont pas mariées, et seulement dans la mesure de leurs besoins » (2).

Par une disposition semblable toutefois, un père de famille peut se montrer plus généreux et affecter à « sa femme, à sa sœur, à sa mère, à sa fille, en un mot à l'une de ses parentes, ou à plusieurs d'entre elles la jouissance d'un immeuble ou d'une partie de sa succession ». Cette disposition paralyserait alors la vente de la nue propriété en conférant à la bénéficiaire le droit de faire cultiver par des étrangers les immeubles qui en sont grevés, dans le cas seulement où les héritiers refuseraient de les faire valoir à d'équitables conditions (3).

Nous voilà bien près de la conception du législateur et des dispositions coutumières généralement admises.

(1) Morand, Cours, op. cit., p. 292.

(2) Han. et Let., II, 237.

(3) Han. et Let., II, 237.

Certains qanouns sont avares de précisions : il n'y est question, en effet, que d'un droit de *jouissance* (1). Mais d'autres sont plus explicites (2) : ils reconnaissent aux femmes un droit d'habiter la maison du défunt, d'exploiter les biens grevés du droit de jouissance, par elles-mêmes ou par des proches, de disposer comme bon leur semble des revenus de ces biens, sans pouvoir vendre ces derniers cependant ; de demander, en tout cas, à être nourries et vêtues, en un mot entretenues sur la totalité ou une partie de la succession.

Deux coutumes (3) obligent les héritiers mâles à conserver dans l'héritage qui leur a été dévolu certains biens qui sont affectés à la nourriture et à l'entretien des femmes qui reviendraient habiter la maison de leur parent défunt pour cause de veuvage, de répudiation ou de fuite. Et l'une de ces deux coutumes énumère les biens qui seront ainsi grevés d'usufruit (deux jardins, un chêne et des oliviers).

On peut par là même affirmer que le droit institué par le Décret de 1931 n'est pas un droit de créance, mais un droit *réel* de jouissance. Cette précision n'est pas inutile en raison de l'assimilation que l'on peut faire de ce droit d'usufruit et du droit résultant pour les femmes d'un habous hanéfite, en raison surtout des difficultés qui se sont élevées dans la pratique touchant l'interprétation de la clause en vertu de laquelle « les filles ne sont exclues de la succession que sous la condition qu'elles soient mariées et non indigentes ».

Depuis l'Arrêt de la Cour d'Alger du 23 mars 1874 qui a décidé que les filles indigentes et non mariées n'avaient qu'un simple droit de créance contre les mâles, la doctrine (4) semble fixée en ce sens qu'il faut avant tout se préoccuper de la volonté du constituant mais que, lorsque l'intention du constituant est douteuse, « il faut présumer que cette intention a été simplement d'assurer l'existence

(1) Cheurfâ, Ann., p. 137, art. 17; Taourirt-Amran, Ann., p. 139, art. 6; Taguemmout, Ann., p. 142, art. 7.

(2) V. Ann. Agouni h'Tessellent, p. 139, art. 48; Aït-Ferah, p. 140, art. 8; Flisset Lebh'ar, p. 147, art. 1; Oulad-Sidi-Ahmed, p. 149, art. 7.

(3) Aït-Sellane, v. *supra*, pp. 65 et suiv.; Koukou, Ann., p. 141, art. 13.

(4) Morand, Cours, op. cit., p. 242.

des filles, d'empêcher qu'elles ne tombent dans le dénûment, dans la misère, et par conséquent il y a lieu de leur reconnaître simplement une *créance d'aliments* ».

La réserve successorale du Décret de 1931 porte au contraire sur un droit *réel* de jouissance : les femmes sont en droit d'être envoyées en possession des biens grevés d'usufruit et de percevoir, par elles-mêmes ou par mandataire et comme les mâles, les fruits leur revenant de ces biens.

Quelles seront plus exactement les règles de cet usufruit ?

L'usufruit légal n'a jamais existé en Kabylie qu'en faveur du père et quelquefois de la mère sur les biens de leurs enfants mineurs. Mais c'est là un des droits que comporte la puissance paternelle et dont la réglementation ne saurait convenir à l'usufruit que nous étudions. Le père administre les biens de son fils mineur et jouit des revenus sans être tenu de rendre compte de sa gestion. La mère, en cas de décès du père, a également la jouissance des revenus de ses enfants, mais sous la surveillance du tuteur ou, lorsqu'elle-même est tutrice, des parents de la lignée paternelle (1), quelquefois aussi de ses propres parents (2).

Nous établirons plus exactement les règles de l'usufruit légal des femmes en nous reportant à celles de l'usufruit conventionnel (3). Comme les héritiers mâles les usufructières jouiront des droits de servitude, de passage et autres. Elles acquerront la propriété des choses consommables mises dans leur part et pourront « s'en servir en les consommant à la condition d'en rendre l'équivalent quand l'époque de la restitution sera arrivée ». Elles auront droit aux fruits naturels — fruits des arbres, croît des animaux — et aux fruits industriels, qu'elles obtiendront les uns et les autres en mettant en valeur les biens grevés, par elles-mêmes ou par mandataire.

Elles devront, toutefois, jouir elles-mêmes et ne pourront donner à bail, même une partie des biens, sans l'agré-

(1) Han. et Let., II, 192.

(2) V. *supra*, p. 40.

(3) Han. et Let., II, 244.

ment des héritiers mâles. Elles n'auront donc, en règle générale, aucuns fruits civils à percevoir. C'est qu'en effet, en elles-mêmes, les sommes versées par le locataire ou le fermier ne sont pas des fruits; l'argent n'est pas produit par la chose louée, mais il *représente l'usage* de cette chose et le profit que le preneur a pu en tirer (1). Or, il est dans l'esprit des coutumes kabyles que l'usufruit attribué aux femmes sur les biens d'une succession est bien plutôt un *droit d'usage* dans le sens employé pour ce mot par le Code Civil. « La perception se fait en nature et sert directement à la consommation. L'usage est une sorte d'aumône faite en considération de la personne et l'usager ne peut ni louer, ni céder son droit (2). » Il ne faudrait pas en conclure cependant que cette restriction aux droits d'usufruit emporte l'idée d'une obligation personnelle à la charge des héritiers mâles et non d'un droit réel de jouissance au profit des femmes. Ce n'est qu'une nouvelle application du principe de la conservation des biens dans la famille, de la défense contre toute immixtion étrangère.

Ce droit d'usage est d'ailleurs indissolublement lié au *droit d'habitation* et il y a lieu de regretter que dans son article 3 le Décret de 1931 n'ait pas reconnu expressément ce principe de la distinction des familles paternelle et maritale et n'ait pas osé refuser, temporairement du moins, tout droit d'usufruit à la fille *mariée* (3).

Comme en droit français, les fruits naturels et industriels s'acquerront par la perception, c'est-à-dire qu'ils deviendront la propriété de l'usufruitière quand celle-ci les aura récoltés par elle-même ou par ses préposés.

Il importe peu d'établir les règles de répartition des revenus entre nu propriétaire et usufruitière. L'usufruit étant à titre universel, les usufruitières auront droit aux fruits à compter du jour du décès et aucune difficulté ne saurait surgir pour la répartition jusqu'au décès de la

(1) Cf. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 1927, I, 908.

(2) Code civil, art. 631. V. aussi Han. et Let., II, 247 : ces auteurs étudient les droits successoraux des femmes dans le titre relatif aux droits d'usage et d'habitation et non aux droits d'usufruit.

(3) V. notam. Koukou, *Ann.*, p. 141, art. 12 et 13; Ait-Fraoucen, *Ann.*, p. 142, art. 2; Han. et Let., II, 247. Cf. Morand, *Cours, op. cit.*, p. 14.

dernière usufruitière survivante puisque, comme nous le verrons plus loin (articles 6 et 9), au cas de décès de l'une des usufruitières, ou de remariage de la veuve, la part de la défunte ou de la veuve remariée accroît aux autres usufruitières.

Et c'est aussi pour cette dernière raison que nous ne pouvons assimiler les causes d'extinction de l'usufruit que nous étudions à celles du droit civil français pas plus qu'à celles de la loi musulmane ; nous y reviendrons d'ailleurs plus longuement en analysant le droit d'accroissement de l'article 6 et la garantie d'inaliénabilité de l'article 9.

Il n'est donc pas possible de soumettre l'usufruit du Décret de 1931 à d'autres règles que celles qui résultent de l'interprétation du Décret lui-même et surtout de l'application des principes du droit coutumier kabyle.

N'est-ce pas cependant l'idée de l'usufruit attribué en droit français au conjoint survivant qui a valu au rédacteur du Décret l'impropriété de terme que nous relevons au début des articles 4 et 5 : Si le *conjoint* décédé est le mari..... ; si le *conjoint* décédé est la femme..... Il est en effet question dans ces deux articles d'allocation de parts non pas à l'épouse survivante seulement mais à des filles aussi, l'article 5 ne visant même que les filles. Nous passerions volontiers sur ce *lapsus calami* qui n'obscurcit aucunement le texte, si nous n'étions tenté de rapprocher les articles précités des dispositions de l'art. 767 du Code civil.

On retrouve en effet dans le Décret la réalisation d'une réforme semblable à celle qui a présidé à l'élaboration de la loi du 9 mars 1891 et des lois postérieures et qui consiste à accorder au conjoint survivant, pour le cas où le prédécédé laisse des héritiers légitimes, une part en usufruit dont la quotité varie suivant la proximité des héritiers.

On retrouve la disposition abrogée par la loi du 3 avril 1917 de l'article 767, en vertu de laquelle l'usufruit du conjoint cesse en cas de nouveau mariage (1).

Ce n'est là pourtant que l'application de principes

(1) Cette disposition d'ailleurs n'a pas fait l'objet d'un examen au sein de la Commission de 1925. Elle a été rajoutée au projet de décret une fois terminés les travaux de cette Commission.

qui ont des points communs avec la loi musulmane et les coutumes kabyles, loi et coutumes où sont en plus grand nombre les causes dont procèdent les dispositions du Décret.

Au décès d'un homme il est alloué d'après l'article 4 : le sixième..., le quart..., le tiers..., la moitié en usufruit...

Cette multiplicité de quotités n'a pu être empruntée qu'aux règles successorales du droit musulman (1). Le sixième, le quart, le tiers, la moitié, sont les proportions dans lesquelles sont attribuées les réserves de la loi coranique.

Doit-on en conclure à une assimilation du caractère juridique des droits successoraux de la femme kabyle fixés par le Décret et des réserves du droit musulman ?

Notons tout d'abord que les réservataires du droit musulman ne sont nullement les réservataires du droit français. *En droit français*, l'héritier réservataire est un héritier qui est protégé contre les libéralités entre vifs et testamentaires du défunt. *En droit musulman*, « quand il s'agit de donations consenties par le défunt, aucun héritier n'est réservataire : le défunt peut disposer par donation de la totalité de ses biens. Quand il s'agit de legs, tous les héritiers, aussi bien les *fardh* que les *aceb*, sont réservataires au sens français du mot ; on ne peut en effet disposer en droit musulman que du tiers de l'actif net de la succession ; on ne peut pas dépouiller un *aceb* plus qu'un *fardh* : tous indistinctement sont protégés (2). » Mais les *aceb* seuls ont une vocation éventuelle à la totalité de la succession ; l'héritier *fardh* n'a droit qu'à une part déterminée et son droit est *limité* à cette part.

En droit kabyle, comme en droit musulman, la liberté de tester est limitée à la quotité disponible : le testateur ne peut disposer que du tiers de ses biens ; les *aceb* sont également réservataires et ont une vocation éventuelle à la totalité de la succession.

(1) V. *supra*, p. 27, la Sourate IV du Coran.

(2) Morand, Cours, op. cit., p. 321.

Si donc on admettait, comme en droit français, que l'épouse survivante est *successeur* et non *réservataire*, ses droits pourraient être largement entamés par un legs épuisant la quotité disponible, cette même solution étant à adopter pour la fille. Nous pensons au contraire qu'il y a lieu de considérer la veuve et la fille, d'après le Décret de 1931, comme des héritières *réservataires*, la portion légale qui leur revient leur étant attribuée en premier lieu, après déduction seule des dettes du *de cujus*.

Il faudra sans doute tenir compte aussi de ce que la jurisprudence (1) valide des habous, irréguliers en la forme, comme dispositions testamentaires, tout en réduisant le legs à la quotité disponible. Que devient en effet la réserve légale des femmes dans le cas de libéralités faites dans ces conditions en leur faveur ? Ne bénéficieront-elles pas du legs s'il est plus avantageux ? En ce cas leur droit n'est-il pas, comme en droit musulman, pour l'héritier *fardh*, *limité* à leur réserve ? Cette question empiète d'ailleurs sur un domaine qui n'est pas le nôtre et nous n'insisterons pas.

Quoiqu'il soit possible de mettre en parallèle les quotités des droits des femmes fixées comme ci-dessus et celles des héritiers *fardh* en droit musulman et de comparer le caractère juridique de la réserve musulmane et de celle nouvellement instituée en droit kabyle, il serait certes osé d'en induire que les règles successorales du droit musulman pourraient être seules à la base de toute interprétation doctrinale ou jurisprudentielle du Décret de mai 1931.

Nous ne voulons même pas effleurer la question délicate de l'islamisation ou plutôt de la désislamisation des Berbères qui serait à étudier à l'occasion de cette hypothèse d'une application possible de la loi coranique à la Kabylie. Qu'il nous suffise de rappeler qu'aussi bien M. Roumane, dans le vœu qu'il a développé à l'assemblée municipale du

(1) V. *infra*, p. 158.

Haut Sebaou (1) et au sein de la Commission de 1925 (2), que MM. Hacène Ahmed et Ameur Tahar (3), tous les délégués kabyles ont été d'accord pour demander « que l'on encourage en Kabylie l'évolution qui se développe dans le sens de la civilisation française sans la faire dévier vers le droit musulman ».

Au surplus l'on pourrait faire cette remarque (4) que le législateur n'a pas accordé d'émolument à la mère et à la sœur du *de cujus* qui en droit musulman pourtant viennent parmi les héritiers fardh, la première immédiatement *avant le conjoint survivant*, la seconde immédiatement *après la fille*.

C'est donc encore dans la coutume qu'il faut puiser de plus amples informations pour notre interprétation.

Les héritiers légitimes viennent d'après la coutume dans le même ordre qu'en droit français : descendants, ascendants, puis collatéraux, et c'est dans cet ordre que le Décret a mis en concours les femmes avec les héritiers légitimes mâles.

Voyons dans quelles conditions ont été fixées les quotités des droits d'usufruit, et voyons aussi quelles modifications seraient à apporter à ce sujet aux clauses du Décret interprétées dans le cadre de la coutume.

Une remarque préliminaire est à faire, celle de la complexité apparente du texte. Pourquoi toutes ces fractions puisque la loi musulmane ne doit pas intervenir dans l'interprétation? Cette fixation arbitraire des droits des femmes a-t-elle été faite non pas avec le seul souci d'une parfaite équité? A-t-on voulu faciliter la liquidation de la succession et épargner aux justiciables les frais souvent

(1) V. Ann., p. 159.

(2) *Revue Ét. isl.* 1927, I, 52. V. aussi p. 54 l'intervention de M. Mirante « Les djemâas... en... 1920... firent savoir qu'elles s'opposaient formellement à l'application du droit musulman. » M. Sabatier, d'autre part, dans son rapport au Conseil de Gouvernement le 18 février 1927, s'exprime ainsi : « Cessons d'arabiser et d'islamiser la Kabylie. Faisons évoluer le droit kabyle non pas vers le droit musulman au moins aussi rétrograde et tout imprégné de fanatisme, *mais vers notre droit*. D'ailleurs M. Morand dans son cours, p. 26, n'appelle-t-il pas les Kabyles des *demi-musulmans*? »

(3) *Revue Ét. isl.*, p. 57.

(4) V. *supra*, p. 27.

élevés des commissions d'experts, des mesures préparatoires ? A-t-on voulu supprimer la rédaction par le cadi-notaire de l'acte de *fréda*, de l'intitulé de l'inventaire, et permettre au magistrat « d'indiquer dans son jugement l'état civil, la filiation, la généalogie des cohéritiers, la fixation de leurs droits respectifs, à l'aide des papiers de famille et, au besoin, sur le témoignage de gens honorables, et même sur la déclaration des intéressés » (1) ? Nous verrons en effet que cette procédure est possible conformément à l'article 9, alinéa 2. Mais n'eût-il pas été plus simple, en constatant que la plupart des coutumes réservent en principe aux femmes non mariées la jouissance du *tiers* des biens de la succession, de consacrer la jurisprudence intervenue en la matière et reposant — pour la quasi-totalité de ses décisions — sur cette interprétation ? On eût évité l'écueil que ne manquera pas de présenter le Décret toutes les fois que les décisions prises en conformité de ses dispositions seront moins favorables que celles de la coutume ou de la jurisprudence. Le décret unifie mais, dans son application, il risque de manquer parfois son but qui est d'améliorer la condition de la femme. On ne peut en tout cas méconnaître que le texte renferme la volonté formelle d'améliorer cette condition, puisqu'au principe de l'exhérédation de la femme le Décret oppose celui de l'octroi d'une « réserve garantie ».

Une autre remarque est à faire avant d'aller plus avant dans la discussion : le Décret ne fixe pas une fois pour toutes un point de droit important, à savoir la détermination de la consistance de la succession. En droit musulman l'actif se compose de tous les biens laissés par le défunt, déduction faite du passif. On connaît la conception législative qui domine notre droit civil en la matière. Mais en droit kabyle les dettes se partagent en même temps que l'actif (2). Seuls les frais funéraires doivent être prélevés avant toute attribution de parts. Chaque héritier est tenu des charges proportionnellement à son émolument, et « non seulement sur les biens qu'il a recueillis, mais encore

(1) Zeys, *op. cit.*, p. 292.

(2) Han. et Let., II, 312 et Zeys, p. 318.

sur ses biens propres. Ce n'est que dans le cas d'insolvabilité notoire que les dettes doivent être payées avant le partage. »

Va-t-on faire prévaloir cette conception pour l'application du Décret de 1931 ? Si l'on considère, à l'instar du droit français, que l'épouse survivante, et la fille par conséquent, succèdent au défunt à titre de *successeurs*, elles devront supporter les dettes de la succession proportionnellement à la quotité de leur usufruit et ce, dans les conditions de l'article 612 du Code civil. Mais le cas est rare de femmes possédant des biens de valeur suffisante pour faire face à ces obligations sur leurs deniers personnels ; il y aura donc lieu de faire vendre jusqu'à due concurrence une partie des biens grevés d'usufruit. Ne se heurte-t-on pas alors à la disposition de l'article 9 qui veut l'inaliénabilité de ces biens et ce, à partir du jour où ils sont grevés d'usufruit, c'est-à-dire du jour du décès ?

Cela pose la question de savoir sur quelle *masse* on calcule la quotité et sur quels biens les femmes peuvent exercer leur usufruit. Si l'on encourage le Kabyle, dont la formation intellectuelle française se développe chaque jour davantage, à tester non pas devant cadi-notaire, mais devant notaire ou greffier-notaire au titre II (1), il se familiarisera vite avec les dispositions faites par préciput, avec dispense de rapport ou avec stipulation expresse de rapport et à la question de l'imputation sur l'usufruit des libéralités faites au profit des usufruitières viendra se joindre celle de la double évaluation faite initialement pour le *calcul* du droit et subséquemment pour l'*exercice* du droit (2) et la masse d'exercice pourrait bien être fortement entamée.

Il est, semble-t-il, plus conforme aux idées du législateur, aux dispositions coutumières les plus favorables à la femme et aussi plus équitable, de considérer les femmes

(1) Sous condition pour les greffiers notaires, en cas de survie du testateur, de renouveler le testament dans les 6 mois, devant l'officier public compétent (Décret du 20 août 1874, art. 14, § 4; Décret du 13 janvier 1875, art. 1 et 8; Décret du 3 septembre 1884, art. 10).

(2) Cf. Lévy-Ullmann, *op. cit.*, p. 345 et suiv.

comme réservataires (1), en ce sens que *la réserve ne sera calculée que sur l'actif net de la succession, c'est-à-dire une fois déduites les dettes du défunt.*

En principe donc, la liquidation d'une succession *ab intestat* donnera lieu aux opérations successives suivantes : prélèvement des frais funéraires, du don mortuaire fait au village et des dettes sur une masse comprenant les biens existants et ceux dont le défunt a disposé en faveur de successibles, car ces derniers biens restent presque toujours dans la famille et sont sujets à rapport, la clause expresse de dispense de rapport faisant défaut généralement. Sur cette masse ainsi réduite se déterminera la réserve des femmes avec imputation, s'il y a lieu, des libéralités qui leur auraient été faites par le *de cujus*. Et sur le résultat obtenu après cette opération se calculera la quotité disponible, les legs étant délivrés après réduction au marc le franc, à moins que le testateur ait stipulé un droit de préférence (2).

L'article 4 du Décret précise, avons-nous dit, les proportions dans lesquelles sont établis les droits de jouissance des veuves et des filles.

Notons tout de suite pour ne pas avoir à y revenir que les attributions édictées par cet article ne sont pas modifiées du fait de l'existence de plusieurs veuves (art. 6, alinéa 1^{er}).

Il est alloué :

1°) Le 1/6 en usufruit à la veuve ou à la fille si le défunt a *laissé*..... Doit-on comprendre, ainsi que la jurisprudence l'a plusieurs fois décidé en interprétant les articles 758 et 759 du Code civil, que la quotité est réglée par le nombre des héritiers qui *existent* lors de l'ouverture de la succession? Toute succession kabyle peut être en effet refu-

(1) Le Code italien (art. 812 et suiv.), le Code allemand (art. 2303), le Code espagnol (art. 807, 3°), le Code civil suisse de 1907 (art. 471) comprennent aussi le conjoint survivant parmi les héritiers réservataires (v. Planiol, 1927, III, 847).

(2) Cf. Han. et Let., II, 334.

sée (1), mais nous ne pensons pas qu'il faille tenir compte d'une ou de plusieurs renonciations pour la détermination des droits des usufruitières. La part de l'héritier qui renonce accroît à ses cohéritiers et les femmes doivent ainsi que les hommes en bénéficier.

..... Si le défunt a laissé *des descendants mâles*... Il s'agit là de la *descendance mâle directe par les mâles*. Le défunt pourrait en effet laisser, à défaut de fils, un petit-fils enfant d'une de ses filles : c'est un *descendant mâle* qui n'est cependant pas habile à lui succéder. Il pourrait également laisser, en présence d'un fils, un petit-fils enfant d'un autre fils prédécédé. Ce dernier interviendra-t-il pour la détermination des droits de la veuve? Non certainement, puisque la représentation en droit kabyle n'est pas admise en ligne directe — pas plus d'ailleurs qu'en ligne collatérale.

..... Descendants mâles *ou* ascendants..... Le *ou*, ce nous semble, doit être complété par *et* puisque l'ascendant, d'après la coutume, vient à la succession en concurrence avec le descendant (2).

..... Descendants mâles *ou ascendants paternels* mâles seulement.

Le Décret, on le verra notamment dans l'art 5, emploie indifféremment *ascendants paternels*, *ascendants paternels mâles*, *ou ascendants*. Or, par *ascendants paternels*, on désigne l'aïeul et l'aïeule paternels et les bisaïeuls, c'est-à-dire tous les *ascendants* du père; parmi les *ascendants paternels mâles*, le père ne saurait être compris; il est superflu de définir enfin ce que l'on entend par *ascendants* sans autre précision. Pour se conformer aux principes du droit kabyle, on doit donc lire plus exactement dans les articles 4 et 5 : *ascendants mâles par les mâles* (3).

(1) Han. et Let., II, 305. Cf. aussi l'acte dressé par le Cadi-Notaire de Tizi-Ouzou, le 18 septembre 1930, par lequel le sieur Châhim Saïd d'Aït Hal-lal, douar Beni-Aïssi, a renoncé à la succession de son frère Chahim Ali.

(2) Han. et Let., II, 288.

(3) Dans son Cours de droit musulman (*op. cit.*, p. 349), M. Morand emploie dans cette dernière acception l'expression *ascendants paternels mâles*. Le Décret contiendrait donc une « faute de réminiscence ».

Il est alloué :

2° Le $1/4$ en usufruit *conjointement* à la veuve et à la fille

Il faut nous arrêter un instant sur la signification que donne le législateur à ce mot *conjointement*.

La quotité en usufruit accordée aux femmes ne doit-elle point à ses yeux faire l'objet d'une répartition entre elles? Y a-t-il obligatoirement jouissance en commun? Ne peut-il pas y avoir partage en usufruit? Doit-on confondre *conjonction* et *indivision*?

Mais en droit kabyle comme en droit français, la règle est que « nul ne peut être tenu de demeurer dans l'indivision » (1) et le législateur ne saurait édicter un principe contraire. N'a-t-il pas précisé par ailleurs — article 6 du Décret, alinéa 2 — qu'entre tous les ayants droit à l'usufruit, celui-ci *se partage par tête* (2) ? A-t-il voulu viser dans cet article un simple partage facultatif, dans un délai non préfixé ?

Mais pourquoi aurait-il déterminé les quotités d'usufruit en regard d'une numération aussi bien définie? Pourquoi cette discrimination complexe qui implique le souci de donner à chaque usufruitière une part équitable?

Ne doit-on pas comprendre ici *conjointement* dans le sens donné à ce mot par la doctrine au sujet des « obligations contractées au profit de plusieurs créanciers ou à la charge de plusieurs débiteurs, qui, si aucune cause particulière ne vient les y soustraire, sont soumises à la règle générale qui veut que les créances et les dettes se divisent de plein droit » (3) ?

C'est en effet la mort d'un créancier ou d'un débiteur qui est, en fait, — lorsque le défunt laisse plusieurs héritiers — l'événement donnant le plus souvent naissance à cette variété d'obligation plurale. La créance ou la dette se divisent alors de plein droit entre les héritiers du créancier ou entre ceux du débiteur (art. 1220 cc).

(1) Han. et Let., II, 307.

(2) C'est cette même expression que M. Morand dans son Cours (*op. cit.*, p. 323 et suiv.) emploie pour déterminer les droits de plusieurs héritières *fardh* venant en concours.

(3) Planiol, 1927, II, 242. Ambroise Colin et Capitant, II, 174 et suiv.

Le seul intérêt pratique de la division entre les usufruitières des obligations conjointes que fait naître le décès d'un homme serait toutefois la possibilité pour chacune d'elles de ne répondre aux poursuites des créanciers que pour le montant de sa part.

Le législateur a-t-il eu d'autre part en vue le cas où par le fait du mariage une ou plusieurs filles du défunt ne vivraient plus dans l'indivision avec les autres usufruitières et exigeraient un partage d'usufruit (1)?

N'y a-t-il pas lieu en dernière analyse d'étudier la question dans un cadre plus restreint?

Le principe sur lequel repose la famille kabyle est toujours celui de la subordination complète de tous ses membres à son chef (2). Le chef — grand-père, père, fils, frère, — a une autorité qui s'exerce sur tous les membres de la famille ; ses pouvoirs sont très étendus : il peut même exercer le droit d'exiger la répudiation de belles-sœurs ou de belles-filles lorsqu'elles sont une cause de désordre et de trouble.

Les membres d'une même famille vivent généralement à l'intérieur d'habitations qui entourent une même cour ; des raisons particulières amènent parfois certains ménages à occuper des maisons séparées, mais l'unité de direction est exercée encore par le chef de famille. Tous jouissent en commun des biens familiaux et la propriété des biens personnels (3) est respectée. Le *paterfamilias* conserve son autorité jusqu'à un âge avancé ; s'il s'élève cependant de vives contestations entre les enfants, il peut être procédé à une division des biens en même temps que disparaît l'autorité absolue de celui qui fut le *paterfamilias* :

(1) M. Morand dans son Cours de droit musulman, *op. cit.*, p. 324, s'exprime ainsi en ce qui concerne les droits des épouses survivantes : « Si le mari est mort sans enfants elles n'ont toujours droit qu'à 1/4 (cf. Décret 1931, art. 4, al. 4) et cette part leur est attribuée *en bloc* : elles se la partageront par tête. Et plus loin, au sujet de petites-filles venant plusieurs à une succession : « Il leur est alloué *collectivement* 1/6 qu'elles se partageront par tête. »

(2) A. Bernard. L'Algérie, pp. 350 et suiv.

(3) V. Maunier. Le ménage kabyle, p. 12. Parmi les gains il y a lieu de noter en outre la *tah'aouacht*, c'est-à-dire le profit que retire le plus actif des membres de la famille des *économies faites* par lui seul sur les biens familiaux.

le chef déchu vit dorénavant sous le toit d'un de ses enfants et les autres subviennent pour leur part à son entretien (1). On voit aussi, de plus en plus souvent, s'opérer un partage de la succession après décès du chef de famille par un accord entre les héritiers et l'on sait que ce partage est fait méticuleusement avec le soin de donner à chacun tout ce qui doit lui revenir et de ne léser personne (2).

Toutefois les biens propres des femmes sont rares, de la fille non mariée surtout, et l'indivision subsiste entre elles ou plutôt la jouissance en commun. Les dons, les gains, les sursalaires familiaux envoyés par les directions des usines métropolitaines, les pensions de guerre payées par le Gouvernement français en vertu de la loi du 31 mars 1919, sont autant de revenus qui permettent à certaines femmes mariées ou veuves, en tout cas toujours âgées, de se constituer un patrimoine dont leur vie durant elles ont la pleine propriété. Mais combien d'autres s'inclinent devant la règle générale et ne peuvent prétendre à autre chose qu'à un droit d'être logées, vêtues, nourries, entretenues.

Les biens familiaux sont un capital de réserve dont la conservation aide à « consolider le groupe et à développer la solidarité entre les membres d'une même collectivité ». Les mâles dont le rôle est de *surveiller* ce capital n'en laisseront point dissocier les éléments. La fille, en se mariant, n'emportera rien dans sa nouvelle famille qui n'ait été acquis personnellement par elle ou à elle donné à l'occasion de son mariage. Les droits d'usufruit que lui reconnaît le Décret de 1931 accroîtront aux femmes restées au sein de la famille paternelle mais temporairement et jusqu'au jour de la dissolution du mariage et du retour de la fille, bénéficiaire d'origine.

Pourquoi donc ce *partage* d'usufruit prévu par l'article 6? L'idée d'une obligation conjointe telle que la définit la doctrine n'est-elle pas à repousser puisque, ainsi que nous

(1) Cf. Maunier (*Ibid.*, p. 13), au sujet du partage d'ascendants. V. aussi Han. et Let., II, 327.

(2) V. Han. et Let., II, 309. La jouissance des fontaines, en ce qui concerne le puisage et l'irrigation est aussi divisée, autant que les circonstances le permettent.

avons tenté de l'établir, la femme est une réservataire qui est remplie de ses droits sur une masse de biens successoraux nette de toutes dettes ?

Les créanciers personnels des femmes dont la créance sera postérieure à la détermination des biens grevés d'usufruit, n'auront alors comme gage que le pécule péniblement amassé par leurs débitrices et les fruits qu'elles recueilleront après partages en nature si ces partages sont jamais réalisés.

Ainsi donc, on peut conclure qu'il y a lieu de rendre au terme *conjointement* son sens naturel, d'opposer *droits conjoints* à *droits disjoints* et de comprendre que les droits d'usufruit accordés aux femmes par le Décret de 1931 ne s'exercent pas, par chacune d'elles, « distinctivement et privativement », mais par toutes ensemble et en commun, avec la faculté cependant pour celle qui le désirera de demander amiablement ou par justice, à une époque quelconque, un partage d'usufruit. Dans la pratique cette faculté ne sera d'ailleurs jamais exercée car, s'il est possible de constater souvent quelque dissentiment entre belles-sœurs ou entre belles-mères et belles-filles, il est extrêmement rare au contraire qu'une mère veuve ne vive pas en bonne intelligence avec ses filles. C'est un élément de plus à l'appui de cette affirmation que le législateur a été guidé par l'idée principale de préserver les femmes contre les tentatives de dilapidation des héritiers mâles et non de placer entre elles un ferment de discorde. Tout au plus, peut-on supposer qu'en édictant la possibilité d'un partage par tête entre les ayants droit à l'usufruit il a voulu manifester son intention de ne point faire à la veuve dans sa famille maritale une situation inférieure à celle des filles dans leur famille paternelle.

L'alinéa 5 de l'article 4 doit être toutefois complété par ce même mot *conjointement* dans le dernier sens que nous lui donnons, car si l'on admet que la conjonction puisse ne pas se rencontrer dans l'obligation une fois formée, on ne peut nier qu'elle existe, en tout cas, dans la cause qui produit cette obligation (1). En lisant seule-

(1) Planiol, II, 242.

ment : « le $\frac{1}{3}$ en usufruit à la veuve *et* à la fille » on pourrait en effet comprendre que *séparément* l'une *et* l'autre ont droit à la quotité indiquée.

Il est peut-être superflu d'ajouter que, dans ce même alinéa, les « héritiers *ci-dessus* désignés » ne peuvent être que les collatéraux de l'alinéa 4.

L'alinéa 6 appelle quelques observations qui ne sont pas sans importance. Cet alinéa fixe à $\frac{1}{2}$ la quotité des droits d'usufruit de la veuve en concours avec des filles et, en l'absence de veuve, des filles, s'il en est deux au moins, que le défunt ait laissé des collatéraux mâles de la ligne paternelle *ou qu'il n'en ait pas laissé*.

En jetant un regard en arrière nous constatons qu'en présence de collatéraux mâles de la ligne paternelle les droits sont fixés (alinéas 4 et 5) de la veuve en l'absence de fille, de la fille en l'absence de veuve, de la veuve et de la fille conjointement ; l'alinéa 6 complète cette énumération par la fixation des droits de la veuve en présence de filles et des filles au nombre de deux ou plus. Mais *en l'absence* de collatéraux mâles de la ligne paternelle le législateur n'attribue aucun droit déterminé à la veuve *ou* à la fille venant *seule* à prétendre à un droit d'usufruit sur la succession. Doit-on en conséquence et par analogie fixer d'une façon invariable ce droit à $\frac{1}{2}$? Ne doit-on pas comprendre que les droits sont les mêmes pour *une veuve et une fille* que pour *une veuve et plusieurs filles* ainsi que pour *plusieurs filles* quand il en est deux au moins ?

Cette dernière interprétation serait plus explicable que le fait d'établir une différence de traitement entre, d'une part, la veuve en concours avec *une* fille et d'autre part deux filles (alinéas 2 et 3 et alinéas 5 et 6), d'autant que les droits de la veuve sans fille sont les mêmes que ceux de la fille sans veuve (1).

Une dernière remarque est à faire à la lecture de cet alinéa 6. Le décret fixe à $\frac{1}{2}$ les droits en usufruit des

(1) V. en annexe p. 179 résumés d'une manière synoptique (Tableau A à E) les droits des veuves et des filles tels qu'ils résultent du Décret.

Nous donnons ci-après un résumé qui synthétise encore davantage les droits fixés par l'article 4 :

femmes en l'absence de collatéraux mâles de la ligne paternelle. A qui revient donc la nue propriété correspondante et la pleine propriété de l'autre moitié de la succession ? Serait-ce aux frères utérins en concurrence avec la kharouba et la djemâa de village selon les règles de la succession ordinaire, et, en l'absence de frères utérins, à la kharouba ou à la djemâa (1) ?

Mais la coutume est plus généreuse : en règle générale le village, lorsqu'il hérite, fait une large part aux femmes et souvent même, quand la succession est de peu d'importance, il leur abandonne non seulement les meubles mais la *totalité des revenus* (2). C'est à notre avis la solution qui devrait prévaloir même en présence d'une succession importante, réserve faite de la perte momentanée des droits de l'usufruitière qui se marie ou qui se remarie.

L'article 5 du Décret débute, ainsi que nous l'avons dit plus haut, par une impropriété de terme qui est plus apparente encore que dans l'article 4, puisqu'il s'agit ici de droits attribués à des *filles* exclusivement et que cet article 5 envisage le cas où des filles viennent en concours avec des héritiers mâles autres que le mari. L'examen de ce dernier cas laisse au surplus supposer que la défunte peut être veuve et le terme « conjoint » n'a plus alors aucune raison d'être.

Pour l'interprétation des mots *descendants, ascen-*

1° Descendants <i>ou</i> ascendants.	}	(Veuve <i>ou</i> fille, usufruit...1/6
Descendants <i>et</i> ascendants.		(Veuve <i>et</i> fille, usufruit...1/4
		(Veuve <i>et</i> filles ou 2 filles et plus), usufruit...1/3
2° Collatéraux mâles parents par les mâles.	}	(Veuve <i>ou</i> fille, usufruit...1/4
		(Veuve <i>et</i> fille, usufruit...1/3
		(Veuve <i>et</i> filles ou 2 filles et plus), usufruit...1/2
3° Pas de collatéraux mâles parents par les mâles.	}	(Veuve <i>ou</i> fille, usufruit...)
		(Veuve <i>et</i> fille, usufruit...)
		(Veuve <i>et</i> filles ou 2 filles et plus), usufruit...1/2

Ce tableau a été établi et nous a été aimablement communiqué par M. Ponset, Juge de Paix à Michelet.

(1) Han. et Let., II, 289.

(2) Han. et Let., II, 296. V. aussi : Aït-Sellane, *supra*, pp. 65 et suiv. et Bou-Hinnoun, Ann., p. 143.

dants, conjointement, l'article 5 appelle les mêmes remarques que celles qui ont été faites précédemment. Ajoutons cependant les précisions suivantes :

a) Lorsque le législateur, voulant être bref, emploie (alinéas 2, 4 et 7) l'expression *collatéraux mâles* il faut évidemment comprendre *collatéraux mâles de la ligne paternelle* ou *collatéraux mâles parents par les mâles*. Il pourrait en effet s'agir de collatéraux mâles de la ligne maternelle qui cependant sont exclus de la succession d'une femme par la mère, l'aïeule et par les femmes de la branche paternelle collatérale ;

b) L'alinéa 5 fixe les droits d'usufruit des filles, *quel qu'en soit le nombre*, en concours avec des héritiers mâles que par la suite il détermine. Mais ce nombre ne saurait être inférieur à *trois*. Dans les mêmes conditions les droits d'une fille sont en effet fixés par l'alinéa 1^{er} et si les droits de *deux* filles ne le sont point expressément cette lacune sera facilement comblée en attribuant, par analogie avec les dispositions de l'alinéa 3, $1/4$ en usufruit conjointement aux filles au nombre de deux en présence de descendants mâles et du mari ou d'ascendants mâles et du mari, ou de descendants mâles seulement ou d'ascendants mâles seulement (1) ;

c) En adoptant cette interprétation qui s'impose, une difficulté se présente : en application de l'alinéa 6 *in fine*, trois filles, en présence du mari seulement, ont droit au tiers en usufruit, et dans les mêmes conditions l'alinéa 7 leur accorde la *moitié*. Nous pensons que c'est par erreur que le législateur a ajouté le cas du concours avec le mari seul dans l'énumération de l'alinéa 6 et qu'il faut — comme précédemment (alinéas 2 et 4) — assimiler le mari à un collatéral mâle de la ligne paternelle et accorder en sa présence unique un droit d'usufruit de moitié et non du tiers à trois filles au moins venant en concours avec lui (2).

(1) Il faut évidemment entendre les expressions *descendants mâles* et *ascendants mâles* comme nous les avons définies plus haut.

(2) M. Morand en effet dans son Cours (*op. cit.*, p. 349) considère le mari kabyle comme héritier à part légale au même titre que les collatéraux.

Nous n'insisterons pas davantage sur les deux premiers alinéas de l'article 6 que nous avons visés plus haut (1), mais il y a lieu de faire remarquer que par le bénéfice du droit d'accroissement qu'il institue le troisième alinéa de cet article 6 rend plus apparente encore la lacune que nous avons signalée en étudiant l'article 4 alinéa 6.

En application en effet des articles 4 et 6 conjugués, la présence simultanée d'une veuve et d'une fille venant, à l'exclusion de toute autre, à prétendre à une succession, peut amener l'une d'elles au décès de l'autre à jouir d'une part importante d'usufruit. Le cas spécial de la présence de l'une d'elles *seule*, à l'ouverture d'une succession, n'a pas été prévu par le Décret !

On retrouve avec l'article 7 l'esquisse de la méconnaissance par les coutumes du droit de représentation.

En l'absence de *descendants* du premier degré, la petite-fille née du fils a.....

Ainsi, le droit de représentation en faveur d'une petite-fille est inexistant même en présence de descendants du *sexe féminin* et alors même qu'il s'agirait de la succession d'une femme puisque cet article 7 vise également la succession de la *grand'mère paternelle* (2).

Il suffira de se reporter aux articles 4 et 5 pour étudier respectivement dans la succession de son grand-père et de sa grand'mère (3) les droits d'une petite-fille née du fils.

Faisons ici la simple remarque que selon les règles de la loi musulmane il est des cas où la petite-fille a une vocation héréditaire en présence de la fille et il peut en être de même pour l'arrière-petite-fille en présence de la petite-fille (4).

L'article 8 renvoie aux dispositions de *la coutume* pour ce qui est des droits d'une femme dans la succession d'une

(1) V. *supra*, pp. 98 et suiv.

(2) Ceci est l'application stricte des principes du droit kabyle. V. notam. Han. et Let., II, 289.

(3) Il est inutile de préciser *grand'mère paternelle* puisqu'il s'agit des droits de la petite fille née du fils.

(4) Morand, Cours, *op. cit.*, pp. 324 et 325.

autre femme en l'absence de collatéraux mâles de la ligne paternelle et de mari (1).

S'agit-il de la coutume générale et le magistrat devra-t-il s'inspirer des théories exposées en la matière par MM. Hanoteau et Letourneux (2) conformément aux usages des Aït Iraten et du plus grand nombre des tribus ? Devra-t-il au contraire, s'il s'agit de la coutume locale, rendre dans chaque espèce qui lui sera soumise un jugement préparatoire à l'effet de déterminer les droits litigieux après renseignements pris auprès des notabilités indigènes, *cadi-notaire*, *caïds*, *présidents* et *membres de djemâa* (3) ?

Pourquoi tout au moins n'avoir pas vidé l'abcès entièrement au sujet des droits d'usufruit des filles ? Vraisemblablement parce que en l'absence de collatéraux mâles de la ligne paternelle et de mari les droits de la fille concourent avec ceux de la mère et que, de propos délibéré, le législateur a écarté la mère de son étude particulière ?

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse d'une succession laissée par une femme est difficilement admissible, et ce, pour les raisons que nous avons données plus haut (4). Il sera non moins admissible qu'on puisse supposer qu'une femme arrive à prétendre à la succession d'une autre femme étant donné le rang qu'elle occupe après les héritiers mâles, et surtout qu'elle ait la possibilité de faire reconnaître ses droits en justice sur une telle succession.

Pour ces différentes raisons, nous arrêterons là nos explications et nous renvoyons le lecteur aux courts développements que comporte l'étude de la question dans le coutumier de MM. Hanoteau et Letourneux (5) et aussi au tableau synoptique qui figure ci-après, dans nos Annexes (6).

(1) L'adjectif possessif *son* que porte le texte nous semble inutile parce qu'équivoque.

(2) Tome II, p. 297.

(3) V. Ann., p. 156, Arrêt du 11 juillet 1931. Doit-on dire que parfois le juge de paix, dans une question souvent délicate, ne dispose que d'un délai de quatre à cinq jours pour *documenter* le Parquet Général sur une coutume déterminée ?

(4) V. *supra*, p. 102.

(5) Tome II, pp. 296 et suiv.

(6) V. *infra*, p. 187, Tableau F.

L'article 9 est touffu : c'est d'ailleurs le seul article qui ait été l'objet d'une discussion au sein de la Commission de 1925. Il était à l'origine libellé en ces termes :

« Le droit d'usufruit attribué à la veuve, à la fille et à la petite-fille est inaliénable.

» L'acte portant désignation des biens grevés de cet usufruit doit faire mention de cette inaliénabilité. Il est consigné à la mahakma notariale sur un registre spécial tenu par le cadi-notaire et publié par les soins de ce dernier à trois reprises, à huit jours d'intervalle, sur les marchés. »

Ainsi rédigé, cet article contenait trois prescriptions bien définies :

1° *Le droit d'usufruit est inaliénable ;*

2° Il est établi par un acte qui fait mention de cette inaliénabilité et qui doit être consigné sur un registre spécial de la mahakma notariale (1) ;

3° Le cadi-notaire, appelé à se transporter souvent sur les marchés, aura le soin de publier cet acte.

La première idée du rapporteur a été, on le voit, de protéger la femme en édictant à son encontre une défense qui la lie personnellement.

Comme nous le disons plus haut, les droits accordés à la femme sont plus précisément des droits d'usage et d'habitation ; l'héritier mâle, véritable propriétaire, permettra aux usufruitières de percevoir les fruits de la chose « autant qu'il leur en faudra pour leurs besoins » mais certainement pas davantage, et la mesure de protection qu'il était sage d'envisager était la défense pour la femme de louer ou de céder son droit (2) afin qu'elle ne se trouvât à aucun moment dans le besoin.

Mais il fallait aussi prévoir le cas où la femme « soit par négligence, soit par crainte, ne revendiquerait pas son droit » (3). Par le non usage, l'usufruit eût donc pu s'éteindre. Il convenait en conséquence de compléter

(1) Conformément sans doute aux dispositions du Décret du 12 août 1922.

(2) Cf. art. 631 du Code civil.

(3) *Rev. Et. isl.* 1927, I, 86.

l'alinéa 1^{er} par l'indication d'une clause d'imprescriptibilité.

La clause d'inaliénabilité écartait implicitement la possibilité d'une saisie par les créanciers de l'usufruitière. Il fut toutefois décidé de déclarer aussi le droit d'usufruit insaisissable.

La seconde prescription subit comme la première des modifications. Un acte devant toujours intervenir pour désigner les biens grevés d'usufruit, cet acte sera dressé par un officier ministériel s'il y a accord des parties ou par un jugement du juge de paix s'il y a désaccord, et comme « la succession est susceptible de comprendre des immeubles francisés, l'intervention, pour le partage, d'un officier public français peut devenir indispensable ». Il y avait lieu en conséquence de ne pas laisser subsister seules les expressions « cadi-notaire » et « mahakma notariale ».

D'autre part, la Commission estima qu'il était nécessaire de « déterminer de façon plus précise les formalités à accomplir pour assurer la publicité et l'inscription de l'acte qui établirait l'usufruit », et la troisième prescription eut à subir aussi quelques retouches.

Le texte « définitif » approuvé par la Commission fut donc le suivant :

« Le droit d'usufruit attribué à la veuve, à la fille et à la petite-fille est inaliénable, insaisissable et imprescriptible.

» L'acte, portant désignation des biens grevés de cet usufruit, doit faire mention *de ces trois modalités*. Il est consigné à la requête de l'officier public qui l'a reçu ou du greffier de la juridiction qui a rendu le jugement, sur un registre spécial, tenu au greffe de la Justice de Paix de l'ouverture de la succession et publié par les soins du même officier public ou ministériel, à trois reprises, à huit jours d'intervalle, sur les principaux marchés du canton du lieu de la situation des biens. »

Ce n'est pourtant pas ce texte *ne varietur* qui figure dans le Décret.

Le premier alinéa comporte une seconde proposition en vertu de laquelle la veuve qui se remarie perd son droit d'usufruit à compter du jour de son remariage. Nous avons vu que nous aurions préféré lire cette disposition dans

l'article 6 avec ces autres précisions qu'il en est de même de la fille qui se marie, que cette perte du droit d'usufruit n'est que temporaire et que jusqu'au jour où ce droit est de nouveau concédé à sa bénéficiaire d'origine il accroît aux femmes qui n'ont pas quitté le domicile du défunt.

Mais une modification plus importante a été apportée à l'alinéa 2 de l'ancien article 10 du texte voté par la Commission.

« L'acte, dit l'alinéa 2 de l'article 9 du Décret, portant désignation des *biens* grevés de cet usufruit, doit mentionner *qu'ils sont* inaliénables, insaisissables et imprescriptibles..... »

Ainsi la clause d'inaliénabilité complète qui, telle qu'elle avait été adoptée par la Commission, frappait le *droit d'usufruit* seulement a été étendue aux *biens grevés d'usufruit*.

A-t-on vu plus nettement que la défense légale d'aliéner atteint directement la personne et non la chose, que « ce n'est pas le bien ou le droit qui a en quelque sorte la puissance virtuelle et passive de subir une aliénation, et que c'est toujours et nécessairement en la personne du propriétaire, ou du titulaire du droit, que réside la faculté d'aliéner » (1) ?

A-t-on vu que si l'on pouvait craindre de la part de la femme une cession ou une donation intempestive de son droit d'usufruit il était plus sage de se préoccuper davantage de la préserver contre une vente préjudiciable à ses intérêts des biens grevés d'usufruit? Cette nouvelle prohibition légale devenait donc un complément nécessaire à celle qui vise la femme personnellement.

Mais quelle va être la conséquence de cette nouvelle et importante mesure?

La Commission n'a pas eu à connaître de son adoption ou de son rejet (2), encore qu'un de ses membres (3) —

(1) Planiol, 1927, I, 759.

(2) L'article 9 fut modifié conformément à l'avis émis par M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur (Direction des Affaires Algériennes) : Lettre N° 125-2-30 du 29 janvier 1931 à M. le Gouverneur Général (Affaires indigènes).

(3) M. Norès. *Rev. Et. isl.*, 1927, I, 86.

au début de la discussion de l'article 10 — eût posé la question de savoir si « en stipulant l'inaliénabilité *des biens frappés d'usufruit*, l'on ne fera pas obstacle à la libre circulation des biens. Il lui paraissait préférable que *le emploi pût être autorisé*, le produit de la vente étant versé à la caisse des dépôts et consignations (1) au nom de la femme. »

Il fut simplement fait observer que « l'adoption de cette proposition aurait pour conséquence *d'annihiler* complètement la réforme » et demandé que fût maintenue la « clause d'inaliénabilité complète ».

Puisqu'une aliénation est interdite au nu propriétaire des biens grevés d'usufruit, *même à charge de emploi*, ne peut-on assimiler le caractère juridique de ces biens à celui des biens habous du plus pur droit coranique (2) ?

Voit-on les inconvénients de cette assimilation ?

En supposant qu'une fille, après sa naissance, perde son père dont la succession est importante et qu'elle vive après lui de nombreuses années, sa seule présence, — même dans une autre famille que celle de son père (puisque d'après le Décret la fille ne perd pas ses droits en se mariant) — aura pour effet de frapper d'inaliénabilité complète, pendant cette longue période, une partie de la succession de son père, cette partie pouvant devenir égale à un demi, en vertu du droit d'accroissement édicté par l'article 6. Et si, toutes proportions gardées, cette situation se reproduit dans les milliers de familles que comprend la Grande Kabylie ; si l'on considère que les biens grevés d'usufruit et les biens non grevés formeront généralement deux propriétés livrées à une seule et même exploitation, on va ainsi — le pis étant à envisager — au-devant d'une immobilisation presque totale des propriétés kabyles, d'un arrêt de toutes transactions immobilières, d'une paralysie partielle des affaires.

(1) Ou plus exactement au beït-el-mal, chez le cadi-notaire de la circonscription intéressée puis à l'administration des domaines (Décret du 12 août 1922, art. 6).

(2) « D'après Sidi-Khalil il est d'ailleurs permis de constituer par habous des *immobilisations* temporaires... pour la vie du bénéficiaire par exemple, la libre propriété revenant ensuite aux héritiers du constituant. » (Han. et Let., II, 237).

Cette hypothèque privilégiée qui va peser lourdement et pendant de longues années sur la propriété kabyle ne compromettra-t-elle pas le crédit ? Il n'y a pas en Grande-Kabylie que des lopins de terre, des champs morcelés à l'infini sur les flancs des montagnes où la charrue trace péniblement quelques courts sillons. Il y a, dans les vallées et dans les plaines, de vastes étendues de terres cultivables, il y a de riches propriétaires à qui semblable mesure portera un préjudice considérable.

Dans l'application du droit musulman par les juridictions algériennes aucune atteinte n'a certes été apportée au principe même de l'institution du habous musulman ; il est pourtant de jurisprudence constante que « *l'aliénation du bien habousé n'emporte pas la caducité du habous* (1) et qu'il appartient aux dévolutaires, sous la réserve que l'acquéreur ne sera pas inquiété, de prendre toutes les mesures conservatoires de leurs droits, de requérir, notamment, en cas de vente, *le remploi* du prix provenant de l'aliénation » (2).

En Kabylie, pas plus que dans les pays les plus orthodoxes, les règles relatives aux immeubles frappés de habous n'ont jamais été observées d'une manière rigoureuse. Le principe du remploi y est admis quand une aliénation a eu lieu pour cause d'utilité publique et le constituant peut toujours autoriser un des bénéficiaires à vendre sa part, dans le cas d'indigence (3).

Le législateur se serait-il inspiré exclusivement et trop strictement, dans les dispositions coutumières kabyles, des règles qui régissent ce que l'on est convenu d'appeler le *habous kabyle*, habous irrégulier valant comme donation particulière ou disposition testamentaire ? Par cette disposition, en effet, le père de famille affecte généralement à l'une de ses parentes ou à plusieurs d'entre elles la jouissance d'un immeuble ou d'une partie de sa succession et cette disposition, disent MM. Hanoteau et Letourneux,

(1) Alger, 28 janvier 1902, Robe, 1902, p. 52.

(2) Alger, 24 avril 1920, Robe, 1921, p. 14. Cet arrêt et le précédent sont cités par M. Morand, Etudes, p. 184. V. aussi : Larcher et Rectenwald, 3^e éd., III, 207 et 211.

(3) Cf. *supra*, pp. 65 et suiv.

s'écarte de l'usufruit en ce qu'elle *paralyse la vente de la nue propriété* (1). Mais cette affirmation n'est pas, semble-t-il, à l'abri de toute critique. La coutume à laquelle renvoient ces auteurs est celle d'Aït Ferah et on y lit notamment : « La femme peut disposer comme elle l'entend des revenus, des biens, ainsi légués, mais *elle ne peut vendre* ». Cette incapacité ne frappe évidemment pas les revenus pour lesquels l'usufruitière a le « jus abutendi » mais les *biens grevés* d'usufruit. Or, la femme ne pourrait vendre ces biens que si elle en avait la pleine propriété et c'est tout simplement pour souligner qu'elle ne peut avoir sur eux aucun droit de *pleine* propriété que l'interdiction susvisée a été ajoutée.

On ne saurait, en tout cas, méconnaître le droit au nu propriétaire de céder sa nue propriété sous la condition que les droits d'usufruit de la femme seront respectés. C'est hélas ! le point délicat de la question. Souvent le nu propriétaire, dans un acte de vente, passera sous silence les droits d'usufruit de la femme ou les aliénera — par collusion avec son acheteur — concurremment avec la nue propriété. C'est alors la réédition sous une autre forme de la triste histoire d'Aït-Sellane. Combien de pauvres femmes sont incapables pécuniairement de soutenir le procès utile pour obtenir de recouvrer leurs droits (2) et combien de djemâas restent malheureusement insensibles à leurs doléances.

L'objection de M. Norès était donc principale. C'eût été édifier sur des bases solides la réforme qu'on entreprenait que d'y ajouter à l'encontre des héritiers mâles « l'obligation de remploi » en regard de « l'autorisation d'aliéner ».

D'ailleurs, n'est-ce pas un principe de droit certain que « le nu propriétaire ne peut rien faire qui compromette les droits de l'usufruitier (art. 600 et suiv. du C. c.) et que celui-ci n'a rien à craindre des actes de disposition accomplis sur le droit de nue propriété, qui *laissent toujours son usufruit intact* ? » (3)

Mais ce principe ne sera pleinement réalisable que si,

(1) Tome II, p. 238.

(2) Il est vrai de dire toutefois que le nombre s'accroît chaque année de femmes obtenant l'assistance judiciaire.

(3) Planiol, 1927, t. I, p. 761, note 2.

dans un texte applicable à la Kabylie, l'on ne s'écarte point des conceptions du droit français.

Nous avons vu que le législateur s'est inspiré — bien timidement il est vrai — de la loi musulmane et qu'il y avait danger à poursuivre l'islamisation de la Kabylie, que cette idée est au surplus repoussée par les Kabyles eux-mêmes. On ne doit pas oublier cependant que les Kabyles admettent l'application de la loi coranique dans certains cas et lorsque la coutume n'a pas statué (1); qu'ils ont emprunté au droit musulman notamment l'institution du habous et disposent parfois, — en matière de habous particulièrement, — selon les règles déterminées d'un rite orthodoxe musulman; que la coutume kabyle, comme la loi musulmane du reste, entend appliquer à la dévolution de la succession la loi personnelle du défunt (2). Mais puisque cette dernière question se rattache à celle plus générale des conflits de droit international privé interne en Algérie, il est nécessaire de rappeler que « lorsqu'il y a conflit entre la loi française et la coutume indigène, c'est à la loi française qu'il faut tout d'abord demander la solution. Que si la loi française n'a pas spécialement prévu et résolu le conflit et qu'aucun principe de droit certain ne commande l'application de la loi indigène, c'est alors, la loi française, à l'exclusion de la loi indigène, qui doit être appliquée, parce que les indigènes algériens étant de nationalité française, sont régis, en principe, par la loi française — la loi indigène ne leur étant applicable qu'exceptionnellement et en vertu d'un texte français ou d'un principe de droit certain (3). »

On voit là l'intérêt primordial qu'il y a à présenter un texte législatif nouveau en conciliant les principes du droit français avec ceux des dispositions coutumières non pas seulement désuètes mais moins strictement observées par les Kabyles eux-mêmes, à consacrer les réformes déjà accomplies par eux, à redresser les erreurs qui sont encore commises en application d'un principe de droit ébranlé à sa base.

(1) Han, et Let., II, p. 136 et Morand, Etudes..., op. cit., p. 139.

(2) Morand, Etudes..., op. cit., p. 148 et Décret du 17 avril 1889, art. 4.

(3) Morand, Etudes..., op. cit., p. 126.

En édictant une clause trop sévère, susceptible de porter atteinte aux mœurs indigènes en l'état actuel de leur évolution, on ne peut que provoquer, — par une sorte de réflexe, — un phénomène de régression.

On peut espérer cependant qu'un droit prétorien habilement, intelligemment élaboré viendra avec souplesse s'adapter aux circonstances, se soumettre aux exigences sociales en respectant les idées directrices qui l'animeront.

Ce n'est pas, en droit kabyle, un principe de droit certain que l'inaliénabilité complète de la nue propriété; on a la faculté, par conséquent, d'aller puiser en notre Code les tempéraments qu'une application du Décret rendrait nécessaires, et ce ne peut être, semble-t-il, que parmi les règles concernant l'inaliénabilité des biens dotaux et particulièrement des immeubles dotaux (1).

L'usufruit du Décret de 1931 n'est-il pas comme la dot une partie du patrimoine familial affecté « à la satisfaction d'intérêts permanents » ? La dot est affectée aux intérêts du ménage; l'usufruit aux intérêts des femmes dans le foyer : l'usufruit comme la dot est institué dans l'intérêt de la famille. Cette idée qui explique l'inaliénabilité elle-même explique aussi les exceptions à la règle de l'inaliénabilité admises par la loi et par la jurisprudence, et parmi les exceptions légales en figurent notamment deux pour la dot qui auront en droit kabyle pour l'usufruit leur importance : celle qui autorise l'aliénation en vue de fournir des aliments à la famille, c'est-à-dire, dans un sens plus large, de procurer les ressources nécessaires à la subsistance de la famille, et celle qui prévoit les travaux de réparations indispensables pour la conservation de l'immeuble grevé (2). On peut en outre facilement admettre que pour l'usufruit comme pour la dot l'aliénation aura lieu dans les deux cas précités aux enchères et après autorisation de justice (3) et qu'il sera fait emploi au profit des usufruitières de l'excédent du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus.

(1) Code civil, art. 1554 et suiv.; Planiol, 1927, t. III, p. 301; Colin et Capitant, t. III, pp. 259 à 360.

(2) Code civil, art. 1558, alin. 3 et 5.

(3) Cf. la vente aux enchères publiques après autorisation de la *dic maa*, à Aït Sellane, *supra*, p. 69.

Si l'on adopte cette façon de voir, on ira jusqu'à permettre aux parties, au moment de la rédaction de l'acte portant désignation des biens grevés d'usufruit, de mentionner qu'en tout état de cause les biens pourront être aliénés *mais à charge de remploi*.

Dans le cas toutefois où le remploi du prix ne sera pas effectué, l'aliénation sera nulle.

Il résultera de là conformément à ce qui a lieu en droit français :

a) L'obligation pour le tiers acquéreur, et pour l'officier public et ministériel, de surveiller l'exécution du remploi ;

b) Le droit pour chacune des usufruitières de demander la nullité de l'aliénation non suivie de remploi ;

c) La responsabilité du vendeur.

En toute hypothèse, le vendeur sera dans l'obligation de restituer le prix qui lui aura été versé.

En leur qualité de biens inaliénables, les biens grevés seront également insaisissables par les créanciers ; ils resteront insaisissables même si l'héritier mâle se réserve dans l'acte de les aliéner ou de les hypothéquer et *a fortiori* si la mention de cette faculté est suivie d'une clause de remploi obligatoire.

L'imprescriptibilité qui disparaîtrait si l'inaliénabilité était écartée purement et simplement par l'acte constitutif d'usufruit continuera de garantir accessoirement les biens grevés s'ils sont déclarés inaliénables sous condition de remploi.

Ainsi les décisions de jurisprudence d'une part, et d'autre part les conventions particulières de l'acte prévu par l'article 9 du Décret, sont susceptibles d'avoir une influence notable sur les tractations futures en Kabylie et tout spécialement sur les relations juridiques des membres d'une même famille à compter du jour du décès de l'un d'eux.

A quel moment interviendra la rédaction de l'acte visé à l'article 9 ? M. Norès a proposé au sein de la Commis-

sion (1) l'adoption du texte suivant qui lui paraissait plus précis que celui qui était soumis à l'examen :

« Tout décès donnant lieu à ouverture d'un droit d'usufruit au profit d'une femme sera suivi à la requête de la partie la plus diligente, d'un acte dressé par un officier ministériel et désignant les biens sur lesquels portera l'usufruit.

» En cas de difficultés, l'officier ministériel dressera un procès-verbal et le soumettra à l'homologation du Juge de Paix. »

Cet amendement fut rejeté par la Commission qui a estimé qu'il ne fallait pas trop serrer le texte si l'on voulait qu'il « pût s'appliquer à tous les cas d'espèce ».

Il n'enlevait rien pourtant à la généralité du texte ; il se contentait de proposer une procédure plus simple, plus rapide que celle finalement adoptée par la Commission. Mais il était incomplet. Qu'entendrait-on en effet par *partie la plus diligente* ? Certainement une des femmes pouvant prétendre à l'usufruit. C'est alors une précision inutile car les héritiers mâles se garderont bien de faire établir un acte destiné à les priver d'une partie de leurs droits successoraux.

Le Décret d'ailleurs ne résoud pas la question et l'alinéa 2 de l'article 9 dispose : « L'acte, portant désignation des biens grevés de cet usufruit, doit mentionner..... »

La même question se pose donc toujours de savoir à quel moment sera établi cet acte ? Quelle sanction interviendra d'autre part si cet acte n'est pas établi ? Et si par hasard une femme de la famille du *de cujus* est informée de ses droits par une personne étrangère, comment obtiendra-t-elle que soit faite à l'amiable la désignation qui doit établir ses droits ? Qui désignera les biens grevés et en l'absence de procès comment seront déterminées les forces de la succession ?

La confection de l'inventaire qu'après chaque décès le cadi-notaire établit lorsque des mineurs sont parmi les héritiers est-elle une mesure à généraliser ?

On n'ignore point qu'au moment même où s'ouvre une

(1) *Revue des Etudes Islamiques*, 1927, cahier I, p. 87.

succession les parents mâles des deux lignes s'entendent pour spolier les fils mineurs du défunt et réduire dans la plus grande proportion possible le droit d'usufruit susceptible de revenir aux femmes (1). Cette spoliation des mineurs a d'ailleurs préoccupé l'Administration algérienne. Le Préfet d'Alger a fait procéder en avril 1925 à une enquête à l'effet de savoir s'il ne convenait pas d'instituer en Kabylie un Conseil de gérance.

Nous avons, à cette époque, estimé que pour la gestion et le contrôle des tutelles le Décret du 1^{er} août 1902 semblait pouvoir se suffire à lui-même et que des instructions complémentaires cependant qui n'atteindraient en rien l'esprit de ce Décret et qui s'inspireraient des directives données par M. le Procureur général et M. le Premier Président dans leur lettre n° 12.778 du 15 avril 1925 en permettraient une application pratique qui préserverait, dans les meilleures conditions possibles, les mineurs kabyles de la spoliation de leurs tuteurs.

Nous avons par la suite émis quelques suggestions que nous nous permettons de reproduire ci-après puisqu'elles rentrent dans le cadre de notre sujet :

1° *Ouverture de la succession.* Toutes les déclarations de décès étant reçues par le caïd (2), celui-ci pourrait ne pas se contenter d'inviter les déclarants à lui faire connaître si les décédés ont laissé des enfants mineurs ou s'ils étaient tuteurs de mineurs. Il pourrait être mis dans l'obligation de se transporter, aussitôt après la déclaration, au domicile du défunt et de dresser, en présence du chef de fraction (*amine*) et des membres de la famille, un état portant l'indication sommaire de la consistance de la succession et de sa valeur approximative.

Cet état serait reporté sur un rapport fait en double. Un des deux rapports ainsi rédigés serait adressé au cadastre dans les trois jours de l'ouverture de la succession. L'autre serait joint au volant que le caïd doit, conformément aux dispositions des art. 17 et 18 de la loi du 23 mars 1882, adresser au chef de la Commune. Cela aurait en outre l'avantage de permettre à ce magistrat de contrôler l'envoi au Receveur de l'Enregistrement de la notice prévue dans le projet de réorganisation des droits de succession. Le

(1) Rapport N° 3282 du 3 juin 1925 de M. l'Administrateur de Michelet à M. le Sous-Préfet de Tizi-Ouzou.

(2) Se reporter à l'article 8 du Décret du 1^{er} août 1902 sur la tutelle en Kabylie.

Maire ou l'Administrateur adresserait ensuite, et ce dans les huit jours de la réception, le rapport du caïd au Juge de Paix du canton.

2° *Conseil de Famille. Inventaire.* Le Juge de Paix veillerait à l'application stricte du décret de 1902 en exigeant, dans le Conseil de famille, la présence de la mère survivante, celle-ci étant toujours nommée tutrice lorsqu'elle paraît capable d'exercer cette fonction. Il me faut insister sur ce point, en effet, qu'il est indéniable que les mineurs sont spoliés de leur héritage au moment même où s'ouvre la succession et par les parents mâles des deux lignes dont la collusion paraît avoir notamment pour but de réduire dans la plus grande proportion possible le droit d'usufruit qui est attribué aux femmes par la coutume.

La consultation des registres du cadastre de Michelet démontre que dans la Commune mixte du Djurdjura la majorité des inventaires n'ont, jusqu'à ce jour, présenté que des actifs inférieurs à 10.000 francs. Le cadastre, pour cette raison, n'a eu à se transporter que très rarement. Il a, d'ailleurs, pour certaines successions, manifesté personnellement son étonnement de n'entendre, lors de la rédaction de l'inventaire, que l'énonciation de biens dont la valeur totale était minime. Il a en conséquence déjà pris l'initiative de consulter les caïds des intéressés pour avoir confirmation des déclarations qu'il recevait. La mesure préconisée de l'envoi par le caïd d'un état sommaire des biens de la succession dès que celle-ci vient à s'ouvrir serait en somme la généralisation de ce qui se fait dès maintenant dans la pratique.

Dans le cas seul d'une succession importante, il y aurait lieu d'exiger la présence sur les lieux — une seconde fois — du caïd, de l'amine et des membres de la famille lorsque le cadastre procède à l'inventaire.

Le caïd et l'amine étant les deux agents de l'Administration qui connaissent le mieux la situation de fortune des décédés, c'est sous leur responsabilité personnelle (1) qu'ils affirmeraient les déclarations qu'ils seraient appelés à faire à deux reprises différentes.

3° *Gestion de la tutelle. Subrogé tuteur. Reddition de compte.* La gestion de la tutelle pourrait ne présenter aucune difficulté si les tuteurs répondaient chaque année aux convocations du cadastre lancées pour la reddition de compte, mais, dans la Commune mixte du Djurdjura, les 2/3 des tuteurs ne comparaissent pas : ils sont, pour la plupart, en France lorsque les convocations leur sont adressées; ils se désintéressent trop facilement alors des intérêts des mineurs et comme ils sont généralement ceux des membres du conseil

(1) Il ne peut s'agir que de sanctions administratives. Il est à craindre toutefois que ces sanctions ne soient jamais appliquées quoiqu'il nous semble que ce soit le seul moyen par lequel le contrôle puisse être utilement exercé, mais il existe en Kabylie des autorités devant lesquelles s'inclinent toujours les agents indigènes de l'autorité française.

de famille susceptibles de montrer le plus d'énergie et le plus d'activité dans la gestion des biens de tutelle, le Juge de Paix hésite à prononcer leur destitution.

On entrevoit ainsi la difficulté de nommer un subrogé tuteur. Cette difficulté serait, me paraît-il, éludée si la mère survivante était nommée tutrice ou si le tuteur était pris parmi ceux des membres du conseil de famille qui sont retenus dans leur douar d'origine. Le subrogé tuteur pourrait alors être pris parmi ceux mêmes qui se déplacent puisqu'il n'aurait qu'à attester la sincérité et l'exactitude de la reddition de compte annuel.

Et, si le tuteur est absent au moment de cette reddition de compte, ne pourrait-on pas exiger de lui, sur l'invitation qui lui serait faite par l'Administrateur à qui le signalerait le cadi-notaire, que, conformément à l'art. 15 du décret de 1902, il fournisse au cadi-notaire, *par écrit*, un compte des sommes qu'il a perçues et de celles qu'il a employées?

Ce ne serait certes pas trop s'écarter de l'exactitude et de la sincérité que comporte une reddition de compte, car l'examen des registres des cadis-notaires montre en outre, dans les trois lignes de rédaction qui constituent cette reddition, qu'il n'est fait mention que du montant de l'actif restant après quelques transactions sans importance et si les revenus sont suffisants ou insuffisants.

Les redditions de comptes se font ordinairement dans le bureau du cadi-notaire par le tuteur seul et parfois en présence du caïd et des membres de la famille lorsque ces derniers ont tout lieu de croire que les intérêts du mineur ont été lésés.

Il conviendrait, pour suppléer au contrôle du conseil de gérance pour les tutelles dont l'actif est important — supérieur à 10.000 francs par exemple, — d'imposer au cadi-notaire la présence dans son bureau, au moment de la reddition de compte, du caïd, de l'amine et du subrogé-tuteur.

Je ne pense pas que doive être posée la question en Kabylie de la responsabilité *civile* et *pénale* de l'amine dans ses déclarations relatives aux comptes du tuteur et du droit pour lui de réclamer une taxe pour sa comparution devant le cadi. Le tuteur ne peut opérer de transaction importante qu'après une autorisation donnée par le Juge de Paix; d'autre part, si quelque modification était apportée dans l'organisation actuelle, l'amine n'aurait à se déplacer que rarement puisque, comme il est dit plus haut, les successions dont l'actif est important constituent la minorité.

.

Nous avons cru devoir reproduire ces dernières suggestions relatives à la tutelle pour donner une idée de la difficulté qu'éprouve le cadi-notaire à obtenir une reddition de comptes fidèle et sincère alors même qu'il s'agit d'héri-

tiers mâles, trop faibles encore il est vrai pour défendre personnellement leurs droits. Pour les femmes la difficulté ne saurait être moindre. Et le Décret ne comporte pourtant aucun délai pour la rédaction de l'acte constitutif d'usufruit, aucune sanction contre les héritiers mâles qui par leur inertie reculeraient indéfiniment le jour de cette rédaction !

Il est vrai que les droits des femmes remontent au jour du décès du *de cujus*, — qu'ils soient considérés comme des droits d'usufruit universel ou des droits de réserve héréditaire. Il est vrai aussi que ces droits sont imprescriptibles. Mais s'il n'existe à l'origine aucun moyen de contrainte à l'égard de ceux qui s'opposent à leur exercice ; si l'on ne fait point une obligation aux héritiers mâles, — et non aux usufruitières, — de provoquer, dès que s'ouvre une succession, l'établissement d'un inventaire de meubles et d'un état des immeubles, et ce sous peine d'amende, les nouvelles dispositions légales pourraient rester lettre morte ou n'être appliquées que dans des cas extrêmement rares.

L'acte, poursuit l'article 9, est consigné à la requête de *l'officier public* qui l'a reçu.....

La première rédaction soumise à la Commission ne mentionnait que le « *cadi-notaire* » pour recevoir cet acte ; nous avons vu que la succession pouvant comprendre des immeubles francisés il y avait lieu de prévoir l'intervention d'un officier public français. Mais le seul terme *officier public* est bien trop général. En Algérie, les différentes catégories d'*officiers publics* ou ministériels sont : les avoués, les notaires, les huissiers, les greffiers, les greffiers-notaires, les commissaires-priseurs, les curateurs aux successions vacantes, les interprètes judiciaires. Est-ce bien cette énumération que le législateur a sous-entendue ? Ne croit-on pas au contraire qu'il faille se reporter à l'art. 4 du Décret du 22 août 1926 concernant le régime de la justice musulmane en Kabylie et ne comprendre par ces mots *officier public* que *cadi-notaires ou officiers publics français investis des fonctions de notaires* ?

En tout cas, s'il n'y a pas accord des parties conclu devant un officier public, un jugement peut être requis

pour la détermination des droits des usufruitières et désignation des biens grevés d'usufruit.

L'acte ou le jugement — de première instance ou d'appel — ajoute l'article 9, sera *consigné* à la requête de l'officier public qui a reçu l'acte (1) ou du greffier de la juridiction qui a rendu le jugement sur un registre spécial, tenu au greffe de la justice de paix au lieu d'ouverture de la succession.....

En quoi consistera cette *consignation* ? L'acte sera vraisemblablement, comme le jugement, rédigé en minute et conservé en conséquence à la mahakma notariale ou à l'étude de l'officier public français faisant fonctions de notaire. Il ne semble pas en conséquence que la *consignation* puisse devoir consister en une copie fidèle et intégrale de l'acte ou du jugement ; la simple mention suffira sans doute de la date et des clauses essentielles qui permettront la recherche aisée de la minute pour la délivrance ultérieure d'une expédition requise par une des parties ?

Une dernière remarque nous reste à faire sur le mode de publication de l'acte ou du jugement.

« Il sera publié par les soins du même officier public ou ministériel, à trois reprises, à huit jours d'intervalle, sur les principaux marchés du canton du lieu de la situation des biens. »

Comme nous l'avons déjà rappelé, la coutume applicable en matière successorale en Kabylie est la coutume personnelle du *défunt* (2).

On peut donc admettre l'hypothèse de biens successoraux se trouvant dans deux cantons différents. *Quid* de la publication dans ce cas ?

Mais dans un même canton, ignore-t-on que les principaux marchés se tiennent une fois par semaine et souvent en des endroits situés à plusieurs heures de mulet du siège

(1) Ce peut être — remarquons-le — le greffier notaire de la juridiction qui a rendu le jugement. Il devra toutefois pour se conformer aux prescriptions du Décret consigner sur un registre spécial de son greffe l'acte qu'il aura conservé au rang des minutes de son étude.

(2) Morand. *Etudes*, *op. cit.*, pp. 141 et 148.

de la commune où habite l'officier public ? Voit-on, dans ces conditions, pour toute succession, voire pour une succession de faible importance, l'officier public — ou pour lui un suppléant ou un employé dûment mandaté — se transporter en *huit* jours, à *trois* reprises, sur les principaux marchés du canton ?

Et si ces conditions ne sont pas remplies, si notamment la publication n'est pas faite dans le délai prescrit, y aurait-il forclusion, impossibilité d'exécution, d'entrée en jouissance ? Les créanciers retardataires des héritiers mâles seront-ils fondés à faire opposition ?

La seule responsabilité n'incomberait-elle pas alors à l'officier public ? Et quel recours auraient les usufruitières contre lui ?

Pratiquement, pensons-nous, cette publication ne pourra se faire que sur un seul marché — le marché du siège de la Commune — un même jour et à trois *moments* différents. Cela enlèvera d'ailleurs à la disposition légale tout intérêt puisqu'elle est édictée en vue de porter assez rapidement à la connaissance de la plus grande partie des Kabyles la réforme réalisée.



En bref, le Décret du 19 mai 1931 est incomplet et imparfait.

Il est un amalgame de dispositions diverses reposant sur des principes empruntés à la fois aux lois françaises et musulmanes, aux coutumes kabyles et aux décisions de jurisprudence en matière de *habous*.

Il institue sous le nom d'*usufruit* une *réserve héréditaire* en faveur de l'épouse survivante et de la fille, une réserve d'un caractère particulier. Les co-usufruitières ont « une entrée commune » (1) : elles entrent dans l'indivision en vertu d'un même titre ; elles peuvent cependant ne pas demeurer dans cette indivision et provoquer un partage d'*usufruit*. Leurs droits sont garantis directement par une clause d'incessibilité et d'imprescriptibilité et indi-

(1) V. Morand, *Etudes*, op. cit., p. 28.

rectement par une clause d'inaliénabilité qui frappe les biens grevés d'usufruit. Au décès de l'une sa part accroît à l'autre. Il en est de même lorsque la veuve se remarie, et sans doute aussi — quoique le Décret ne le dise pas expressément — lorsque la fille se marie et quitte par conséquent le toit paternel.

On ne saurait comprendre toutefois cette indivision dans le sens communément admis. L'indivision porte nécessairement sur une *masse de biens* et elle semblerait résulter de l'application des articles 4 et 5 du Décret et implicitement de l'article 6. Mais l'article 9 met l'officier public ou le juge dans l'obligation de *désigner* les biens grevés d'usufruit, de faire une somme de *biens particuliers* sur lesquels portera l'usufruit. L'indivision est par nature *inorganisée* (1), et l'usufruit du Décret de 1931 ne peut correspondre — temporairement ou définitivement — qu'à une jouissance collective *organisée*. En conséquence les droits accordés à la femme ont plutôt le caractère juridique de droits de copropriété et de communauté que d'indivision.

Il est, d'ailleurs, à ce sujet, indispensable de relire les pages remarquables que réservent MM. Hanoteau et Letourneux (2) aux sociétés universelles, à la communauté de famille (*Thadoukeli boukhkham*), et la note intéressante (3) dans laquelle ils comparent cette communauté avec les communautés des Jault du Moyen Age. Et il sera curieux de souligner ce passage concernant le rôle de la femme dans la communauté : « Tout devrait tendre à augmenter le nombre des communautés de famille et à en perpétuer la durée, si les femmes, cet éternel dissolvant, n'en provoquaient souvent la rupture ».

La coutume est sage qui reconnaît au chef de famille le soin de présider à l'administration de cette communauté, qui lui prescrit d'observer entre les membres l'égalité la plus stricte dans les partages, de se montrer d'une impartialité rigoureuse.

(1) V. J. Vincent. Répartition entre les héritiers des créances et des dettes de la succession, Paris, Dalloz, in-8, 1931, 1^{re} partie.

(2) Han. et Let., tome II, pp. 468 et suiv.

(3) Han. et Let., tome II, p. 469, note 1.

Le lien commun ne se resserrera cependant, l'accord au sein de la communauté ne subsistera, le partage — en cas de désaccord — ne se fera équitablement que si la djemâa peut souverainement intervenir et à défaut de la djemâa le juge français instruit des institutions kabyles et dont la science juridique impose à ces populations éprises de liberté et d'égalité.

CONCLUSION

Sur les hauteurs du Djurdjura il nous a été donné souvent d'observer un corbeau luttant contre un vent debout et violent ; dans ses ailes déployées passaient de multiples frissons. Il n'avancait ni ne reculait : il montait lentement... verticalement.

Nous voyons là l'image de l'évolution des coutumes kabyles.

Deux peuples, deux races sont en contact en Kabylie ; deux civilisations se heurtent qui sont distinctes par les origines, les traditions, les mœurs, les croyances, qui sont « distantes dans l'échelle des types sociaux ».

Plus que partout ailleurs la France en Kabylie a dû compter avec l'ordre politique et social des indigènes tel que par eux il a été établi. Les vieux pouvoirs s'y maintiennent en marge de ceux que nous avons apportés. Et ce n'est que par degré, par étapes, que se développera l'organisation kabyle où s'introduit peu à peu l'esprit d'une civilisation plus haute.

Le droit privé particulièrement évolue timidement : sur la base des coutumes ancestrales les institutions résistent à la législation, à la jurisprudence, aux décisions administratives : elles s'élèvent cependant car le Kabyle, selon les circonstances, puise dans les textes ce qui lui paraît le plus propre à servir ses intérêts.

Plus ferme et plus intelligente sera notre action en Kabylie, plus facile sera l'adaptation de ses habitants à nos idées et à nos mœurs, plus aisément s'établiront entre les Kabyles et nous des rapports de confiance.

Mais il est nécessaire pour légiférer, pour juger et administrer, de connaître à fond les us et les coutumes, les croyances et la langue du peuple qu'on est disposé à éduquer, à guider, à assimiler.

Après avoir pris connaissance du procès-verbal d'enquête dressé le 5 septembre 1931 par le Juge de Paix de

Michelot sur la coutume d'Aït Sellane, ne doit-on pas déplorer que l'Administration n'ait pas cru devoir faire confiance aux djemâas, véritables représentants de la Kabylie (1), en procédant auprès d'elles à une large consultation avant d'étudier les mesures à prendre pour améliorer la condition de la femme ?

On a craint « une opposition systématique et irréductible de la part de ces assemblées ». Mais telle qu'elle avait été présentée la question pouvait-elle apporter une solution satisfaisante ?

On préconisait une consultation « par les soins de MM. les Administrateurs en présence du Juge de Paix du canton, assisté de son Greffier et de son Interprète. Le Juge de Paix aurait donné aux membres de la djemâa toutes explications qu'ils auraient pu désirer, répondu à leurs questions et objections et dressé procès-verbal (2). »

Quel eût donc été au cours de cette consultation le rôle joué par l'Administrateur ? Celui sans doute de présider aux « débats » sans toutefois y participer ? N'était-il point délicat de confier ainsi une même et importante enquête concurremment à deux magistrats dont les conceptions ne sont pas toujours conformes, entre lesquels en tout cas il est difficile d'établir une hiérarchie nettement déterminée ?

Nous ne pensons pas cependant que cette seule considération ait été à la base des avis défavorables à l'opportunité d'une consultation formulés par la plupart des Administrateurs de Kabylie. Les Administrateurs des deux plus importantes Communes mixtes (Fort-National et Djurdjura) n'ont-ils pas d'ailleurs préconisé cette consultation ?

Dans les lettres officielles qui leur parvinrent les autorités locales de Kabylie ont compris qu'il ne s'agissait et ne pouvait s'agir que de consulter les djemâas *de douar* (3).

(1) Avis exprimé par M. Sabatier au sein du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 18 février 1927.

(2) Lettre du Gouverneur Général au Préfet d'Alger du 17 avril 1924 N° 6983.

(3) V. Ann., p. 159, le vœu de M. Roumane dont on a pu s'inspirer : à l'issue de la lecture de ce vœu il fut demandé l'avis des Présidents de djemâas *des douars* représentés à la Commission, et suggéré que fût dé-

Or, ces djemâas sont des assemblées élues ; les membres qui les composent sont les représentants politiques d'une partie seulement de la population et souvent même du çoff le plus important ; l'avis qu'ils auraient émis n'aurait certes pas été le reflet de l'opinion publique kabyle.

Il eût suffi d'ailleurs de procéder à une consultation au sein de ces djemâas et sous la présidence du Chef de la Commune, de donner ainsi un caractère officiel à l'enquête prescrite, pour que prît naissance dans l'esprit des membres de ces assemblées une prévention non avouée, pour qu'on se heurtât enfin à un silence d'autant plus farouche qu'une consultation généralisée eût pu provoquer une entente concertée.

La lettre de M. le Gouverneur Général du 17 avril 1924 précisait d'autre part que la consultation envisagée était pour s'assurer que la population « accepterait d'accorder aux femmes des *droits successoraux* sous cette réserve qu'ils ne porteraient que sur l'usufruit des biens, la nue propriété demeurant inaliénable et la part dévolue à une femme revenant en pleine propriété aux héritiers de l'auteur originaire à la mort de celle-ci ».

N'était-ce pas là l'énonciation d'un principe de droit certain en Kabylie ? Pouvait-on craindre dans ces conditions une opposition systématique de la part des populations kabyles ? Non, si la consultation avait été faite au sein des djemâas *de village* (1), de ces assemblées occultes qui subsistent toujours et qui réunissent dans chaque *village* les notables, les chefs de famille ; de ces assemblées qui respectent et défendent l'organisation patriarcale de la Kabylie. Non, si cette consultation d'ordre juridique avait été confiée non point à l'autorité « agissante » de l'Administrateur mais à la seule autorité morale d'un Juge

cidée une consultation préalable des djemâas *de douar* des autres communes. V. aussi lettre de M. le Procureur Général à M. le Gouverneur Général, N° 2371, du 18 février 1924.

(1) On nous objectera sans doute que la consultation eût pu être longue et fastidieuse. Il y a lieu de faire remarquer en réponse que ce n'est que le 19 mai 1931 que fut promulgué le Décret réglementant la condition de la femme kabyle, c'est-à-dire 7 ans après que la question eût été posée sur l'opportunité de la consultation.

de Paix instruit des coutumes, des usages et des mœurs des Kabyles.

Encore qu'on eût voulu considérer la formule précitée comme une simple base de discussion, la consultation eût certainement permis de l'améliorer : les chefs de famille kabyles auraient pu voir dans la proposition qui leur était faite une généralisation des mesures favorables prises déjà par un grand nombre d'entre eux dans le cadre de leurs coutumes. Il aurait été par la suite apporté aux clauses adoptées des modifications de détail ; l'échéance d'une nouvelle réforme eût pu être sinon fixée du moins nettement entrevue ; nous aurions en tout cas recueilli sur l'état d'âme indigène « des appréciations, des éléments que nul spécialiste kabyle, quel qu'il soit, ne peut avoir la prétention de nous apporter » (1).

D'ailleurs le principe énoncé plus haut a paru si proche de la conception générale en Kabylie, que l'on cherche vainement, dans les différentes pièces officielles qui en font mention, qu'on ait jugé nécessaire de plaider la cause des *droits successoraux* avec autant de chaleur, de véhémence que celle du *divorce* et de la *répudiation*.

M. Duchêne n'a-t-il pas demandé à la Commission de 1925 (2) « d'adopter *sans modification* les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 qui règlent les droits de la femme en matière de succession, ajoutant que M. Morand n'a fait que donner une forme juridique aux nombreuses coutumes kabyles et aux tendances qui se manifestent au sein des populations du Djurdjura » ?

Ces mêmes articles sus-visés n'ont-ils pas été sans discussion adoptés par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 18 février 1927 ? « Je crois pour ma part, a déclaré M. Sabatier, que dans un délai très rapide on parviendra à faire respecter les prescriptions concernant le mariage et les *droits successoraux* (3). »

Et cependant les termes du Titre II du Décret du

(1) Rapport de M. le Sous-Préfet de Tizi-Ouzou à M. le Préfet d'Alger en date du 10 juillet 1924.

(2) *Revue des Etudes islamiques*, 1927, I, 84.

(3) Mais, a-t-il ajouté, en ce qui concerne les dispositions relatives au *divorce* et à la *répudiation*, je crois qu'il faudra du temps, beaucoup de temps, pour les faire passer dans les mœurs.

19 mai 1931 n'ont eu jusqu'à ce jour qu'un faible écho dans les montagnes du Djurdjura (1). La femme remercie Dieu des faveurs dont il la comble ; mais la masse de la population mâle conserve ses positions, ou plus exactement maintient son opposition.

Les élus indigènes qui ont donné le branle aux mesures tendant à l'amélioration de la condition de la femme n'étaient-ils donc pas les porte-parole de la majorité de leurs coreligionnaires ? N'avaient-ils pas tacitement au moins et notamment mandat de demander que soient institués par voie législative des droits successoraux en faveur de la femme ?

Nous croyons à l'entière bonne foi de ceux qui se sont portés forts de l'adhésion quasi unanime des populations kabyles sur ce point. Mais nous doutons que l'on ait traduit, comme il convenait, les vœux qu'ils ont présentés et toujours sous la même forme.

Il s'est toujours agi (2) de garantir à la femme « pour son usage personnel les moyens nécessaires pour lui permettre de vivre décemment, soit en lui donnant une part d'usufruit sur les biens de son mari, soit en la faisant participer à la succession paternelle. C'est la même idée qui apparaît — sous une autre forme — dans la lettre de M. le Gouverneur Général du 17 avril 1924 et dans le rapport de M. Duchêne qui figure au procès-verbal de la réunion du 19 janvier 1926 : *réserve héréditaire en usufruit viager* sur la succession maritale ou sur la succession paternelle ; *réserve garantie* par une clause d'inaliénabilité et portant sur des biens destinés à revenir en pleine propriété aux héritiers de l'auteur originaire au décès de la bénéficiaire.

Mais cette formule, nous l'avons vu, n'est pas celle du Décret du 19 mai 1931. Le législateur a méconnu la scission traditionnelle entre la famille maritale et la famille paternelle ; il a institué entre les usufruitières un droit d'accroissement à conséquences indéfinies ; il a manifesté

(1) A l'heure actuelle le Juge de Paix de Michelet n'a eu à connaître d'aucune affaire se rapportant à la question des droits nouvellement institués.

(2) V. notam. le Vœu de M. Roumane, *infra*, p. 159, et la *Revue des Etudes islamiques*, Année 1927, Cahiers I, p. 53.

contre les aceb une prévention excessive en décrétant non seulement l'inaliénabilité du droit d'usufruit mais également l'inaliénabilité des biens grevés d'usufruit, inaliénabilité complète sans correction possible par une opération de remploi ; il a rendu son texte lourd et complexe par une multiple attribution de parts ; il l'a rendu complexe aussi par les formalités qu'il exige pour la reconnaissance, la publicité et la défense des droits attribués.

Ces caractères, il est vrai, n'apparaissent qu'à la suite d'une étude approfondie des textes. Et les Kabyles seront instruits de ces textes dans des conditions excellentes s'il est donné suite au vœu émis par la Commission d'Alger à l'issue de sa dernière séance, « d'organiser une diffusion sérieuse et courtoise des intentions du législateur, de la nature utile et appropriée des réformes, de l'esprit dans lequel elles ont été conçues ». Mais ils ne seront pas longs à connaître le Décret avec ses lacunes, car ils sont habiles à s'initier rapidement aux dispositions susceptibles de porter atteinte à leurs intérêts matériels et c'est « parce que la loi voudra trop *hâtivement* frapper leur statut qu'ils s'y renfermeront plus avant » (1).

La femme kabyle éprouve indiscutablement un mieux être moral — sinon matériel — depuis que les institutions kabyles sont influencées par les principes de la civilisation française. Elle n'est d'ailleurs pas sans personnalité. « C'est elle qui conseille le fils, le mari, qui les guide dans les plus importants de leurs actes ; c'est elle qui est souvent le véritable chef de famille, qui, faisant partager par les hommes ses inimitiés et ses haines, fera naître la division dans une kharouba et sera dans un village la cause initiale des çoffs (2). »

L'homme a conscience du rôle joué par la femme dans la famille et le village. Tout naturellement il tend à subjuguier cette autorité qui parfois devient considérable. Il abuse de son pouvoir souvent. Il se joue à l'occasion des sanctions pénales d'une djemâa qui lui paraît chancelante,

(1) Cf. Rapport de M. le Sous-Préfet de Tizi-Ouzou à M. le Préfet, N° 116, du 20 avril 1926.

(2) Déclaration de M. Laussel rapportée par M. Sabatier au sein du Conseil de Gouvernement, le 18 février 1927.

mais il respecte toujours les dispositions d'ordre civil que la coutume maintient en vigueur.

De même qu'une femme divorcée par nos tribunaux ne se remariera — en règle générale — qu'avec le consentement de son époux ou des parents de celui-ci de crainte d'un meurtre sur la personne de son second mari ou de son propre représentant légal, de même une fille, une veuve, devront, pour jouir en paix de leur usufruit, habiter au sein de la famille du *de cujus*, ne demander aucun compte et espérer davantage de la bonne volonté du chef de famille que de l'exercice possible de leur droit de contrainte.

ANNEXES

DISPOSITIONS DE QANOUNS KABYLES
RELATIVES AU STATUT SUCCESSORAL DE LA FEMME

*Tribus de la rive gauche du Sebaou
Versant nord du Djurdjura*

CONFÉDÉRATION DES IGOUCHDAL (1)

Tribu des Cheurfa guir'il guek'k'en (Tribu de Marabouts)

17. — Si un homme lègue en mourant la jouissance d'une partie de son bien à sa femme, à sa mère, à sa fille, à sa sœur, elles en jouiront jusqu'à leur mort. A la mort d'une femme qui a ce droit de jouissance, la djemâa reçoit un droit de 3 réaux.

18. — Si, avant de mourir, la mère, ou la sœur, ou la tante d'un individu dit : « Je donne à la djemâa 3 réaux », cet individu est tenu de les donner de ses deniers, qu'il soit riche ou pauvre.

19. — Si une femme de notre zaouïa se marie à l'extérieur, et qu'elle lègue quelque chose à la djemâa, nous recevrons ce legs.

Si cette femme est une kabyle de notre toufik, on suivra la coutume du village où elle demeure.

20. — Une femme non mariée peut léguer ce qu'elle possède à ses proches. La femme mariée ne le peut pas (c'est le mari qui en dispose).

22. — Si une femme se marie dans notre zaouïa et qu'ensuite elle se remarie au dehors, elle pourra disposer en faveur de notre djemâa de la dot ou de toute somme qu'elle aurait reçue dans notre zaouïa.

CONFÉDÉRATION DES AÏT SEDKA (2)

I — *Tribu des Iouadhien*

Villages de Taourirt Abdallah et d'Adr'ar' Amellal.

5. — Quand une femme meurt, son mari, ou le parent qui en dispose, doit payer 4 réaux à la djemâa.

6. — Si la femme avait du bien à elle appartenant et qu'elle en ait fait don à la djemâa, celle-ci prendra le tout (3); si (au moment

(1) Han. et Let., III, 329.

(2) Han. et Let., III, 341 et 342.

(3) On spécifie ici *le tout*, parce que, d'après certains qanouns, la djemâa ne peut jamais profiter que du tiers seulement des biens laissés par une femme.

où la femme a fait cette donation) il n'y avait qu'un témoin, la djemâa ne prendra pas le don (laissé par la défunte).

11. — Si l'ouali (parent ou représentant) d'une veuve veut marier cette femme et que celle-ci refuse, cet ouali n'aura droit qu'à 20 réaux que l'on prélèvera sur les biens de l'orphelin (1) et ne pourra marier la femme malgré elle.

12. — Une veuve a le droit de demeurer dans la maison de son mari défunt ; aucun des héritiers ne peut l'en faire sortir. Tout héritier qui chassera cette femme du logis de son mari défunt payera une amende de 20 réaux.

13. — Si cette même veuve épouse un des parents de son mari et qu'il ne la rende pas heureuse, elle aura le droit d'aller demeurer chez l'orphelin (c'est-à-dire l'enfant de son premier mari) et de vivre séparément sur le bien de son fils.

16. — Si un individu tue un parent (dont il est héritier) injustement et pour en hériter, la djemâa prendra tous les biens du meurtrier. Si la victime a un ou plusieurs enfants mâles, ceux-ci hériteront des biens de leur père ; mais si la victime est morte sans enfants mâles, la djemâa prendra les biens de l'assassin et ceux de sa victime.

17. — Tout individu qui achètera quelque chose d'une veuve ayant des enfants en bas âge, et qui, par conséquent, ne peuvent conclure de marché sans le consentement de leurs proches parents, ne recevra rien de ce qu'il aura payé quand on lui reprendra la chose achetée par lui, à moins que les proches parents de l'orphelin n'aient consenti à la vente.

18. — Dans le cas où le proche parent de l'orphelin (de père) ne voudrait pas acheter pour cette veuve ce qui lui est nécessaire, elle portera plainte à la djemâa, et l'amin jugera ce qu'il convient de faire.

II — Tribu des Aït bou Chennacha (2)

2. — Si un individu, en mourant, dispose de son bien, et en donne la moitié à sa fille ou à son frère, son testament est nul. La coutume n'accorde que le tiers. Celui à qui est donné ce tiers peut le vendre (et en disposer) quand il lui plaît. Il ne peut pas lui être contesté.

III — Tribu des Aït Ali ou Illoul (3)

4. — Si une femme reste veuve avec des enfants, les héritiers du mari ne peuvent la chasser de sa maison ; celui qui voudrait la

(1) C'est-à-dire de l'enfant laissé par le mari défunt.

(2) Han. et Let., III, 353.

(3) Han. et Let., III, 427.

chasser payerait 100 réaux d'amende, et la femme continuerait à demeurer dans la maison, sous l'ânaïa de la djemâa.

Les héritiers ne peuvent l'en chasser à moins qu'elle ait une mauvaise conduite.

CONFÉDÉRATION DES AÏT MENGUELLAT

I — *Tribu des Ak'bils* (1)

Village d'Agouni n' Tesselent

48. — Si un homme meurt, sa femme a le droit d'emporter ses vêtements de laine et de coton, les pendants d'oreilles, la coiffure et les bijoux que son mari lui aura donnés. Quant aux objets qu'elle a reçus de ses parents, elle les emporte tous.

Celui qui voudrait priver une femme des objets mentionnés ci-dessus, à elle donnés par son mari, payera 5 réaux, et rendra à la femme les objets.

49. — Si un homme, en mourant, laisse une femme, des filles, des sœurs, en un mot des femmes ses proches parentes, elles auront droit d'habiter la maison du défunt et auront la jouissance viagère du tiers de sa succession.

Si ces femmes peuvent exploiter les biens, elles sont libres de le faire ; sinon, les proches parents les exploitent aux conditions ordinaires de la coutume.

Elles choisiront elles-mêmes les individus qu'elles veulent charger de leurs affaires au dehors.

Si une de ces femmes vient à mourir, les héritiers du défunt donnent au village 10 réaux de çedaka pour acheter de la viande.

50. — Si les héritiers refusaient d'exécuter les prescriptions de cet article, ils payeraient 5 réaux d'amende et seraient contraints de se conformer à la loi.

51. — Les biens d'un orphelin ne peuvent être vendus que du consentement et en présence des notables du village. Celui qui contreviendrait à cette disposition payerait 10 réaux, et la vente serait nulle.

II — *Tribu des Aït bou Youcef* (2)

Village de Taourirt Amran.

6. — Si un homme meurt ne laissant que des filles, celles-ci ont droit à la jouissance du tiers des biens.

(1) Han. et Let., III, 366.

(2) Han. et Let., III, 429. C'est dans cette tribu que se trouve le village Aït Sellane dont la coutume est reproduite *infra*, p. 153.

CONFÉDÉRATION DES AÏT IRATEN

I — Tribu des Aït Ousammer (1)

Village des Aït Ferah.

5. — Celui qui propose de donner à une femme une part dans une succession paye 50 réaux.

8. — Un homme peut léguer à sa femme, à sa fille, à sa sœur, à sa tante, la jouissance d'une partie de ses biens égale à celle à laquelle la femme aurait droit d'après la loi musulmane. Il ne peut dépasser cette limite. La femme peut disposer comme bon lui semble des revenus des biens à elle ainsi laissés, mais elle ne peut vendre.

A la mort de la femme qui a la jouissance d'une propriété, cette propriété revient aux héritiers de celui qui en avait donné la jouissance.

9. — Si quelqu'un tue, pour en hériter, son frère, son fils ou un de ses parents dont il doit hériter, les biens du meurtrier et ceux de la victime sont confisqués par la djemâa (dans le cas où la victime n'a pas d'autres héritiers).

88. — Si un individu de notre village meurt sans laisser d'héritiers domiciliés dans le village, la djemâa hérite de tous ses biens. Les héritiers qu'il peut avoir hors du village ne sont pas admis à la succession.

II — Tribu des Irdjen

Toufik' d'Adni (2)

31. — Autrefois dans nos coutumes anciennes la femme participait à l'héritage autant que l'homme. Mais quand nos ancêtres se sont aperçu des inconvénients de ce droit, qui était une gêne pour tous, puisqu'il était souvent la cause des guerres intestines entre les tribus et des nombreuses têtes qui avaient été tombées, alors ils ont abrogé ce droit, c'est-à-dire que la femme ne doit plus hériter des biens de sa famille.

TRIBU DES AÏT YAHIA

a) Fraction des Imessouhal

Village de Koukou (3)

12. — Les femmes n'héritent pas, mais elles ont droit aux vête-

(1) Han. et Let., III, 378.

(2) Boulifa. Le Kanoun d'Adni, p. 151. Cité par M. Hacoun-Campredon, *op. cit.*, p. 108. Nous avons conservé, sans la modifier, la rédaction de M. Boulifa.

(3) Han. et Let., III, 386 et 387.

ments et à la nourriture sur les propriétés de leurs parents, jusqu'à leur mort ou jusqu'à leur mariage.

13. — Si un homme, en mourant, laisse des filles, des sœurs, une femme, etc..., les héritiers ne peuvent vendre, et doivent conserver, pour les femmes qui quitteraient la maison du défunt, un jardin irrigué et un jardin d'artichauts ; on choisit le meilleur chêne à glands doux et des oliviers ; toutes ces propriétés sont affectées à la nourriture et à l'entretien des femmes qui reviendraient habiter la maison de leur parent défunt.

Les femmes ne peuvent rien emporter des biens de la famille dans la maison de leur mari.

Toutes les réserves dont on vient de parler sont faites pour les femmes qui sont mariées. Celles qui ne sont pas mariées ont droit à la nourriture et à l'entretien sur tous les biens de la succession.

b) *Fraction des Imesdourar*

Village d'Aït Hichem (1)

25. — Si quelqu'un décède à la survivance d'un fils, les héritiers éventuels ne peuvent rien prendre sans autorisation si l'enfant est en bas âge.

Si l'enfant survivant est une fille, les héritiers lui abandonnent un champ et une maison.

28. — Celui qui, dans un but de générosité, a abandonné (à la fille du *de cuius*) un champ et une maison a droit au produit de la coupe des haies et à l'herbe du champ.

QANOUN GÉNÉRAL DE LA COMMUNE MIXTE DU DJURDJURA (2)

48. — Dans le cas de décès d'un homme ne laissant que des filles, celles-ci ont droit au tiers de la succession entière.

72. — La femme n'hérite pas de son mari ni le mari de sa femme. La femme n'hérite ni de son fils, ni de son père, ni de sa mère, ni de son frère.

TRIBU DES AÏT FRAOUCEN (3)

Qanoun du village de Djemâat Es Sahridj

(applicable à toute la tribu des Aït Fraouçen)

1. — Si un homme meurt sans enfant mâle, ses héritiers donnent au village 5 douros (25 francs).

(1) Le qanoun d'Aït Hichem a été rapporté pour la première fois par M. Milliot dans le Mémorial Henri Basset, Paris, 1928, g. in-8°, pp. 163 et suiv.

(2) Traduction inédite du texte rapporté en 1887 par M. Belkassem ben Sedira Cours., p. 356.

(3) Han, et Let., III, 389.

2. — Quand un homme ne laisse pas d'enfant mâle, mais seulement des filles, des sœurs, des tantes, ces femmes n'emportent rien de la succession de leur parent, si elles se marient ; mais, tant qu'elles ne seront pas mariées, elles vivent sur la propriété du défunt et en ont la jouissance.

10. — Une femme ne peut disposer par testament de sa dot (*çedak*) en faveur de son mari ou d'un étranger ; cette dot revient à ses parents. Elle ne peut donner que ses vêtements.

11. — La femme n'a rien à prétendre de la succession de son père ; elle n'emporte à la maison de son mari que ce que ses parents lui ont donné le jour de son mariage : c'est ce que l'on appelle *çedak*.

12. — Si une femme a des proches parents, elle ne peut pas désigner une autre personne pour disposer d'elle et recevoir la *thâmamth*.

14. — La mère (veuve) ne peut ni donner, ni vendre les biens de ses fils mineurs.

16. — La femme restée veuve avec des enfants mâles ne peut être chassée de la maison de son mari : elle vit sur les biens de ses enfants, mais elle ne doit rien faire sans consulter les parents de son mari.

29. — Quand un homme tue un de ses parents pour en hériter, la *djemâa* confisque les biens du meurtrier et les biens de la victime, si celle-ci n'a pas d'héritier.

CONFÉDÉRATION DES AÏT AÏSSI

I — *Tribu des Aït Ameur ou Faïd* (1)

Village de Taguemmount Oukerrouch

1. — Le droit dû au village, quand meurt un homme n'ayant pas d'enfants mâles, est de 20 réaux, quand même le père de cet homme serait encore vivant.

Si le défunt a fait au village un don supérieur à 20 réaux la *djemâa* accepte le don.

5. — La succession d'un homme appartient à ses fils, ou à ses petits-fils, et, à défaut, à la *kharouba*, puis au village.

Les femmes n'héritent ni peu ni beaucoup.

6. — Si un étranger vient habiter notre village et meurt sans enfants mâles, ses héritiers qui habitent d'autres villages n'ont rien à prétendre dans la succession, qui est dévolue à notre village.

7. — Si un homme lègue la jouissance de ses biens à sa femme,

(1) Han. et Let., III, 394.

à sa fille, etc., ces femmes n'ont la jouissance qu'autant qu'elles restent dans la maison et ne se marient pas.

8. — Si une femme achète un bien de son argent, personne ne peut le lui enlever.

17. — La veuve tutrice de ses enfants ne peut vendre les biens des mineurs qu'après avoir pris l'avis des notables de toutes les kharouba.

28. — Si un individu tue un de ses parents pour en hériter, tous ses biens sont confisqués ; ceux de la victime sont également confisqués (si elle n'a pas d'héritiers).

II — Tribu des Aït Douala (1)

19. — Si la mère (veuve) des mineurs vend une partie des biens de ces mineurs pour les besoins constatés (par la djemâa), cette vente est valable.

21. — Les enfants mâles d'une femme héritent de ce qu'elle peut avoir, à l'exclusion des parents de la femme.

III — Tribu des Aït Zmenzer

Village de Bou Hinnoun (2)

3. — Lorsqu'un homme meurt sans enfants mâles et sans autre héritier que le village, s'il laisse des filles, celles-ci auront dans sa succession la part que leur assigne la loi musulmane, mais à la condition qu'elles se marieront dans le village ; si elles se marient hors du village, elles n'ont droit à rien.

CONFÉDÉRATION DES MAATKA

I — Tribu des Aït-Khelifa (3)

2. — Lorsqu'un homme meurt sans rien léguer à la djemâa, ses héritiers payent au village 3 douros.

Il n'est pas payé de droit au village pour celui qui meurt à l'étranger.

3. — Une femme, mariée dans notre tribu ou dans une autre, n'a droit à rien dans la succession de son père. Si elle devient veuve ou si elle est répudiée, elle a droit de vivre dans la maison de son père et sur sa succession.

(1) Han. et Let., III, 433.

(2) Han. et Let., III, 434.

(3) Han. et Let., III, 400 et suiv. Ne pas confondre avec le toufiq d'Aït-Khelifa de la tribu des Aït bou Youcef (confédération des Aït Menguelat).

Si une femme étrangère est mariée dans notre tribu, elle ne pourra pas hériter de son père.

Nous ne permettons pas que les biens de notre tribu passent à des étrangers par l'héritage des femmes ; nous ne voulons pas davantage que des biens étrangers entrent chez nous par la même voie.

Nous ne pouvons admettre aucun changement à cet égard.

4. — Si un homme meurt, laissant sa veuve avec un ou plusieurs enfants mâles, les héritiers ne peuvent chasser la femme de la maison. Si la veuve vient à se remarier, les proches parents deviennent tuteurs des enfants et gèrent les biens jusqu'à leur majorité. Ils ne peuvent disposer de ces biens.

13. — Lorsqu'un homme en mourant laisse plusieurs enfants mâles, les uns majeurs, les autres mineurs, si ceux qui sont majeurs vendent, en tout ou en partie, les biens de la succession, les mineurs à leur majorité ne pourront exercer le droit de chefâa.

14. — Si la mère d'un enfant vend des propriétés pour subvenir à ses besoins et à ceux de son enfant (avec l'autorisation de la djemâa), l'enfant, à sa majorité, ne pourra invoquer le droit de chefâa.

63. — Si un père a plusieurs fils, les uns mariés, les autres non mariés, il peut donner à ceux qui ne sont pas mariés une propriété qui représente la valeur des femmes données à leurs frères ; les frères mariés ne peuvent pas réclamer cette propriété. Cependant, s'ils marient les célibataires de leurs deniers, ils peuvent prendre leur part de la propriété.

II — Tribu des Maatka (1)

8. — Il est permis de faire, par voie de donation ou de habous, en faveur de certaines parentes, filles, sœurs ou autres femmes, des libéralités portant sur des animaux ou sur d'autres biens meubles ou immeubles ; personne ne peut les en priver.

9. — La femme répudiée ou devenue veuve après avoir été chassée, par son mari, du domicile conjugal, n'a droit à rien en fait d'héritage.

Elle perd même ses droits sur les biens dont ses parents ont pu lui faire donation et qu'elle a emportés chez son mari le jour de son mariage. Ces biens sont devenus la propriété de son mari par le fait du mariage.

Cette règle ne subit d'exception que dans le cas où ces objets ont été seulement prêtés à la femme, ou lui ont été donnés deux ou trois jours ou plus après la consommation du mariage. Alors ces

(1) Ce qanoun a été donné in extenso et pour la première fois par M. Hacoun-Campredon, *Evolution...*, pp. 47 et suiv.

biens sont la propriété de la femme et personne ne peut les lui enlever.

13. — Les femmes n'héritent de rien, pas plus de leurs parents que de leur mari.

Cette règle s'applique aussi bien aux femmes originaires de notre tribu qu'à celles qui y sont étrangères et qui seraient mariées chez nous, car, de tout temps, nous n'avons ni donné, ni accepté d'héritage.

Toutefois, la femme répudiée, veuve ou en état d'insurrection, doit être reçue par ses parents qui lui doivent le logement, l'habillement et la nourriture. Si ses parents se refusent à accomplir ce devoir, la tribu intervient et ne cesse d'exercer sa pression sur eux jusqu'à ce qu'ils se décident à prélever sur la succession du père de la femme ce qui est nécessaire à cette dernière pour son entretien à dire d'experts.

Tribus de la rive droite du Sebaou

CONFÉDÉRATION DES AÏT OUAGUENNOUN

Tribu des Aït Aïssa ou Mimoun (1)

2. — Si un père donne à sa fille quelque chose avant son mariage, elle ne pourra emporter cette chose lorsqu'elle se mariera ; la fille n'en reprend possession que si elle revient à la maison.

12. — Lorsqu'une femme devient veuve ou est répudiée, elle revient chez son père ou chez les héritiers de son père, et elle vit avec eux sur leurs biens.

TRIBU DES AÏT FLIK (2)

1. — Lorsqu'une femme devient veuve, les proches parents du mari peuvent épouser cette femme sans donner de thâmamth, ou bien ils en disposent et la vendent. Le père de cette femme n'a droit qu'à 5 douros (25 francs). Ceci est pour les Kabyles seulement ; c'est ce qu'on appelle tha'allak'ith.

Quant aux marabouts, il n'en est pas ainsi : une femme devenue veuve n'appartient plus aux héritiers de son mari ; c'est son père qui en dispose.

2. — Les femmes chez nous n'héritent pas ; nos aïeux en ont décidé ainsi, et nous approuvons cette décision.

(1) Han. et Let., III, 404 et suiv.

(2) Han. et Let., III, 435.

CONFÉDÉRATION DES AÏT DJENNAD

Tribu des Aït-el-Ader (1)

1. — Les femmes ne sont pas admises à participer aux successions, mais elles ont droit à la nourriture et aux vêtements sur les biens de leur père, ou de leur mari (lorsqu'elles ont des enfants).

2. — S'il s'élève une contestation entre une femme et les héritiers de son père ou de son mari, au sujet de la part qui lui revient dans les revenus du défunt, c'est la djemâa qui décide.

4. — S'il est nécessaire de vendre les biens d'un orphelin pour subvenir à ses besoins, sa mère, quand elle est tutrice, ou son tuteur, ne peuvent vendre qu'après y avoir été autorisés par la djemâa.

TRIBU DES IZER'FAOUEN (2)

Village d'Azeffoun

11. — Les femmes, mariées ou non mariées, n'héritent pas.

Les veuves et les femmes répudiées vivent sur les biens de leurs proches, qui ne peuvent refuser de les recevoir.

12. — Une veuve qui a des enfants, mâles ou femelles, peut vivre dans la maison de son mari ; les héritiers ne peuvent l'en chasser, à moins qu'elle n'ait une mauvaise conduite.

13. — La veuve gère les biens de ses enfants, mais en consultant toujours un de leurs proches.

14. — Elle ne peut épouser un étranger et l'amener demeurer avec elle dans la maison de son premier mari.

15. — Elle peut rester dans la dite maison, si elle se remarie avec un des proches parents de son mari.

16. — Si une veuve n'a que des filles, la djemâa fait deux parts des biens du défunt : l'une est laissée à la veuve et à ses filles pour vivre ; l'autre est livrée aux héritiers.

17. — Lorsque les filles de cette veuve se marient, la mère a le tiers de la thâmamth et les héritiers du père, les deux tiers.

33. — Une donation faite en état de santé à une fille, à une sœur, à une femme, est valable.

TRIBU DES IAZZOUZEN BOUADDA (3)

7. — Lorsqu'une femme meurt, la çedak que lui a donnée son père revient au mari.

8. — Lorsqu'un homme Kabyle ou marabout quitte notre pays et

(1) Han. et Let., III, 406.

(2) Han. et Let., III, 410 et suiv.

(3) Han. et Let., III, 437.

y laisse des propriétés, il reste soumis aux mêmes charges que tous les habitants.

A sa mort, la djemâa perçoit le droit d'usage sur son héritage.

CONFÉDÉRATION DES AÏT R'OUBRI (1)

Qanoun en usage dans la plupart des villages

5. — Les successions sont dévolues au parent le plus proche ; les femmes n'ont aucun droit à prétendre dans les successions, même de leur père ou de leur mari ; elles ont droit aux aliments et aux vêtements.

La femme ne peut faire acte de personne civile, ne peut vendre ni acheter ; il faut toujours qu'un de ses proches parents agisse pour elle.

Si la femme n'a que des parents éloignés, on choisit dans la kharouba l'homme le plus sage.

AUTRES QANOUNS DES TRIBUS DE LA RIVE DROITE DU SEBAOU (2)

Aït Ir'zer

Douar Aït Djennad Lebh'ar

1. — Les femmes ne sont pas admises à participer aux successions. Elles ont droit à l'entretien sur les biens de leur mari si leur père ne possède absolument rien. Et ce, d'après l'avis des *a'qqal*.

Flisset Lebh'ar

7. — Si un homme en mourant laisse une veuve ou une ou plusieurs filles, ces dernières n'ont droit qu'à la nourriture avant leur mariage ou après la dissolution de leur mariage, lorsqu'elles sont dans le besoin. Leur mère vit chez ses parents, considérée comme un membre de la famille.

Si un conflit s'élève entre d'une part les héritiers et d'autre part les filles et leur mère, les héritiers prélèvent un tiers de la succession ; les deux tiers restant reviennent aux femmes mais ne portent que sur l'usufruit. Les femmes n'ont rien à prétendre sur une parcelle de terrain, des figuiers, des oliviers, des arbres en général.

Oulad Sidi Yahia ben Sa'dallah

7. — D'après la coutume locale les femmes, mariées ou non, n'ont rien à prétendre d'un héritage sauf si, n'étant pas mariées, elles ont besoin de nourriture ou de vêtements ; elles vivent dans

(1) Han. et Let., III, 414.

(2) Les textes qui suivent sont la traduction inédite d'extraits des qanouns rapportés en 1887 par M. Belkassem ben Sedira dans son Cours de langue kabyle, pp. 295 à 356.

ce cas au sein de la famille de celui qui hérite. Elles ne peuvent non plus exercer la chefâa.

Si une femme fait une donation testamentaire à un étranger cette donation est nulle ; elle est valable si elle est faite à la djemâa. La dot de la femme revient à ses parents ; la femme ne conserve la propriété que de ce qu'elle porte comme effets, bijoux ou autres choses. Elle n'a plus de recours contre ses parents après que la dot a été touchée par eux.

9. — La veuve a le droit de demeurer dans la maison de son mari si elle a des enfants mâles et si elle est une femme honnête : elle prend alors la place de son mari dans la gestion de toutes affaires. Si elle a des enfants ayant l'âge d'homme, elle ne peut recevoir d'avis ni de leur oncle paternel ni d'aucune autre personne. Si elle n'a que des filles et que l'héritage soit de quelque importance ce sont les a'qqal qui déterminent ce qui leur suffit à toutes pour leur subsistance, le reliquat étant réservé aux héritiers mâles. Si la preuve est faite que la veuve n'est pas honnête elle ne peut demeurer dans la maison de son mari. Si elle veut amener à demeurer avec elle un proche parent de son mari elle ne peut le faire qu'à condition de l'épouser ; ce droit ne lui est pas reconnu si ses intentions portent sur un étranger.

Beni Fliq (Aït Flik)

(Ce qanoun ne s'applique pas aux marabouts).

4. — Si quelqu'un, sa vie durant, fait un legs d'un tiers de son héritage à la djemâa ce legs sera exécuté après sa mort ; le reliquat reviendra aux héritiers. Il en est de même d'un legs de la même quotité fait en faveur d'une personne déterminée, le reliquat revenant aux héritiers. Si quelqu'un fait un legs à la djemâa tel qu'un repas de fête à payer sur ses biens, ce legs sera exécuté. Si quelqu'un, sa vie durant, lègue à sa femme un gîte désigné elle pourra y vivre sans que les héritiers aient le droit de l'en chasser. La femme répudiée vit sur la succession de son père.

5. — Tutelle, donation et succession de femmes n'existent pas chez nous. Nous les proscrivons conformément à la coutume de nos aïeux.

8. — Lorsque la veuve reste auprès de ses enfants dans la maison de son mari elle est à la charge complète du frère du défunt.

Tigrin

3. — La veuve qui a des enfants mâles demeure auprès d'eux et remplace leur père ; l'héritier qui aurait l'intention de la chasser n'en a aucun droit. Si elle n'a que des filles et que l'héritage soit de quelque importance, les a'qqal déterminent ce qui convient aux femmes pour subsister, le reste revenant aux héritiers. Si la veuve

gère mal ses affaires (ou a une mauvaise conduite), elle ne peut demeurer auprès de ses enfants : elle revient chez son père. Elle a le droit si elle le veut d'épouser un des héritiers après cependant que celui qui désire la prendre pour épouse aura versé cinq douros à ses parents ; si elle refuse de se remarier, celui qui hérite agira selon sa propre volonté : il peut, s'il le désire, la « répudier » (*sic*) moyennant la somme qu'il lui plaira de fixer, comme si elle était son épouse. Ainsi en décide la coutume.

4. — A notre époque, les femmes n'ont aucun droit de succession, sauf si elles ont besoin de nourriture ou de vêtements : elles vivent alors au sein de la famille de l'héritier. Elles n'ont pas non plus le droit d'exercer la chefâa.

5. — Lorsqu'un individu lègue à la djemâa quelque chose de sa succession ce legs est exécuté. Lorsque le legs est fait en faveur d'un seul individu quelconque il est déclaré nul. Le legs est également nul lorsqu'il est fait en faveur d'un seul héritier à l'exclusion de tout autre.

A'mraoua (Ia'mraouien)

1. — Les femmes n'héritent de rien, que ce soit de leur mari ou de leur père. Celle qui est encore jeune a droit à la nourriture et aux vêtements jusqu'au jour de son mariage. Il en est de même pour celle qui est âgée.

Zer khefaoua (Izerfaouen)

Qanoun de la tribu maraboutique de Sidi Ahmed Aâchchabou

1. — Dans le cas de mariage d'une fille ou d'une sœur la dot revient à celui qui a donné la femme en mariage, que ce soit le père, le frère ou l'oncle paternel (*sic*). La femme ne reçoit rien autre que des vêtements.

2. — La femme n'a rien à prétendre dans la succession de son mari, ni dans celle de son père, ni dans celle d'aucune autre personne : elle n'hérite jamais.

Les femmes n'ont rien à prétendre d'un héritage ; celle qui a besoin de vêtements ou de nourriture a le droit d'en obtenir de celui qui a perçu le prix de sa dot.

Oulad Sidi Ahmed ben Youcef

7. — D'après la coutume locale les femmes, mariées ou non, n'héritent pas. Celle qui n'étant pas mariée a besoin de nourriture et de vêtements doit à ce titre être considérée comme tout membre de la famille de celui qui hérite. Elle peut si elle a des enfants mâles exercer la chefâa mais après renonciation des proches parents. Elle ne peut faire don d'une parcelle quelconque de ses biens à un étranger ; le don fait à la djemâa est cependant accepté.

8. — La veuve qui, ayant des enfants mâles, veut rester auprès d'eux peut exercer ce droit si elle est honnête et sensée ; c'est elle alors qui remplace son mari dans la gestion du patrimoine de ce

dernier. Si toutefois elle est de mauvaise réputation elle ne peut rester au domicile de son mari. Si la veuve a des enfants mâles il n'est permis aucune intervention dans sa gestion de l'oncle paternel des enfants ou d'un de leurs proches parents.

Si la veuve n'a que des filles et que la succession soit de quelque importance les a'qqal font une évaluation de ce qui peut suffire à leur subsistance à toutes et réservent le reliquat aux héritiers.

Si la preuve certaine est fournie de la mauvaise conduite de la veuve, il lui est interdit de demeurer dans la maison de son mari.

Tribus du versant sud du Djurdjura (1)

Tribu des Imecheddalen

12. — Les successions ne se partagent pas d'après la loi musulmane.

13. — Si un homme, en mourant, a indiqué la manière dont sa succession devait être partagée, on fait le partage suivant ses intentions.

14. — Un homme peut léguer à ses filles, à ses sœurs, à ses frères, jusqu'au tiers de ses biens, mais pas au delà (les femmes ont la jouissance seulement).

15. — Un homme peut faire un legs à la djemâa, mais il ne faut pas que la somme de ce legs, ajoutée aux autres legs qui peuvent être faits, dépasse le tiers des biens.

Tribu des Aït Kani (2)

19. — On ne peut léguer que jusqu'à concurrence du tiers de son bien.

26. — Les successions ne se partagent pas d'après la loi musulmane (c'est-à-dire que les femmes n'héritent pas).

Tribu des Aït Yala (3)

3. — Une femme ne peut rien emporter de la maison de son mari, lorsqu'elle la quitte, que ses vêtements. Tous les dons qui auraient pu lui être faits doivent rester à la maison.

24. — Si un homme a fait une donation à sa mère, à ses filles ou à ses sœurs, elles en peuvent jouir tant qu'elles demeurent dans la maison de leur ouali ; mais elles n'y ont plus droit si elles se marient.

(1) Han. et Let., III, 417.

(2) Han. et Let., III, 423.

(3) Le premier article seul est extrait de Han. et Let., III, 440, les autres de *Kanoun kabyles* du Comité de législation étrangère, pp. 40 et suiv

25. — La donation de l'homme à la femme n'est pas valable. La femme ne peut posséder que des vêtements.

26. — Les femmes n'ont rien à prétendre d'un héritage.

Tribu des Iouak'ouren (1)

2. — Les successions ne se partagent pas suivant la loi musulmane. On suit la volonté du défunt.

40. — Si quelqu'un a fait des legs à ses filles, à ses sœurs ou à quelque autre de ses parents, ces legs sont prélevés sur le tiers de la fortune.

41. — Chez nous l'héritage est partagé conformément aux dispositions testamentaires du défunt.

Tribu des Beni-Mansour (2)

33. — La femme dont le mari est décédé ne peut être demandée en mariage par personne autre que les frères du défunt, à moins qu'ils n'aient déclaré renoncer à elle.

44. — Si une femme mariée a reçu de son père une dot, elle n'en jouit pas pendant son mariage ; mais si son mari la renvoie, elle vit sur ce que son père lui a constitué. Si elle meurt, la dot revient aux héritiers du mari, et les héritiers de la femme payent cinq douros (à la djemâa).

56. — Si le grand-père paternel a attribué une part de son bien à son petit-fils, le droit de ce petit-fils, après son décès, l'emporte sur celui de ses oncles paternels dans toute l'extension de l'engagement pris par le grand-père, et les oncles n'ont point la parole. Pareillement, si le père a partagé ses biens de son vivant entre ses enfants et a favorisé spécialement un d'entre eux en lui attribuant en plus une certaine part, la dite part, après le décès du père, ne revient pas aux frères de cet enfant pour accroître les leurs.

64. — Les femmes n'ont aucune part aux héritages ; mais si un homme meurt laissant des filles ou des sœurs, ses héritiers se chargent de leur fournir la nourriture et le vêtement, qu'il ait ou non laissé du bien. S'ils s'y refusent ou négligent ce soin, le chef de la tribu (mot à mot : celui qui est chargé des affaires de la tribu) prélève leur nourriture et leur vêtement sur l'héritage.

78. — Si un homme a fait une donation à sa femme, à ses sœurs

(1) Ou Aït Ouak'our. Le premier article seul est extrait de Han, et Let. III, 441, les autres de *Kanoun kabyles*, p. 71.

(2) *Kanoun kabyles*, p. 5.

ou à ses filles, cette donation est valable ; elles peuvent vendre ce qui leur a été donné et en user à leur gré. Si elles meurent, les grands de la tribu vendent ce qu'elles possédaient (à ce titre) et le prix de la vente sert à acheter de la viande qui est répartie dans toute la tribu.

93. — La femme renvoyée garde tous ses vêtements (ses effets de coton). Quant à ses ornements d'argent, ils sont à son mari, s'il les a fabriqués pour elle.

103. — La femme veuve ne peut être contrainte par son ouali à se remarier si elle désire rester avec ses enfants. Le ouali a seulement droit à douze douros qui sont prélevés sur la fortune des dits enfants.

111. — Les femmes ont droit d'exercer la chefâa ; même la tante maternelle prend le sixième et précède l'associé dans le partage et dans l'exercice du droit de chefâa.

Tribu des Sebkha (1)

75. — Si à la mort du mari, il reste une partie du *çedâq* de la femme, les héritiers la remettent à cette dernière.

Tribu des Ahel el-Qçar (2)

20. — Si la femme a laissé quelque chose de son *çedâq*, le mari en hérite.

21. — Si le mari meurt, la femme retire son *çedâq* de ce qu'il laisse.

47. — Si un homme est mort laissant une femme et des enfants, et si cette femme s'est ensuite remariée avec quelqu'un de ses proches, c'est ce proche parent qui est héritier âceb.

58. — Le bien laissé par un homme à sa mort est partagé entre ses héritiers mâles, à l'exclusion des femmes. Les femmes n'ont droit qu'à la nourriture.

Tribu des Beni Aïssa (3)

40. — Quiconque donne ou veut qu'on donne à ses filles et à ses sœurs, ne peut donner qu'une rente viagère. A leur mort ce don revient aux héritiers.

(1) *Kanoun kabyles*, p. 28.

(2) *Kanoun kaoyles*, p. 33.

(3) *Kanoun kabyles*, p. 60.

LA COUTUME D'AIT SELLANE

PROCÈS-VERBAL D'ENQUÊTE

L'an mil neuf cent trente et un et le cinq septembre,

Nous, PONSET Edouard, Juge de Paix du canton de Michelet, et assisté de M. Benarab Chabane, Commis Greffier, et de M. Haddad Mohand, Interprète judiciaire.

Disons avoir, de passage à Aït Sellane, douar Abi-Youcef, procédé à une enquête auprès des notables du village à l'effet de recueillir les dispositions de la coutume locale relatives à l'héritage des femmes.

Les renseignements recueillis sont les suivants :

Le droit de succession diffère suivant qu'elles viennent en concurrence avec des descendants mâles, des ascendants ou des collatéraux de la ligne paternelle, hypothèses qui seront successivement envisagées :

Premier cas : Le défunt laisse une veuve (ou plusieurs, le singulier étant employé comme répondant à la situation la plus courante), des filles et des fils. La veuve et les filles ont en principe des droits égaux à ceux des descendants mâles. L'indivision est toutefois généralement maintenue. Les fils majeurs gèrent l'ensemble de la succession et subviennent aux besoins des femmes, lesquelles, à défaut d'entente avec leurs belles-filles ou belles-sœurs, pourraient obtenir de vivre séparément. Les héritiers seraient alors tenus de leur fournir des provisions suffisantes ; à moins qu'ils ne préfèrent recourir à un partage suivant la procédure qui sera indiquée ci-après. Les gérants peuvent vendre partie des biens à charge d'employer le prix au profit de la communauté. La présence d'un fils mineur du défunt a pour effet de subordonner l'aliénation à l'autorisation préalable de la djemâa. Si le ou les gérants se révèlent prodigues, ou ne satisfont point à leur devoir d'entretien, les notables procèdent, sur la demande des femmes, à un partage de la succession par parts égales, sans distinction de sexe. Les femmes ont dès lors la jouissance exclusive des immeubles qui leur sont attribués et le mauvais gérant ne peut, à l'avenir, disposer que de ses droits. Les femmes ne pourraient, elles-mêmes, aliéner les biens impartis que dans le cas de besoin et après consultation des notables du village lesquels fixent le prix, après délibération, confirmant l'évaluation donnée par le serment : « je jure que je vendrais ou achèterais à tel prix ». La préférence pour l'achat est éventuellement donnée au plus proche parent qui, même non acquéreur, doit assister à la vente. C'est au plus proche parent également qu'est remis le produit de la vente avec mission d'en assurer la garde et l'emploi sous le contrôle de la djemâa ; encore faut-il qu'il ne soit point prodigue et présente toutes garan-

ties d'honorabilité et de probité, faute de quoi les fonds seraient confiés à un notable réalisant ces conditions. Les femmes pourraient, au cas où il ne remplirait pas dignement ses fonctions, obtenir la destitution du mandataire. L'entretien des femmes sur la succession ou la jouissance des biens qui la composent est subordonné à leur habitation au domicile du défunt. La veuve qui se remarie perd tout droit et sa part accroît celle des héritiers mâles ; il en est de même au cas de décès de la dite veuve ou d'une fille. La fille qui, par suite de mariage, quitte la maison paternelle, voit sa part passer aux mains de ses frères qui doivent toutefois en assurer la conservation et ne pourraient, de son vivant, la vendre sans autorisation.

Deuxième cas : Le défunt laisse des ascendants mâles du côté paternel mais point de descendant mâle. Le père, le grand-père ou l'aïeul, le plus proche excluant les autres, recueille la totalité de la succession à charge de subvenir aux besoins de la veuve et des filles sous le contrôle de la djemâa dont l'autorité n'a dans la pratique jamais à s'exercer. Il était toutefois prévu anciennement l'allocation d'une rente annuelle de quinze réaux (37 francs 50) à la veuve qui se plaignait du défaut d'entretien. A la mort du ou des ascendants, la succession se répartit comme dans l'hypothèse que nous allons envisager en dernier.

Troisième cas : Le défunt laisse seulement comme parents mâles par les mâles des collatéraux (frères, neveux, oncles, cousins)!. La jouissance de la totalité de la succession est attribuée à la veuve et aux filles continuant à vivre sous le toit conjugal ou paternel. Le collatéral le plus proche, dans l'ordre indiqué ci-dessus, héritier éventuel, a seulement un droit de surveillance en ce qui concerne la conservation des biens qui pourraient cependant être vendus par les femmes dans le besoin. Il y aurait lieu alors à consultation de la djemâa et à estimation du prix comme il a été dit d'autre part. Les remarques faites précédemment au sujet de la garde et de l'emploi des sommes recueillies recevraient également application. Seule, parmi les immeubles de la succession, la maison du *de cujus* ne peut être aliénée. Si la ou les femmes ne possédaient plus qu'elle, l'héritier éventuel serait tenu, par humanité et par amour-propre, de subvenir à leurs besoins. La part de la veuve qui se remarie ou décède, celle de la fille qui vient à mourir accroît celle des autres femmes. La fille qui, mariée, quitte la maison paternelle, perd son droit de jouissance qu'elle recouvrerait toutefois en cas de retour ; en prévision de cette hypothèse, le plus proche parent qui, en l'absence d'autre femme, recueillerait la succession, ne pourrait aliéner sa part sans son autorisation.

A défaut de veuve ou de filles, les sœurs du défunt auraient les mêmes droits que ces dernières ; cependant, en présence de frères, elles se trouveraient dans une situation analogue à celle envisagée dans le premier cas.

La mère du défunt en état de veuvage a, en toute hypothèse, les mêmes droits que les filles ou la veuve.

Les femmes de la succession sont tenues de vivre dans l'indivision.

Telles sont, fidèlement interprétées et retranscrites, les indications qui nous ont été fournies au cours d'une réunion des habitants d'Aït-Sellane, relativement aux dispositions appliquées en matière successorale.

Telles sont les dispositions qui nous ont été indiquées comme régissant les successions dans le village d'Aït-Sellane au cours d'une réunion des notables dont les noms suivent :

L'amine :	Ait Mohand Mohand-Said ben Boudjema,
Les tamens :	Mohadi Mohand-Oussalem ben Abdesselam,
	Nait-Youcef Azouaou ben Kaci,
	Larab Mohand ben Lamara,
	Sidnas Mohand-Amokrane ben Idir,
Le chikh :	El Goubi Si Mohand-Amokrane ben Hachimi,
Les notables akals:	Saada Arezki ben Ahmed,
	Nait Mohand-Akli ben Mohand,
	Ould-Belkacem Achour ben Amar,
	Ouazzi Bouzid Mohand ben Achour,
	Ait-Hocine Amar ben Said,

en présence d'un grand nombre d'autres habitants.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal que nous avons signé après lecture faite aux dits notables.

Signé : PONSET.

ARRÊT DU 11 JUILLET 1931

L'an mil neuf cent trente et un et le onze juillet,

La Cour d'appel d'Alger, Chambre de Révision Musulmane, a, dans son audience publique de ce jour, tenue au Palais de justice de la dite ville, sis rue de Constantine, numéro dix, rendu l'arrêt dont la teneur suit :

Entre : M. le Procureur Général, demandeur en annulation suivant pourvoi formé au greffe de la Cour d'appel d'Alger, le vingt mars mil neuf cent trente et un, à l'encontre d'un jugement rendu par le Tribunal civil de Tizi-Ouzou, le vingt-deux janvier mil neuf cent trente et un, statuant en matière musulmane, dans la cause entre :

Keddir Said ben Ahmed, cultivateur, demeurant à Tablabalt, canton de Fort National, appelant, demandeur au pourvoi.

et : 1° *Mechti Koulla bent Mohammed*, demeurant au même lieu ;
2° *Keddir Tassadit bent Keddir Sadia (sic)* ; 3° *Keddir Dahbia* ;
4° *Keddir Khedoudja* ; 5° *Keddir Ourdia* ; 6° *Hamadou Chabha* ;
Intimés, défendeurs au pourvoi.

Après en avoir délibéré conformément à la loi ; statuant en audience publique :

Attendu que des documents de la cause résultent les faits suivants : le nommé *Keddir Said ben Ahmed*, se disant héritier de son oncle *Keddir Mohamed ben Ali*, actionnait la veuve de ce dernier et ses filles en délaissement de la succession du *de cujus* et en dix mille francs de dommages intérêts ; les défenderesses opposaient à cette demande deux actes de *habous* du vingt et un juillet mil neuf cent quatorze, par lesquels *Keddir Mohamed ben Ali* avait disposé de tous ses biens à leur profit, à défaut d'enfant mâle.

Après discussion sur la nature des actes invoqués, le Juge de Paix de Fort-National déclarait que ces actes étaient des *habous* valables et ordonnait une mesure d'instruction à l'effet de savoir si les défenderesses jouissaient des biens *habousés* conformément aux prescriptions contenues aux actes constitutifs de *habous* ;

Sur appel, le Tribunal de Tizi-Ouzou, par jugement du vingt-deux janvier mil neuf cent trente et un, confirmait le jugement déféré en ce qui avait trait à la nature et la validité des actes litigieux, l'infirmait du chef de la mesure d'instruction ordonnée et déboutait *Keddir Said* ;

Attendu que, par déclaration au greffe de la Cour, M. le Procureur Général s'est pourvu en révision contre le jugement du Tribunal de Tizi-Ouzou ; attendu que le pourvoi est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : attendu que le pourvoi fait grief au jugement déferé de ce qu'il a déclaré valable l'acte de *habous* bien qu'il ne contienne pas désignation d'un dernier dévolutaire mais seulement une formule d'éternité et de perpétuité que pendant un temps la jurisprudence de la chambre de révision a considérée comme indication suffisante d'un dévolutaire définitif ;

Attendu que la jurisprudence de la Chambre de révision, longtemps apparemment hésitante et contradictoire en cette matière, s'est depuis les arrêts du sept février mil neuf cent trente et un et d'autres plus récents, fixée dans le sens que seul est régulier l'acte de *habous* qui contient l'indication suffisamment précise du but pieux et du dernier dévolutaire ;

Attendu que cette jurisprudence faisant application des principes généraux du droit musulman, aux termes desquels le bénéficiaire d'une disposition à titre gratuit doit être nettement déterminé ou déterminable, concorde avec l'opinion des docteurs musulmans qui professent que le fondateur d'un *habous* doit toujours affirmer le caractère pieux de son institution et désigner pour bénéficiaire définitif « un corps dont l'âme ne doit jamais s'éteindre, c'est-à-dire les villes saintes, une mosquée, une koubba, une zaouïa, un hôpital, les pauvres d'une localité ».

Or, attendu que le *habous* litigieux a été constitué par le nommé *Keddar* Mohamed ben Ali par deux actes du vingt et un juillet mil neuf cent quatorze, numéro deux mille trois cent quatre-vingt-sept et deux mille trois cent quatre-vingt-huit de la mahakma de Fort-National, qui portent la formule : «..... il constitue *habous* et immobilise en vue de Dieu le Très Haut »..... et plus loin, « c'est un *habous* éternel, un *waqf* à perpétuité ».

Attendu que si la première formule énonce clairement le but pieux poursuivi par le constituant du *habous*, la deuxième, par contre, ne désigne pas d'une façon suffisamment précise le dernier dévolutaire de ce *habous* ;

Attendu qu'il s'ensuit que c'est à tort et en violation des principes du droit musulman plus haut rappelés que le tribunal de Tizi-Ouzou a validé le *habous* litigieux ; qu'il échet, en conséquence, de déclarer le pourvoi fondé et d'annuler le jugement déferé ;

Et attendu, la cause étant en état de recevoir solution, qu'il y a lieu à évocation ;

Attendu que les actes du 21 juillet 1914 devant être annulés en tant que constitutifs de *habous*, il échet de rechercher si, ainsi que le soutiennent subsidiairement les défenderesses, ils sont valables soit comme donation soit comme testament ;

Attendu qu'en droit kabyle, la donation est un acte de pure libéralité par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte et en prend possession ;

Attendu qu'aucun des éléments constitutifs de la donation ainsi définie ne se retrouve dans les actes litigieux du 21 juillet 1914 ;

Attendu que, par ces actes, *Keddir* Mohamed ben Ali n'a disposé, en faveur de ses femmes et de ses filles non successibles nommément désignées et dans des proportions déterminées aux dits actes de la jouissance de ses biens meubles ou immeubles, présents ou à venir, que pour le temps postérieur à sa mort ;

Qu'il ne peut s'agir, en conséquence, que de *dispositions testamentaires soumises à ce titre aux règles de la coutume kabyle* ; or, attendu que le testateur kabyle ne peut disposer par testament que de la quotité disponible ;

Attendu que lorsqu'il s'agit plus spécialement d'un legs d'usufruit ou d'usage en faveur des femmes ce legs ne peut porter que sur le tiers ou la moitié des biens, selon les villages ;

Attendu que les dispositions testamentaires de *Keddir* Mohamed portant sur la totalité de l'usufruit de ses biens il échet de les réduire à la quotité disponible au marc le franc entre tous les bénéficiaires ainsi que le demande dans sa requête aux fins de pourvoi *Keddir* Said ben Ahmed dont la qualité d'héritier *aceb* n'est pas contestée ;

Mais attendu que le dossier de la procédure ne contient aucun élément permettant à la Cour de déterminer le quantum de la quotité disponible admis par la coutume en vigueur dans le village Tablabalt douar Oumalou, domicile du *de cujus*, à l'époque de la rédaction des actes litigieux et de sa mort ; qu'il échet d'ordonner sur ce point une mesure d'instruction ;

Par ces motifs : Reçoit le pourvoi comme régulier en la forme ; au fond : le déclare fondé ; annule en conséquence le jugement du Tribunal de Tizi-Ouzou, en date du 22 janvier 1931, en ce qu'il a violé les principes des coutumes kabyles en matière de *habous* ;

Evoquant : annuelle en tant que *habous* les actes du vingt et un juillet mil neuf cent quatorze, numéros 2387 et 2388 ; dit que ces actes constituant des dispositions testamentaires attribuant la jouissance des biens meubles et immeubles laissés par *Keddir* Mohamed ben Ali à son décès dans la proportion d'un tiers aux nommés *Hamadou* Chabha bent Said et *Keddir* Ourdia bent Mohamed, et *Keddir* Sadia, Dahbia, Tassadit et Khedoudja bent Mohamed ; dit que ces dispositions testamentaires seront réduites à la quotité disponible au marc le franc, entre les légataires susnommés ;

Et avant dire droit au fond : commet M. le Juge de Paix de Fort-National à l'effet d'établir après renseignements pris auprès des notabilités indigènes, cadi-notaire, président ou caïd, président et membres de la djemâa du douar Oumalou, quel est le quantum de la quotité disponible admis par la coutume dans le douar et plus particulièrement dans le village de Tablabalt, dans le cas de legs d'usufruit ou d'usage, en faveur des femmes ; dresser un certificat de coutume à transmettre à la Cour d'appel (Chambre de révision), pour être par la dite Chambre ultérieurement statué ce que de droit, dépens réservés ;

VOEU DE M. ROUMANE

Département d'Alger
—
Arrondissement de Tizi-Ouzou
—

Commune Mixte
du Haut-Sébaou
—

N° 486
—

*Extrait du Registre des délibérations
de la Commission municipale*
—

Session ordinaire de février 1923
—

Séance du 13 février 1923
—

Vœu de M. Roumane demandant à ce que des modifications soient apportées aux coutumes régissant l'état de la femme kabyle mariée.

L'an mil neuf cent vingt-trois, le treize février à dix heures, la Commission Municipale de la Commune Mixte du Haut-Sébaou étant réunie au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. l'Administrateur.

.

M. Roumane, Président de la Djemâa du douar Beni-Ghobri, développe un vœu d'ordre social qu'il demande à l'Assemblée municipale de vouloir bien faire sien :

Messieurs,

« Il y a environ 150 ans, les notables de la Grande Kabylie avaient décidé, dans une réunion, que le droit musulman qui les régissait jusqu'alors, ne pouvait continuer d'être appliqué. Ce congrès a été animé des sentiments les plus égoïstes. Pour diminuer les luttes entre tribus, il a trouvé bon de remplacer le droit musulman par des coutumes tout à fait barbares.

De toutes les coutumes qu'il avait adoptées, celle qui règle le sort de la femme, soit au point de vue du mariage, soit au point de vue de l'hérédité, est la plus funeste, car elle favorise les intérêts de l'homme au détriment de la femme et elle fait de celle-ci une véritable bête que l'on vend comme une marchandise.

Aux termes de cette coutume, la « polygamie est fortifiée et le mari a en outre le droit de chasser l'une de ses femmes et de la mettre dans l'état de séparation de corps pendant plusieurs années sans être contraint ni de divorcer avec elle, ni de lui assurer une pension alimentaire de quelque importance qu'elle soit. »

Voilà donc la femme, que la nature a douée des mêmes facultés que l'homme, mais que l'homme, par sa force brutale et son arbitraire, place dans un rang social voisin de celui des animaux. Elle est un être humain, mais elle ne connaît rien des lois de l'humanité.

.

Au point de vue de l'hérédité, elle ne peut élever aucune prétention sur la succession familiale ni sur celle du mari ; la fameuse

coutume lui donne seulement le droit de vivre sur telle ou telle succession et le plus souvent pour exercer ce droit elle rencontre mille difficultés de la part des héritiers *aceb*.

Si certaines de ces coutumes barbares trouvent leur explication et leur justification dans les temps anciens, elles n'ont certainement pas lieu de subsister aujourd'hui que la paix règne partout et que la loi peut trancher ce qu'alors la seule force pouvait faire.

Par contre, certaines mesures qui n'existaient pas dans le temps ont surgi depuis, et c'est ainsi que nous voyons des maris qui, à l'époque, ne s'absentaient de leur domicile que pour aller au marché et en revenir le jour même, entreprendre des voyages de longue durée et laisser à l'abandon leurs femmes et leurs enfants.

Cet état d'esprit nouveau rend nécessaires des mesures nouvelles et nécessite une réforme appropriée.

Certes le Gouvernement de la République peut bien mettre un terme à cet état honteux qu'on ne trouve nulle part chez les peuples de la terre, mais par respect à la parole donnée et pour ne pas heurter les esprits qui manquent encore de culture, il ne veut rien changer lui-même : il attend des intéressés, si ceux-ci se décident à marcher vers le progrès.

.

Dans l'esprit de la masse de la population kabyle et même de celui des djemâas, bien que le régime actuel soit encore préféré à tout autre régime nouveau, les idées larges et bien formées commencent à naître et à se développer lentement au contact de la civilisation française. L'opinion publique souhaite, *tout en rejetant l'éventualité de l'application du droit musulman à la Kabylie*, qu'une coutume funeste, honteuse et barbare, soit modifiée dans le sens des lois françaises.

Je vous propose donc d'émettre le vœu :

1° Que les rapports de la femme avec son mari soient réglés équitablement de manière que la femme n'ait pas trop à souffrir de l'abandon et de la négligence du mari absent ;

2° Que, si le mari n'est pour elle d'aucune utilité en menant une vie déréglée, elle ait le droit et la facilité d'obtenir son divorce ;

3° Qu'elle bénéficie largement, pour son usage personnel de l'usufruit de la succession maritale ou paternelle, suivant qu'elle est veuve ou jeune fille. »

Après intervention des Présidents de djemâas qui reçoivent l'assurance qu'il ne s'agit pas de réformer les mœurs kabyles dans leur ensemble, la Commission Municipale, à l'unanimité de ses membres, approuve l'initiative de M. Roumane et émet le vœu que des modifications soient apportées aux coutumes régissant l'état de la femme kabyle mariée, dans des conditions qui devront faire l'objet d'une consultation préalable des djemâas des douars.

Pour extrait conforme, *l'Administrateur* :

Signé : DE CUVERVILLE.

ACTES ADMINISTRATIFS ET JUDICIAIRES

(Extraits)

ARRÊTÉ DU 11 SEPTEMBRE 1871

Organisation de la GRANDE KABYLIE en circonscriptions cantonales.

Art. 1^{er}. — Dans les circonscriptions cantonales qui seront successivement établies dans la *Grande Kabylie*.

DÉCRET DU 20 FÉVRIER 1873

Portant confirmation des Arrêtés qui ont créé des circonscriptions cantonales dans les trois départements de l'Algérie

Art. 1^{er}. — Le nom et les limites de ces circonscriptions restent fixés conformément au tableau et au plan figuratif annexés au présent Décret.

TABLEAU des circonscriptions cantonales
créées par les Arrêtés du Gouverneur Général
(Extrait concernant la Kabylie.)

Département d'Alger

Les Issers (plus tard Bordj Ménaïel)....

Tizi-Ouzou	Ce furent les premiers cantons du Tribunal de Tizi-Ouzou.
Dellys	
Drâ-el-Mizan	
Fort-National	

DÉCRET DU 10 MARS 1873

*Institution d'un Tribunal de première instance
à Bougie et à Tizi-Ouzou*

Art. 1^{er}. — Des tribunaux de première instance sont créés à Tizi-Ouzou (département d'Alger) et à Bougie (département de Constantine).

Art. 2. — Le ressort judiciaire de ces Tribunaux est le même que le ressort de l'arrondissement administratif.

DÉCRET DU 11 SEPTEMBRE 1873

*Organisation de la KABYLIE DU DÉPARTEMENT D'ALGER
en arrondissement administratif*

Art. 1^{er}. — Il est créé dans la Kabylie du département d'Alger

un arrondissement administratif dont la ville de Dellys est provisoirement le chef-lieu (1).

Art. 2. — L'arrondissement de Dellys comprend les circonscriptions cantonales de Dellys, Tizi-Ouzou, Drâ-el-Mizan et des Issers (Bordj-Ménaïel).

Art. 4. —

La commune de Fort National est rattachée provisoirement à la circonscription cantonale de Tizi-Ouzou.

Art. 15. — La partie de la Kabylie du département d'Alger laissée en dehors de l'arrondissement de Dellys.
 formera provisoirement un *cercle spécial* (1).

Art. 17. — Tout le territoire compris dans le périmètre de l'arrondissement de Dellys, *relèvera judiciairement* des tribunaux de droit commun.

DÉCRET DU 23 AVRIL 1874

Qui détermine le ressort des deux tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou

Art. 1^{er}. — Le ressort du tribunal de première instance de Tizi-Ouzou comprend : le territoire de l'arrondissement administratif de Dellys créé par le Décret du 11 septembre 1873, du cercle spécial de Fort National placé transitoirement en dehors de cet arrondissement par l'art. 15 du dit Décret *et des circonscriptions cantonales de Bordj Bouïra et Beni-Mansour* délimitées et inscrites sous les N^{os} 41 et 40 du plan général joint au Décret du 20 février 1873.

DÉCRET DU 23 AVRIL 1874

Création des justices de paix en Kabylie

Art. 1^{er}. — Des justices de paix sont créées :

Dans le *département d'Alger* : à Bordj Ménaïel, Drâ-el-Mizan et Fort-National, ressortissant, ainsi que celles de Tizi-Ouzou et de Dellys, au tribunal de Tizi-Ouzou.

Art. 3. — Le ressort de ces justices de paix est le même que celui des circonscriptions cantonales du même nom délimitées au plan général annexé au Décret du 20 février 1873.

(1) Le chef-lieu de cet arrondissement administratif a été transféré à Tizi-Ouzou dans le courant du mois d'octobre 1876.

(1) Par Arrêté du 25 décembre 1873 (abrogé ensuite par l'Arrêté du 27 septembre 1880), les territoires de Fort-National et de Mekla ont été constitués en *Cercle Spécial* dit de *Fort-National*.

Toutefois, la juridiction du juge de paix de Tizi-Ouzou comprend en outre le canton de Mekla ; celui du juge de paix de Drâ-el-Mizan les cantons de Bordj-Bouïra et de Beni-Mansour.

DÉCRET DU 29 AOUT 1874

Organisation de la justice française en Kabylie

Art. 1^{er}. — Les tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie et les juges de paix de leur ressort.

Art. 2. — Le droit musulman ou kabyle continue à régir.... entre indigènes.... kabyles...., les questions religieuses et d'état, sauf les modifications qui ont pu ou pourront y être apportées.

Toutefois, la déclaration faite par les parties lors de la convention ou depuis, qu'elles entendent se soumettre à la loi française, entraîne l'application de cette loi.

Art. 4. —

2° —

Entre indigènes.... kabyles, les juges de paix de ces deux arrondissements connaîtront :

En premier ressort :

1° De toutes contestations relatives aux matières religieuses et d'état, qui sont énumérées par l'article 24 du Décret du 13 décembre 1866 (1).

Art. 5. — Dans les contestations entre.... Kabyles le juge de paix sera assisté d'un assesseur kabyle (2). Les assesseurs ont voix consultative. Dans les matières religieuses et d'état...., leur avis sur le point de droit sera toujours mentionné dans le jugement.

Art. 8. — Les appels des jugements rendus en premier ressort entre indigènes... kabyles.... par le tribunal de Tizi-Ouzou sont portés à la Cour d'Alger.

DÉCRET DU 25 MARS 1879

Création de la justice de paix de Bouïra

Art. 1^{er}. — Une justice de paix à compétence étendue est créée à Bouïra, ressortissant au tribunal d'Alger.

Art. 2. — Cette circonscription judiciaire comprend les centres

(1) Cette énumération comprend notamment ceci *in fine* : capacité pour succéder résultant des liens de famille ou d'affinité; capacité pour disposer ou recevoir en matière de donation ou de testament.

(2) Les assesseurs ont été supprimés par l'art. 76 du Décret du 17 avril 1889.

de Bouïra et de Béni-Mansour, les douars de Sidi Zouïka, Sidi Khalifa, Aïn-Tiziret, Oued el Berdi (1).

Art. 4. — Les articles 2, 4, 5... du Décret du 29 août 1874, sont applicables au canton de Bouïra.

Art. 9. — La tribu des Beni-Khalfoun, telle qu'elle est délimitée dans le plan annexé au présent Décret, est distraite du canton de Ménerville et rattachée à celui de Bordj-Ménaïel (2).

Art. 10. — Cette tribu sera régie judiciairement par les dispositions du Décret du 29 août 1874.

DÉCRET DU 21 SEPTEMBRE 1880

Qui divise le cercle de Fort-National en quatre cantons judiciaires

Art. 8. — Les djemâas de justice sont supprimées dans les cantons de Fort-National, Azeffoun, Haut-Sébaou et Djurdjura. Les juges de paix connaîtront exclusivement des affaires qui leur étaient soumises.

Art. 9. — La compétence des dits juges de paix est régie par le Décret du 29 août 1874. Les dispositions du titre II de ce Décret, spéciales au cercle de Fort-National, sont abrogées.

DÉCRET DU 8 AVRIL 1882

*modifiant l'art. 2 du Décret du 29 août 1874
au sujet de l'exécution des jugements ou arrêts par les Cadis notaires*

DÉCRET DU 7 JANVIER 1883

Art. 2. — Il est créé en Algérie 22 nouvelles justices de paix, savoir :

Dans le département d'Alger :

1° Aïn Bessem...

Le territoire de la commune de Thiers, le centre de Ben-Haroun, les tribus des Harchaoua et des Béni-Maned de la fraction des Oulad el Aziz appartenant au canton judiciaire de Drâ-el-Mizan (arrondissement de Tizi-Ouzou) sont rattachés à celui de Ménerville (arrondissement d'Alger) (3).

(1) Tous ces douars font actuellement partie de la Commune mixte d'Aïn-Bessem.

(2) Elle fut rattachée au canton de Palestro par le Décret du 4 juin 1885

(3) Ils furent rattachés par la suite à celui de Palestro (Décret du 4 juin 1885).

Art. 6. — Les dispositions des articles... 4..., du Décret du 25 mars 1879 sont applicables à la Justice de paix d'Aïn-Bessem, mais seulement en ce qui concerne les douars de Sidi Zouika, Sidi Khalifa, Aïn Tiziret et Oued el Berdi, détachés du canton judiciaire de Bouïra.

DÉCRET DU 4 JUIN 1885

Art. 2. — Il est créé à Palestro une justice de paix ressortissant du Tribunal de première instance d'Alger.

.... Le juge de paix de Palestro.... exercera les attributions conférées aux juges de paix de Kabylie par les Décrets du 29 août 1874 et 13 décembre 1879 pour le jugement des contestations entre indigènes....

DÉCRET DU 19 JUILLET 1886

Art. 2. — Les appels des jugements rendus en premier ressort par le juge de Paix de Palestro, en matière... kabyle, sont portés devant la Cour d'Alger.

DÉCRET DU 17 AVRIL 1889

Art. 7. — § 2. Sont portés devant le juge de paix :

1° ... les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux...., *les différends sur les mêmes matières entre Kabyles en quelque lieu qu'ils soient* ; 2° ... les mêmes différends entre Kabyle et Arabe ou musulman étranger dans les justices de paix de Bouïra, d'Aïn-Bessem et de Palestro (arrondissement d'Alger).

Art. 76. — (Suppression des assesseurs et assistance du cadi-notaire).

DÉCRET DU 12 DÉCEMBRE 1908

Art. 1^{er}. — Dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou, ainsi que dans les justices de paix d'Aïn Bessem, de Bouïra, de Palestro..., les juges de paix connaissent entre indigènes non naturalisés Kabyles. . . .

En premier ressort...., toutes contestations relatives au statut personnel et aux successions. . . .

Art. 2. — Appel des jugements rendus. . . .
est porté devant le tribunal d'arrondissement.

Art. 3. — Les dispositions du chapitre 4 *bis* ajouté par le Décret du 25 mai 1892 à celui du 17 avril 1889 et relatives aux demandes d'annulation formées par le Procureur Général contre les jugements en dernier ressort sont applicables aux jugements rendus en vertu des articles 1 et 2.

DÉCRET DU 12 AOUT 1922

Rendant applicable devant les justices de paix de l'arrondissement de Tizi-Ouzou et le tribunal de Tizi-Ouzou, entre Kabyles, les art. 28 à 35 inclusivement, 41 et 42, 43 et 44 (mod. par D. 25 mai 1892), 45, 46, 47, 49, 50 et 51 du Décret du 17 avril 1889 et abrogeant les articles 6, 9, 10 et 11 du Décret du 20 août 1874. Il traite particulièrement des opérations, actes et registres des *Cadis-notaires*.

DÉCRET DU 22 AOUT 1926

Modifiant l'article 4 du Décret du 12 août 1922 sur l'établissement des actes publics par les cadis notaires ou les officiers publics français investis des fonctions de notaires.

DÉCRET DU 24 FÉVRIER 1928

Art. 1^{er}. — Les jugements rendus par les juridictions de l'Algérie statuant en matière musulmane, tant dans les territoires de l'Algérie du Nord que dans les territoires du Sud *et en Kabylie* sont *exécutés* en la forme de la loi musulmane ou des coutumes indigènes, suivant les règles fixées par arrêté du Gouverneur Général délibéré en Conseil de Gouvernement. Cette exécution est assurée soit par les soins des cadis et des bachâdels ou des cadis-notaires et leurs suppléants, soit par un agent d'exécution désigné spécialement à cet effet par le président de la juridiction qui a rendu la décision.

Lorsque l'exécution n'est pas possible dans les formes et suivant les règles prévues à l'alinéa ci-dessus, ces jugements peuvent être exécutés *conformément aux règles du Code de procédure civile*, sans qu'il soit besoin d'obtenir d'ordonnance d'*exequatur*.

En cas de difficulté, il en est référé au juge de paix qui statue sans délai et en dernier ressort.

DÉCRET DU 16 SEPTEMBRE 1924

*Portant réorganisation de l'interprétation judiciaire
en Algérie*

(Nul acte reçu par un notaire ou un autre officier public ou ministériel français n'est valable, lorsque les parties ou les témoins ne savent pas la langue française, sans l'assistance d'un interprète qui signe comme témoin additionnel).

DÉCRET DU 16 OCTOBRE 1928

Modifiant le précédent et supprimant : 1° d'une façon définitive l'interprète judiciaire près la justice de paix de Tizi-Ouzou ; 2° le poste d'interprète à la Cour pour le Kabyle par voie d'extinction.

DÉCRET DU 19 MAI 1931

Réglementation de la condition de la femme kabyle

Le Président de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du président du Conseil, ministre de l'intérieur,

Vu le Décret du 29 août 1874 sur l'organisation de la justice en Kabylie ;

Vu le Décret du 1^{er} août 1902 réglementant l'exercice de la tutelle en Kabylie ;

Vu la loi du 2 mai 1930 concernant la déclaration des fiançailles kabyles ;

Vu les conclusions de la commission instituée au gouvernement général de l'Algérie pour rechercher les mesures susceptibles d'améliorer la condition de la femme kabyle ;

Vu le vœu émis par la commission interministérielle des affaires musulmanes en faveur de l'amélioration de la condition de la femme kabyle ;

Vu les propositions présentées par le gouverneur général de l'Algérie, après avis du conseil de gouvernement,

Décète :

TITRE I^{er}**DIVORCE ET RÉPUDIATION**

Art. 1^{er}. — La femme peut demander le divorce pour sévices pratiqués par le mari, abandon depuis plus de trois ans, par le mari, du domicile conjugal ou insuffisance d'entretien imputable au mari, absence de ce dernier remontant à plus de deux ans, condamnation de celui-ci à une peine afflictive et infamante.

Art. 2. — Il est interdit au mari, en cas de répudiation, d'exiger, de la femme répudiée ou de ses parents, le paiement d'une indemnité de quelque nature que ce soit et notamment d'une « lefdi », exception faite pour le remboursement de la dot. En quelque circonstance que ce soit, la somme réclamée par le mari à titre de remboursement de la dot ne pourra être supérieure au montant de la somme qu'il aura effectivement versée de ce chef au moment de la conclusion du mariage.

TITRE II**DROITS SUCCESSORAUX DE LA FEMME EN GRANDE KABYLIE**

Art. 3. — Il est reconnu à la veuve dans la succession de son mari, à la fille dans la succession de son père et dans celle de sa mère, à la petite-fille née du fils, en l'absence de successibles de premier degré, dans la succession de son grand-père paternel et dans celle de sa grand-mère paternelle, un droit d'usufruit dont la quotité est fixée ainsi qu'il suit :

Art. 4. — Si le conjoint décédé est le mari, il est alloué :

1^o Le sixième en usufruit à la veuve ou à la fille, si le défunt a

laissé des descendants mâles ou des ascendants paternels mâles seulement ;

2° Le quart en usufruit conjointement à la veuve et à la fille, en présence des héritiers ci-dessus désignés ;

3° Le tiers en usufruit conjointement à la veuve et aux filles ou, en l'absence de veuve, aux filles, dès qu'il en est deux au moins, en présence des héritiers ci-dessus désignés ;

4° Le quart en usufruit à la veuve ou à la fille si le défunt a laissé des collatéraux mâles de la ligne paternelle ;

5° Le tiers en usufruit à la veuve et à la fille en présence des héritiers ci-dessus désignés ;

6° La moitié en usufruit à la veuve et aux filles ou, en l'absence de veuve, aux filles, s'il en est deux au moins, que le défunt ait laissé des collatéraux mâles de la ligne paternelle ou qu'il n'en ait pas laissé.

Art. 5. — Si le conjoint décédé est la femme, il est alloué :

1° Le sixième en usufruit à la fille venant en concours avec des descendants mâles, des ascendants paternels et le mari, ou avec des descendants et le mari, ou des ascendants et le mari, ou seulement avec des descendants ou des ascendants ;

2° Le quart en usufruit à la fille en concours avec des collatéraux de la ligne paternelle et le mari, ou avec des collatéraux mâles seulement, ou avec le mari seulement ;

3° Le quart en usufruit conjointement aux filles, au nombre de deux, en présence de descendants mâles, d'ascendants paternels mâles et du mari ;

4° Le tiers en usufruit conjointement aux filles au nombre de deux, en présence de collatéraux mâles de la ligne paternelle et du mari ou de collatéraux mâles seulement ou du mari seulement ;

5° Le tiers en usufruit conjointement aux filles, s'il en est trois au moins, venant en concours avec des descendants mâles, des ascendants paternels mâles et le mari ;

6° Le tiers en usufruit conjointement aux filles, quel qu'en soit le nombre, en présence de descendants mâles et du mari ou d'ascendants paternels mâles et du mari ou de descendants mâles seulement ou d'ascendants paternels mâles seulement ou du mari seulement ;

7° La moitié aux filles au nombre de trois au moins en présence de collatéraux mâles de la ligne paternelle et du mari ou de collatéraux mâles seulement, ou du mari seulement.

Art. 6. — Les attributions édictées à l'article 4 ci-dessus ne seront pas modifiées du fait de l'existence de plusieurs veuves.

Entre tous les ayants droit à l'usufruit, celui-ci se partage par tête.

Au cas de décès de l'une des usufruitières, sa part accroît à celles qui ont survécu.

Art. 7. — En l'absence de descendants du premier degré, la petite-fille née du fils a tous les droits de la fille dans la succession de son grand-père et dans celle de sa grand-mère paternelle.

Art. 8. — Il n'est pas dérogé aux dispositions de la coutume concernant la situation faite à la femme appelée à la succession d'une autre femme, en l'absence de collatéraux mâles de la ligne paternelle et de son mari.

Art. 9. — Le droit d'usufruit attribué à la veuve, à la fille et à la petite-fille est inaliénable, insaisissable et imprescriptible. Toutefois, la veuve qui se remarie perd son droit d'usufruit à compter du jour de son remariage.

L'acte portant désignation des biens grevés de cet usufruit, doit mentionner qu'ils sont inaliénables, insaisissables et imprescriptibles. Il est consigné à la requête de l'officier public qui l'a reçu ou du greffier de la juridiction qui a rendu le jugement, sur un registre spécial, tenu au greffe de la justice de paix de l'ouverture de la succession et publié par les soins du même officier public ou ministériel, à trois reprises à huit jours d'intervalle, sur les principaux marchés du canton du lieu de la situation des biens.

Art. 10. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le président du conseil, ministre de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 19 mai 1931.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de l'intérieur,

PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

LÉON BÉRARD.

DOMAINE D'APPLICATION

du

DÉCRET du 19 mai 1931

(Communes, Sections, Douars)

COMMUNES ET SECTIONS CENTRES, FERMES, DOUARS, TRIBUS ET FRACTIONS	RESSORT DE LA JUSTICE DE PAIX ET DE LA MAHAKMA NOTARIALE	COMMUNES ET SECTIONS CENTRES, FERMES, DOUARS, TRIBUS ET FRACTIONS	RESSORT DE LA JUSTICE DE PAIX ET DE LA MAHAKMA NOTARIALE
DÉPARTEMENT D'ALGER Arrondissement de Tizi-Ouzou			
<i>Communes de plein exercice</i>			
Tizi-Ouzou		Aït-Yahia, douar-commune, Akblis, douar-commune, Beni-bou-Akkache, douar-comm., Beni-Menguellet, douar-commune, Iboudrarène, douar-commune, Illiltén, douar-commune, Ittourar, douar-commune, Ogdal, douar-commune, Ouassif, douar-commune, Yattafen, douar-commune.	Michelet
BOGHNI		DRA-EL-MIZAN Aomar, centre, Pirette, centre, Tizi-N'Tléta, centre, Abid-bou-Mahni, douar-commune, Acif-Boulma, douar-commune et Iril-Imoula, village indigène, Amelouline, douar-commune, Beni-Kouffi, douar-commune, Beni-Mendès, douar-commune, Bou-Addou, douar-commune, Bou-Nouh, douar-commune, Flissa-M'Kira, douar-commune (à Tafoughalt seulement), Frikat, douar-commune, Mechtras, douar-commune, Tala-Imedrane (Oulad-Yahia-ou- Moussa), partie de douar-com. FORT-NATIONAL	Drâ-el-Mizan
BORDJ-MÉNAËL			
Djinet ou Cap Djinet, hameau, Ménaïel, douar-commune, Rouafa, partie de douar-commune.	Tizi-Ouzou		
CAMP DU MARÉCHAL			
Beni-Chenacha, partie de douar- commune.	Drâ-el-Mizan		
Sidi-Ali-bou-Nab, partie de douar- commune.	— d° —		
DELlys			
Ben-N'choud; Takdempt et Zaouïa.	Dellys		
DRA-EL-MIZAN			
Beauprêtre, centre.	Drâ-el-Mizan		
FORT-NATIONAL			
Oussameur.	Fort-National		
HAUSSONVILLERS			
Oued-Chender, partie de douar-	Bordj-Ménaïel		

Chabet-el-Ameur, centre, Les Issers, centre, Beni-Mekla, douar-commune. MEKLA	Fort-National	Beni-Aissi, douar-commune, Beni-Douela, douar-commune, Beni-Kheili, douar-commune, Beni-Yenni, douar-commune, Iralen, douar-commune, Iralen, douar-commune, Kouriet, douar-commune, Oumalou, douar-commune, Sedka-Ouadhia, douar-commune. HAUT-SEBAOU	Fort-National
Fraoucen, douar-commune, Oumalou, partie de douar-comm. MIRABEAU	Tizi-Ouzou	Azaga, centre, chef-lieu. Fréha, centre, Tanda, centre, Yacouren, centre, Akfandou, douar-commune, Beni-Ghobri, douar-commune, Bou-Chaïb, douar-commune, Idjeur, douar-commune, Illoula ou Malou, douar-commune, Mekla, partie de douar-commune, Tangout, douar-commune, Zikki, douar-commune. MIZRANA	Azaga
Ben-Arif (Tala-Imedrane), partie de douar-commune, Sidi-Ali-bou-Nab, partie de douar- commune, Tirmitine, douar-commune. REBEVAL	Dellys		
Horace-Vernet, section, Kouanine, hameau et fermes, Dar-Beïda, fermes, El-T'nin, hameau et marché, Dra ben Keddar, douar (Kaf el Aogab). <i>Communes mixtes</i>	Port-Gueydon	Tigirt-sur-Mer, centre, chef-lieu, Djebel-Aïssa-Mimoun, douar-com. Iaskren, douar-commune, Missen, douar-commune, Makouda, douar-commune, Ouaguenoun, douar-commune, Sidi-Naman, douar-commune, Tikobaïn, douar-commune. Arrondissement d'Alger <i>Communes Mixtes</i> PALESTRO.	Dellys
AZEFFOUN Port-Gueydon, centre, chef-lieu, Achouba, douar-commune, Azeffoun, douar-commune, Beni-Flick, douar-commune, Djenad, douar-commune, Iazzouzen, douar-commune, Ibazarizène, douar-commune, Izerazen, douar-commune, Rouma, douar-commune, Zekri, douar-commune, DJURDJURA Michelet, centre, chef-lieu, Abi-Youssef, douar-commune,			Paestro

CARTES
DE LA GRANDE KABYLIE

I — TRIBUS

II — DOUARS

(avec l'indication du domaine d'application
du Décret du 19 mai 1931.)

TABLEAUX DES DROITS SUCCESSORAU X DE LA FEMME KABYLE

I

TABLEAUX des droits successoraux de la femme kabyle tels qu'ils résultent des dispositions du Décret du 19 mai 1931 :

- A) Droits de la veuve;
 - B) Droits des filles au décès du père;
 - C) Droits des filles au décès de la mère;
 - D) Droits des petites-filles nées du fils au décès du grand-père;
 - E) Droits des petites-filles nées du fils au décès de la grand'mère.
-

II

TABEAU des droits successoraux de la femme kabyle dans la succession d'une autre femme kabyle tels qu'ils résultent de la coutume et non déterminés par le Décret du 19 mai 1931 :

- F) Droits des filles, de la mère et de l'aïeule, des femmes de la branche paternelle collatérale, des femmes de la branche maternelle collatérale.
-

TABLEAUX DES DROITS SUCCESSORAUX

DE LA FEMME KABYLE

tels qu'ils résultent des dispositions du Décret du 19 mai 1931

TABLEAU A

DROITS DE LA VEUVE

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (7)
Veuve (1)	1° a) Descendants mâles (2). . . . ou (3). . . .	1/6
	b) Ascendants paternels mâles (4).	1/6
	2° Une fille et un des héritiers susnommés	1/8
	3° Deux filles au moins et un des héritiers susnommés. . .	1/9
	4° Collatéraux mâles de la ligne paternelle	(au plus) 1/4
	5° Une fille (5) et collatéraux mâles de la ligne pater- nelle (6).	1/6
	6° Deux filles au moins (5) et col- latéraux mâles de la ligne paternelle	1/6 (au plus)
	7° Deux filles au moins (5) sans autre héritier.	1/6 (au plus)

(1) Les quotités ne sont pas modifiées du fait de l'existence de plusieurs veuves (art. 6, alinéa 1).

(2) Il s'agit seulement de *descendance mâle directe par les mâles*. La représentation n'existe pas en droit kabyle; l'art. 7 d'ailleurs dénie à la fille le droit de représenter son père.

(3) Le *et* s'impose en outre, puisque, d'après la coutume, l'ascendant vient en concurrence avec le descendant.

(4) Il faut lire : *ascendants mâles par les mâles*.

(5) C'est évidemment *conjointement* que dans ces cas aussi l'usufruit est attribué.

(6) Ce n'est qu'ainsi qu'il faut à notre avis entendre les termes de l'art. 4, 5° : « héritiers *ci-dessus désignés* ».

(7) Nous avons dans cette colonne indiqué la quotité après partage.

TABLEAU B

DROITS DES FILLES AU DÉCÈS DU PÈRE

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (7)
Fille	1° a) Descendants mâles (2). ou (3).	1/6
	b) Ascendants paternels mâles (4).	1/6
	2° Veuve (1) et un des héritiers susnommés	1/8
	3° a) Veuve (1) et au moins une autre fille et un des héritiers susnommés.	1/9 (au plus)
	b) Au moins une autre fille et un des héritiers (mâles) sus- nommés.	1/6 (au plus)
	4° Collatéraux mâles de la ligne paternelle.	1/4
	5° Veuve (1 et 5) et collatéraux mâles de la ligne pater- nelle (6).	1/6
	6° a) Veuve (1 et 5) et au moins une autre fille (5) et collatéraux mâles de la ligne paternelle.	1/6 (au plus)
	b) Veuve (1 et 5) et au moins une autre fille (5) sans autre héritier.	1/6 (au plus)
	c) Au moins une autre fille (5) et collatéraux mâles de la ligne paternelle.	1/4 (au plus)
	d) Au moins une autre fille (5) sans autre héritier.	1/4 (au plus)

(1), (2), (3), (4), (5), (6), (7) Voir les notes correspondantes du tableau A.

TABLEAU C

DROITS DES FILLES AU DÉCÈS DE LA MÈRE

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (5)
Fille	1° a) Descendants mâles (1) et ascendants paternels (2) et mari.	1/6
	b) Descendants (1) et mari. . .	1/6
	c) Ascendants (2) et mari. . .	1/6
	d) Descendants seuls (1). . . .	1/6
	e) Ascendants seuls (2). . . .	1/6
	2° a) Collatéraux de la ligne paternelle (3) et mari.	1/4
	b) Collatéraux mâles (3) seuls. .	1/4
	c) Mari seul.	1/4
	3° <i>Une seule autre fille</i> et descendants mâles (1) et ascendants paternels mâles (2) et mari.	1/8
	4° a) <i>Une seule autre fille</i> et collatéraux mâles de la ligne paternelle et mari. . . .	1/6
	b) <i>Une seule autre fille</i> et collatéraux mâles (3) seulement.	1/6
	c) <i>Une seule autre fille</i> et mari.	1/6
	5° Au moins <i>deux</i> autres filles et descendants mâles (1) et ascendants paternels mâles (2) et mari.	1/9 (au plus)
	6° a) Au moins <i>deux</i> (4) autres filles et descendants mâles (1) et mari.	1/9 (au plus)
	b) Au moins <i>deux</i> autres filles et ascendants paternels mâles (2) et mari.	1/9 (au plus)

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (5)
Fille	c) Au moins <i>deux</i> autres filles et descendants mâles (1) seulement.	1/9 (au plus)
	d) Au moins <i>deux</i> autres filles et ascendants paternels mâles (2) seulement.	1/9 (au plus)
	e) Au moins <i>deux</i> autres filles et mari seulement.	1/9 (au plus)
	7° a) Au moins <i>deux</i> autres filles et collatéraux mâles de la ligne paternelle et mari.	1/6 (au plus)
	b) Au moins <i>deux</i> autres filles et collatéraux mâles (3) seulement.	1/6 (au plus)
	c) Au moins <i>deux</i> autres filles et mari seulement.	1/6 (au plus)

(1) Toutes les fois qu'il s'agit dans cet article de descendance, ce ne peut être que de descendance *mâle*, les droits de la descendance *féminine* étant fixés d'autre part, Tableau F. (V. aussi Tableau A, note 2).

(2) Voir la note (4) du tableau A.

(3) Il faut lire : *collatéraux mâles de la ligne paternelle*. Il pourrait en effet s'agir, sans cette précision, de collatéraux mâles de la ligne maternelle qui sont exclus de la succession d'une femme par la mère, l'aïeule et les femmes de la branche paternelle collatérale (Voir tableau F).

(4) C'est ainsi qu'il faut traduire *quel qu'en soit le nombre*. Mais alors le 3° est incomplet, à moins qu'on adopte pour ce dernier cas les mêmes subdivisions que pour le 6°.

(5) Voir la note (7) du tableau A.

TABLEAU D

DROITS DES PETITES-FILLES NÉES DU FILS, AU DÉCÈS DU GRAND-PÈRE

Nota. — Pour déterminer ces droits il convient de se reporter au tableau B qui précède en supprimant toutefois dans la deuxième colonne les « descendants », et en substituant dans cette même colonne la « petite-fille » à la fille ».

On a ainsi le tableau suivant :

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (5)
Petite-fille née du fils	1° Ascendants paternels mâles (1).	1/6
	2° Veuve (2) et un des héritiers susnommés.	1/8
	3° a) Veuve (2) et au moins une autre petite-fille et un des héritiers susnommés	1/9 (au plus)
	b) Au moins une autre petite-fille et un des héritiers (mâles) susnommés.	1/6 (au plus)
	4° Collatéraux mâles de la ligne paternelle.	1/4
	5° Veuve (2 et 3) et collatéraux mâles de la ligne pater- nelle (4).	1/6
	6° a) Veuve (2 et 3) et au moins une autre petite-fille (3) et colla- téraux mâles de la ligne paternelle.	1/6 (au plus)
	b) Veuve (2 et 3) et au moins une autre petite-fille (3) sans autre héritier.	1/6 (au plus)
	c) Au moins une autre petite- fille (3) et collatéraux mâles de la ligne paternelle. . . .	1/4 (au plus)
	d) Au moins une autre petite- fille (3) sans autre héritier.	1/4 (au plus)

- (1) Voir note (4) tableau A.
- (2) Voir note (1) tableau A.
- (3) Voir note (5) tableau A.
- (4) Voir note (6) tableau A.
- (5) Voir note (7) tableau A.

TABLEAU E

DROITS DES PETITES-FILLES NÉES DU FILS, AU DÉCÈS DE LA GRAND'MÈRE

Nota. — Pour déterminer ces droits il convient de se reporter au tableau C qui précède en supprimant toutefois dans la deuxième colonne les « descendants », et en substituant dans cette même colonne la « petite-fille » à la fille ».

On a ainsi le tableau suivant :

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (3)
Petite-fille née du fils	1° a) Ascendants paternels (1) et mari.	1/6
	b) Ascendants (1) seuls.	1/6
	2° a) Collatéraux de la ligne paternelle (2) et mari.	1/4
	b) Collatéraux mâles (2) seuls.	1/4
	c) Mari seul.	1/4
	3° Voir la note (4) du tableau C.	
	4° a) Une seule autre petite-fille et collatéraux mâles de la ligne paternelle et mari.	1/6
	b) Une seule autre petite-fille et collatéraux mâles (2) seulement.	1/6
	c) Une seule autre petite-fille et mari seulement.	1/6
	5° (Ce cas est à supprimer ici).	
	6° a) Au moins deux autres petites-filles et ascendants paternels mâles (1) et mari.	1/6
	b) Au moins deux autres petites-filles et ascendants paternels mâles (1) seulement.	(au plus)
	c) Au moins deux autres petites-filles et mari seulement.	1/6
	7° a) Au moins deux autres petites-filles et collatéraux mâles de la ligne paternelle et mari.	(au plus)
		1/6
		(au plus)

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN USUFRUIT (3)
Petite-fille née du fils	b) Au moins <i>deux</i> autres petites- filles et collatéraux mâles (2) seulement. c) Au moins <i>deux</i> autres petites- filles et mari seulement. .	1/6 (au plus) 1/6 (au plus)

(1) Voir note (4) tableau A.

(2) Voir note (3) tableau A.

(3) Voir note (7) tableau A.

II

TABLEAU DES DROITS SUCCESSOR AUX

*de la femme kabyle dans la succession d'une autre femme kabyle
tels qu'ils résultent de la coutume
et non déterminés par le Décret du 19 mai 1931*

TABLEAU F

DROITS DES FILLES, DE LA MÈRE ET DE L'AÏEULE,
DES FEMMES DE LA BRANCHE PATERNELLE COLLATÉRALE,
DES FEMMES DE LA BRANCHE MATERNELLE COLLATÉRALE

QUALITÉ DE L'HÉRITIÈRE	HÉRITIERS VENANT EN CONCOURS	QUOTITÉ DES PARTS EN PLEINE PROPRIÉTÉ (2)
Filles.	1° Pas de collatéraux mâles de la ligne paternelle. Pas de mari et pas de mère ni d'aïeule (1). 2° Mère ou aïeule (1) sans autres héritiers.	Toute la succession 5/6
Mère, Aïeule.	1° Descendants mâles ou ascendants mâles par les mâles ou mari ou collatéraux mâles de la branche paternelle. 2° Aucun de ces héritiers ni aucune fille. 3° Filles seulement.	Néant. Toute la succession. 1/6
Femmes de la branche paternelle collatérale.	1° Descendants mâles ou ascendants mâles par les mâles ou mari ou collatéraux mâles de la branche paternelle ou filles ou mère ou aïeule (1). 2° Aucun des héritiers susnommés.	Néant. Toute la succession
Femmes de la branche maternelle collatérale.	1° Un des héritiers susnommés ou frères utérins ou autres collatéraux mâles de la branche paternelle. 2° Aucun de ces héritiers.	Néant. Toute la succession.

(1) L'aïeule paternelle au même titre certainement que l'aïeule maternelle.

(2) Il n'y a pas lieu ici de procéder par avance au partage, le nombre de femmes appelées à la succession n'étant pas déterminé comme dans certaines dispositions du Décret.



BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages généraux*

- GIRAUD (Arthur). — Principes de colonisation et de législation coloniale. Paris, Sirey, 1921, in-18. Tomes I et III.
- LARCHER et RECTENWALD. — Traité de législation algérienne. Paris, Rousseau, 1923.
- MILLIOT (Louis). — Cours de législation algérienne, tunisienne et marocaine, professé à la Faculté de droit d'Alger, 1927-1928.
- MORAND (Marcel). — Cours de droit musulman professé à la Faculté de droit d'Alger, 1927-1928.

II. — *Ouvrages spéciaux et monographies*

- AUCAPITAINE (Baron Henri). — Etude sur l'origine et l'histoire des tribus berbères de la Haute Kabylie. Paris, Imp. impér., 1860, in-8°.
- BASSET (Henri). — Les influences puniques chez les Berbères *Revue Africaine*, 1921.
- BASSET (Henri). — Essai sur la littérature des Berbères; les Kanouns. *Thèse*, Alger, Carbonel, 1920.
- BASSET (René). — Recherches sur la religion des Berbères. Paris, Leroux, 1910, in-8°.
- BELKASSEM BEN SEDIRA. — Cours de langue kabyle, précédé de « Une mission en Kabylie ». Alger, Jourdan, 1887.
- BENOIST (Charles). — Enquête algérienne. Paris, Lecène, Oudin et C^{ie}, 1892, in-18.
- BERBRUGGER. — Les époques militaires de la Grande Kabylie. Alger, Bastide, 1857, in-16.
- BERNARD (Augustin). — L'Algérie. Paris, Alcan, 1929, in-8°.
- BIBESCO. — Les Kabyles du Djurdjura. *Revue des deux Mondes*, 1^{er} avril, 15 avril et 15 décembre 1865, 1^{er} mars 1866.
- BOULIFA (Si Ammar ben Said). — Recueil de poésies. Etudes sur la femme kabyle. Alger, Jourdan, 1904.
- BOULIFA (Si Ammar ben Said). — Le Kanoun d'Adni (*Recueil de mémoires et de textes publiés en l'honneur du XIV^e congrès des Orientalistes à Alger*). Fontana, 1905.

- BOULIFA (Si Ammar ben Said). — Le Djurdjura à travers l'Histoire (depuis l'antiquité jusqu'à 1830). Alger, Bringau, 1925.
- CAIX DE SAINT-AYMOUR (Vicomte de). — Arabes et Kabyles. Paris, Ollendorf, 1891, in-12.
- CARETTE (Colonel Antoine-Ernest-Hippolyte). — Etudes sur la Kabylie proprement dite. Paris, Imp. nation., 1848, 2 vol., gr. in-8°.
- CHARVERIAT (François). — Huit jours en Kabylie. A travers la Kabylie et les questions kabyles. Paris, Plon-Nourrit, 1889, in-16.
- CHASSIGNET (Maximilien-Modeste). — Souvenirs d'une expédition en Kabylie du 30 mai au 10 juillet 1854. Nancy, Berger-Levrault, 1896, in-8°.
- CHOISNET. — Coutumes kabyles. *Bulletin de la Société archéologique de Constantine*, 1911.
- DAUMAS (Général Eugène) et FABAR. — La Grande Kabylie. Paris, Hachette, 1847, in-8°.
- DEVAUX (Capitaine Charles). — Kebaïels du Djurdjura. Marseille, Camoin, 1859, in-16.
- DUGAS (le Père Joseph), de la S. J. — La Kabylie et le peuple kabyle. Paris, Lecoffre, 1877, in-16.
- FÉRAUD (Laurent-Charles). — Mœurs et coutumes kabyles (Kabyles orientaux : Ketama). *Revue Africaine*, 1862 et 1863.
- GAUDRY (Mathéa). — La femme chaouïa de l'Aurès. Paris, Geuthner, 1930, in-8°.
- GSELL (Stéphane). — Histoire ancienne de l'Afrique du Nord. Paris, Hachette, 6 vol., 4^e édition.
- HACOUN-CAMPREDON (Pierre). — Etude sur l'évolution des coutumes kabyles. Alger, Carbonel, 1921, in-8°.
- HANOTEAU et LETOURNEUX. — La Kabylie et les coutumes kabyles. Paris, Challamel, 1893, 3 vol.
- IBN KHALDOUN. — Histoire des Berbères (Traduction de Slane). Paris, Geuthner, 1925, 3 vol. gr. in-8°.
- JULIEN (Ch. André). — Histoire de l'Afrique du Nord. Paris, Payot, 1931.
- LIOREL (Jules). — Races berbères. Kabylie du Djurdjura. Paris, Leroux, in-18.
- LUC (Bernard). — Le droit kabyle. Paris, Challamel, 1917.
- MAISTRE (Jules). — Mœurs et coutumes kabyles. Montpellier, 1905, in-16.
- MARTY (P.). — Droit coutumier berbère. L'orf des Beni-M'Tir. *Revue des études islamiques*. Cahier IV, 1928, Paris, Geuthner.
- MASQUERAY (E.). — Formation des cités chez les populations sé-

- dentaires de l'Algérie (Kabyles du Djurdjura, Chaouïa, Beni Mzab). Paris, 1886, in-8°.
- MAUNIER (René). — Mélanges de sociologie nord-africaine. Paris, Alcan, 1930.
- MAUNIER (René). — Cours spéciaux de législation et économie coloniales. Années 1929-1930 et 1930-1931, Paris, 1930 et 1931.
- MAUNIER (René). — Famille kabyle et famille romaine. Paris, Domat-Montchrestien, 1930, in-8°.
- MAUNIER (René). — Le ménage kabyle. Paris, Domat-Montchrestien, 1931, in-8°.
- MERCIER (Ernest). — Histoire de l'Afrique Septentrionale. Paris, Leroux, 1888-1891, 3 vol. in-8°.
- MERCIER (Ernest). — La condition de la femme musulmane dans l'Afrique septentrionale. Alger, 1895.
- MESNAGE (P. J.). — Le christianisme en Afrique. Alger, Jourdan, 1915, 2 vol. gr. in-8°.
- MILLIOT (Louis). — Etude sur la condition de la femme musulmane au Moghreb. *Thèse*. Paris, J. Rousset, 1910, in-8°.
- MILLIOT (Louis). — Les nouveaux Qânoûn kabyles. *Hespéris*, 1926, 4^e trimestre.
- MILLIOT (Louis). — Le Qânoûn des Aït-Hichem. *Mémorial Basset*, Paris, Geuthner, 1928, gr. in-8°.
- MILLIOT (Louis). — Recueil de délibérations des djemâas du Mzab. *Revue des études islamiques*, 1930, Cahier II, Paris, Geuthner.
- MORAND (Marcel). — Le statut de la femme kabyle. *Revue des études islamiques*, 1927, Cahier I, Paris, Geuthner.
- MORAND (Marcel). — Etudes de droit musulman et de droit coutumier berbère. Alger, Carbonel, 1931.
- ZEYS (E.). — Les juges de paix algériens. Alger, Gojosso.

III. Recueils et périodiques

- Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*. La Berbérie, 1924, N°s 97 et 98. La femme Kabyle, 1930, N° 124.
- Comité de législation étrangère. Kanoun kabyles.
- Bulletin de la Société de Géographie du Maroc*. Coutumes des chleuhs, décembre 1918.
- Hespéris*. — Coutumes et légendes de la côte berbère du Maroc, par R. Montagne, année 1924, 1^{er} trimestre.
- ESTOUBLON et LEFEBURE. — *Code de l'Algérie*, Alger, Carbonel.
- MILLIOT (Louis) et RECTENWALD (Georges). — *Répertoire Tilloy de jurisprudence algérienne, tunisienne et musulmane*. Paris, Godde, Jurisclasseurs.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
Aspect physique de la Grande Kabylie. — Ses habitants ; traits de caractère. — La femme et son statut personnel pp. 1 à 14.	
HISTORIQUE	15
Les Zouaoua descendants de Berr. — Les femmes de Aurigh ibn Bernès et la succession agnatique. — Les occupants successifs de l'Afrique du Nord et le statut successoral de la femme berbère du Djurdjura ; les Phéniciens ; Rome ; le Christianisme ; les Vandales ; les Byzantins. Les Arabes et l'islamisation du Djurdjura. — La décision de 1748 d'exhérer les femmes et le retour à la coutume pp. 15 à 32.	
LA COUTUME ET L'INFLUENCE FRANÇAISE	33
Le Cercle spécial de Fort-National et les djemâas de justice ; leur suppression. — L'œuvre de MM. HANOTEAU et LETOURNEUX ; le statut successoral de la femme kabyle d'après la coutume. — L'action politique et administrative de la France. — Son action jurisprudentielle : <i>le habous kabyle</i> . La coutume reste souveraine pp. 33 à 52.	
<i>La Commission de 1925</i> p. 52	
Le vœu de M. ROUMANE du 13 février 1923. L'enquête administrative de 1924. La question de la consultation des djemâas. Les opinions au sein de la Commission d'Alger pp. 52 à 61.	
<i>La Commission interministérielle de 1926.</i>	
Les idées de M. MAUNIER pp. 61 à 63.	
LA COUTUME D'AÏT-SELLANE	65
Les principes sur lesquels elle repose. Ses dispositions diverses. Son histoire pp. 65 à 75.	
LE DÉCRET DU 19 MAI 1931	77
Qu'entend-on par « Grande Kabylie » ? — Le titre : « Droits successoraux » n'est-il pas impropre ? .. pp. 77 à 86.	

L'article 3. — Il ne fixe pas les droits de la mère et de la sœur. — Que seront les droits de la fille mariée ? — Qu'entend-on par droit d'usufruit ? .. pp. 86 à 93.

L'article 4. — La multiplicité des quotités. — Les emprunts au Code civil et au droit musulman. Successeurs et réservataires : la femme kabyle réservataire. Détermination de l'actif successoral. — Portée des termes : « laissé », « descendants », « ascendants » ; quel est le sens de « conjointement » ? — Indivision et partage. — Autres lacunes pp. 93 à 105.

L'article 5. — L'expression « collatéraux mâles ». L'alinéa 3 est à compléter. — *L'article 6* souligne une des lacunes du Décret. — *L'article 7* et le droit de représentation. — *L'article 8* et le renvoi à « la coutume » pp. 105 à 108.

L'article 9. — L'inaliénabilité du droit d'usufruit et des biens grevés d'usufruit. L'immobilisation à craindre des propriétés kabyles. La clause de remploi fait défaut. — Corrections à apporter au texte par une application de principes du droit français : l'usufruit du Décret et la dot du droit français. — La rédaction de l'acte établissant l'usufruit ; les difficultés à prévoir ; la déficience des moyens de coercition. — Qu'entend-on par « officier public » ? — En quoi consistera la consignation au Greffe ? — Que sera la publication de l'acte ou du jugement ? Impossibilité de respecter les prescriptions du Décret en ce qui concerne cette publication. pp. 109 à 126.

CONCLUSION 127

ANNEXES 135

Dispositions de qanouns kabyles relatives au statut successoral de la femme kabyle 137

La coutume d'Aït-Sellane. Procès-verbal d'enquête du 5 septembre 1931 153

Arrêt du 11 juillet 1931 156

Vœu de M. Roumane du 13 février 1923 159

Actes administratifs et judiciaires (Extraits) .. 161

Décret du 19 mai 1931 167

Domaine d'application du Décret (Communes, Sections, Douars) 171

Cartes de la Grande Kabylie 175

I. Tribus 176

II. Douars avec indication du domaine d'application du Décret du 19 mai 1931 177

Tableau des droits successoraux de la femme kabyle tels qu'ils résultent des dispositions du Décret du 19 mai 1931. (Tableaux A à E) .. pp. 179 à 186.	
Tableau des droits successoraux de la femme kabyle dans la succession d'une autre femme kabyle tels qu'ils résultent de la coutume et non déterminés par le Décret du 19 mai 1931 (Tableau F) ..	187

BIBLIOGRAPHIE	189
---------------------	-----

Les Editions VÉGA
- 43, rue Madame -
- - - PARIS - - -
